



© UNICEF/Egypt 2019/Ahmed Hayman

Chaque enfant, y compris chaque adolescent, est protégé contre la violence, l'exploitation, les mauvais traitements, la négligence et les pratiques néfastes

Recueil des meilleures pratiques CSC



Principales stratégies visant à favoriser le changement social et comportemental (CSC), réalisations et enseignements tirés de l'expérience

Accédez aux études de cas individuelles en cliquant sur chaque élément ci-dessous :

L'UNICEF Cuba finance la campagne Mídete axée sur la prévention de la violence contre les enfants et les adolescents

Principales stratégies de changement social et comportemental (CSC), réalisations et enseignements tirés de l'expérience

Résumé

En 2021, le bureau de l'UNICEF à Cuba a apporté son soutien à la campagne Mídete (Mesure-toi !) pour prévenir la violence à l'encontre des enfants et des adolescents. La campagne a été élaborée dans le cadre d'un processus de co-création avec un groupe d'enfants et d'adolescents, qui en ont défini les thèmes et le contenu. Cette campagne a permis de diffuser des messages sur la violence envers les enfants et les adolescents à 559 969 personnes ; par le biais de 44 outils de communication relayés par les réseaux sociaux, elle a mis l'accent sur la parentalité positive, l'utilisation responsable

des technologies et la prévention de la violence basée sur le genre et des violences sexuelles dont sont victimes les enfants. Près de 5 000 adolescents, dont une moitié de filles, se sont familiarisés avec des outils de prévention de la violence et résoudre efficacement les situations de conflits, qu'ils ont exprimés à travers des œuvres artistiques et des produits de communication qu'ils ont créés. Les adolescents qui ont participé aux ateliers Mídete ont montré, à 94 %, qu'ils étaient mieux préparés à prévenir et à affronter la violence basée sur le genre à l'ère numérique.



Contexte

Cette normalisation des styles parentaux autoritaires et hiérarchiques fondés sur des pratiques violentes à l'égard des enfants et des adolescents est liée à une culture patriarcale et centrée sur les adultes, qui légitime une conception traditionnelle de l'enfance et fait qu'il est difficile pour les enfants et les adolescents d'être traités comme des sujets de droit. Les résultats de l'enquête en grappes à indicateurs multiples de 2019 montrent que 42 % des enfants et adolescents cubains âgés de 1 à 14 ans ont été soumis à une méthode disciplinaire violente, contre 36 % dans les résultats de l'enquête en grappes à indicateurs multiples de 2014. Les méthodes violentes, telles que les châtimants physiques et les agressions psychologiques, sont utilisées dans 40 % des foyers où vivent les enfants et les adolescents pour corriger les comportements considérés comme répréhensibles. Pour un tiers de ces foyers, les jeunes ont été réprimandés en utilisant des termes offensants ou péjoratifs. En raison de la persistance de mythes et de croyances qui justifient la violence à l'égard des enfants

et des adolescents (y compris la violence basée sur le genre), il est difficile de prévenir, de signaler et d'apporter l'attention nécessaire aux violences sexuelles dont sont victimes les enfants. En raison du manque de soutien de la part des parents et des aides familiales dans les environnements numériques, il est également difficile de protéger les enfants et les adolescents contre la cyber-violence, qui est en augmentation à Cuba depuis 2019.¹

Cette prévention de la violence qui touche les enfants et les adolescents est une priorité du programme de coopération de l'UNICEF Cuba (2020-2024). Pour aborder cette composante, Midete (Mesure-toi !), la première campagne du pays à mettre l'accent sur ce problème, a été créée et mise en œuvre. Cette campagne vise à « dé-normaliser » la violence qui touche les enfants et les adolescents, à promouvoir des pratiques parentales positives et une utilisation responsable des médias sociaux, ainsi qu'à prévenir les violences sexuelles dont sont victimes les enfants et la violence basée sur le genre.



Approche stratégique

La transformation des comportements en faveur d'une vie sans violence nécessite de changer les mentalités, les croyances, les normes et les comportements qui normalisent l'utilisation de la violence dans le cadre des styles parentaux, des pratiques éducatives et des modes de relation avec les autres. En 2021, le bureau de l'UNICEF à Cuba a apporté son soutien à la campagne Midete (Mesure-toi !) pour prévenir la violence à l'encontre des enfants et des adolescents. La campagne a été élaborée dans le cadre d'un processus de co-création avec un groupe d'enfants et d'adolescents, qui en ont défini les thèmes et le contenu. Les contenus audiovisuels étaient inspirés des réalités et des points de vue des jeunes et ne se contentaient pas de présenter les châtimants corporels comme le principal type de violence subie par les jeunes.



Midete a tenu 16 ateliers pour les filles et les garçons de plusieurs territoires cubains où ils ont reçu des outils et des connaissances pour prévenir les violences sexuelles, promouvoir l'utilisation responsable des médias sociaux et remettre en question les normes qui naturalisent la maltraitance des enfants et perpétuent les stéréotypes de genre.

Un élément numérique multiplateforme (#Midete) a été lancé par l'UNICEF Cuba en collaboration avec Crianza Respetuosa. Des parents, des jeunes et des enseignants peuvent accéder à des ressources (y compris des jeux) pour contribuer à atténuer les situations difficiles et à développer des pratiques disciplinaires non violentes. La campagne a vu le jour au début de la pandémie de la COVID-19 et a depuis

offert des conseils psychologiques et un soutien psycho-émotionnel aux mères, aux pères et aux autres prestataires de soins qui s'occupent d'enfants et d'adolescents.



Principales réalisations

- Cette campagne a permis de diffuser des messages sur la violence envers les enfants et les adolescents à 559 969 personnes ; par le biais de 44 outils de communication relayés par les réseaux sociaux, elle a mis l'accent sur la parentalité positive, l'utilisation responsable des technologies et la prévention de la violence basée sur le genre et des violences sexuelles dont sont victimes les enfants.
- Seize ateliers ou cycles de formation qui ont encouragé des changements de comportement par rapport à la violence affectant les enfants et les adolescents, avec la participation de 383 personnes et de divers acteurs institutionnels (dont 234 enfants et adolescents).
- 4 517 adolescents, dont 2 393 femmes, ont acquis des outils pour prévenir la violence et résoudre correctement les conflits, qu'ils ont exprimés par le biais de diverses œuvres artistiques et de produits de communication générés par eux.
- Les adolescents qui ont participé aux ateliers Midete ont montré, à 94 %, qu'ils étaient mieux préparés à prévenir et à affronter la violence basée sur le genre à l'ère numérique.

Messages sur la violence envers les enfants et les adolescents diffusés auprès de

559,969 PERSONNES

16 ATELIERS

ou cycles de formation organisés

94%

des adolescents participants sont mieux préparés

- La publication du premier livre sur la parentalité positive du pays, disponible en format numérique ; en 2022, 12 000 exemplaires ont été distribués dans des lieux qui ont permis au personnel de

sensibiliser à la discipline non violente et d'offrir des échanges de qualité avec les familles chargées d'élever les enfants et les adolescents.

Enseignements tirés

- 1 La diversification et la complémentarité des stratégies, des canaux ou des moyens d'obtenir et de transmettre un retour d'information garantissent une meilleure inclusion des enfants, des adolescents, des mères, des pères, des autres prestataires de soins et des acteurs clés dans les processus participatifs qui favorisent une parentalité respectueuse et le droit des enfants et des adolescents à grandir sans violence.
- 2 Pour remédier au problème de la violence à l'égard des enfants et des adolescents, il est nécessaire de rassembler des preuves et d'adopter un traitement plus systématique et plus complet par la communication.
- 3 Le renforcement des alliances avec les médias, d'autres campagnes et des projets connexes permet d'élargir la portée des messages qui contribuent à remettre en question et à transformer les perceptions, les normes et les comportements qui entretiennent la violence à l'égard des enfants et des adolescents.
- 4 Conserver un registre statistique ventilé des personnes qui participent à une formation ou à une sensibilisation à la parentalité respectueuse ou à d'autres sujets liés à la protection des enfants et des adolescents permet d'orienter les stratégies de manière à ce qu'elles aient un impact favorable sur la vie de ceux qui en ont le plus besoin (par exemple, en accordant la priorité aux zones rurales).
- 5 Prioriser les processus créatifs participatifs impliquant les publics visés (enfants, adolescents, parents, enseignants, etc.) ; leurs connaissance directe est inestimable et le processus leur permet de s'exprimer.





Recommandations

- 1** Déterminer les possibilités d'intégrer les propositions de la campagne Mídete et du projet Crianza Respetuosa dans la planification de toutes les composantes de programmation de l'UNICEF Cuba (santé, éducation et protection), afin d'élargir les possibilités d'atteindre le public visé, de sensibiliser les acteurs clés à la prévention et à une réponse plus complète à la violence contre les enfants et les adolescents, et d'être en mesure d'intégrer les questions relatives à la protection. Cette démarche permettra d'optimiser les ressources financières disponibles et de compléter le travail de l'organisation dans le pays.
- 2** Renforcer l'équipe de gestion de la campagne et son rôle dans les décisions stratégiques qui sont prises. Bien que cette campagne ait été menée par l'UNICEF Cuba, l'engagement et les possibilités offertes par le travail conjoint avec les homologues et les alliés stratégiques ont été déterminants pour sa mise en œuvre.
- 3** Améliorer les capacités des homologues de l'UNICEF à Cuba en matière de prévention de la violence et de prise en charge des enfants et des adolescents touchés par la violence. Mídete vient compléter diverses initiatives qui déboucheront sur la mise au point d'outils méthodologiques, de guides et de produits innovants pour le contexte cubain, qui peuvent à l'avenir avoir un effet multiplicateur et favoriser des changements d'attitudes et de comportements favorables aux droits des enfants et des adolescents à grandir et à vivre à l'abri de la violence.
- 4** Créer un référentiel de l'ensemble des documents produits par Mídete auquel pourront accéder d'autres personnes souhaitant développer une initiative similaire.

Notes de fin

- 1** Fonds des Nations unies pour l'enfance, Encuesta de indicadores múltiples por conglomerados: Informe de resultados de la encuesta, UNICEF, CUBA/MICS, décembre 2020, <www.unicef.org/cuba/media/3551/file/MICS6_Cuba-2019_compressed.pdf%20.pdf>.

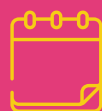


La stratégie de l'UNICEF pour le changement social et comportemental en République dominicaine contribue à la transformation des normes sociales propices au mariage des enfants et aux unions précoces

Principales stratégies de changement social et comportemental (CSC), réalisations et enseignements tirés de l'expérience

© UNICEF / République dominicaine

Résumé



Dates de l'activité
2018 à 2022



Durée de l'activité
Cinq ans



Budget
190 000 US par an

La République dominicaine présente l'un des taux de mariages d'enfants et d'unions précoces les plus élevés en Amérique latine. En effet, plus d'un tiers des filles sont mariées avant l'âge de 18 ans, principalement dans les régions les plus pauvres. Dans l'optique de faire évoluer les normes sociales qui donnent lieu à une complaisance sociale généralisée vis-à-vis du mariage des enfants et des unions précoces, l'UNICEF République dominicaine a élaboré une stratégie de changement social et comportemental (CSC) pour plaider en faveur du relèvement de l'âge du mariage à 18 ans, promouvoir des politiques et des services qui luttent contre les causes de ce fléau, soutenir l'autonomisation des filles et mettre en place un environnement propice au plein respect des

droits des filles et des adolescentes. En 2020, les efforts de plaidoyer déployés par l'UNICEF République dominicaine et ses alliés ont conduit les autorités à faire de la prévention des mariages d'enfants et des grossesses d'adolescentes une priorité nationale et à créer le Cabinet des enfants et des adolescents, composé des organisations responsables des services sociaux en faveur des enfants et des adolescents. En 2021, grâce à l'appui technique de l'UNICEF, la République dominicaine a officiellement lancé une politique publique visant à interdire les mariages officiels d'enfants et à coordonner toutes les interventions gouvernementales destinées à la prévention des unions précoces et des grossesses d'adolescentes, ainsi qu'à l'attention portée à ces questions.

Contexte

L'Amérique latine et les Caraïbes sont les seules régions du monde où les mariages d'enfants n'ont pas reculé au cours des 25 dernières années. Cette région figure au deuxième rang mondial pour le nombre de grossesses d'adolescentes. La République dominicaine fait partie des cinq pays d'Amérique latine qui présentent les taux de mariages d'enfants et d'unions précoces les plus élevés. En 2019, 32 % des filles étaient mariées ou en union avant l'âge de 18 ans, tandis que 9 % l'étaient avant l'âge de 15 ans. Les filles des quintiles socioéconomiques inférieurs (49 %), celles qui n'ont terminé que l'enseignement primaire (65 %) et celles qui vivent dans les zones rurales et périurbaines (38 %), étaient les plus touchées. Les filles dominicaines qui se marient à un âge précoce sont plus susceptibles de subir des violences sexistes, d'abandonner l'école, d'avoir plus d'enfants et de demeurer la pauvreté. Les pratiques sociales et culturelles qui favorisent les unions précoces sont les principaux facteurs contributifs à la perpétuation de ces dernières. Le mariage d'enfants met en péril la vie, la santé et l'épanouissement des filles et limite leurs perspectives.¹

Avant 2018, la question des mariages d'enfants et des unions précoces ne faisait généralement pas partie du programme gouvernemental de développement en Amérique latine et dans les Caraïbes et n'occupait qu'une place mineure dans les politiques publiques des pays de la région. En 2017, le Programme conjoint inter-institutions visant à mettre fin aux mariages d'enfants et aux unions précoces en Amérique latine et dans les Caraïbes : 2018-2021, a été lancé dans le but de transformer les normes de genre, d'autonomiser les filles et de promouvoir les réformes juridiques et politiques nécessaires pour lutter contre le mariage des enfants et des unions précoces. En 2017, la version régionale de ce programme a été lancée à Saint-Domingue, en République dominicaine. Les objectifs du programme étaient d'harmoniser la législation nationale avec les cadres internationaux en relevant l'âge du mariage à 18 ans (sans exception), de promouvoir des politiques et des services qui s'attaquent aux causes du mariage des enfants et des unions précoces, de briser le silence et de mettre en place une plateforme régionale d'alliés en vue de renforcer les bases factuelles, le plaidoyer et la coordination intersectorielle afin de réaliser les droits des filles, et d'appuyer l'autonomisation des filles et de transformer les normes de genre néfastes.^{2,3}

Approche stratégique

En 2017, avant d'élaborer une stratégie de changement social et comportemental (CSC), l'UNICEF République dominicaine a financé une campagne de communication de masse visant à inscrire la problématique du mariage des enfants et des unions précoces dans le programme public national. La campagne était centrée sur *La Peor Novela* (Le pire feuilleton), un feuilleton télévisé et basé sur YouTube mettant en lumière la chute des femmes contraintes au mariage précoce.

Entre 2018 et 2019, une étude sur les connaissances, les attitudes et les pratiques a été menée dans six régions du pays.⁴ L'étude à méthodes mixtes visait à identifier les facteurs sociaux et culturels des mariages d'enfants et des unions précoces, ainsi que les obstacles à l'élimination de ces pratiques néfastes. Les





Approche stratégique

résultats de l'étude sur les connaissances, les attitudes et les pratiques ont été utilisés pour mettre au point une théorie du changement, basée sur un modèle socio-durable, et une stratégie CSC pour promouvoir le changement des points de vue, des comportements et des normes sociales qui sous-tendent le mariage des enfants et les unions précoces.

La stratégie CSC a permis d'élaborer des méthodologies, des mesures et des messages clés pour promouvoir l'autonomisation des adolescentes et créer un environnement favorable à la réalisation des droits de l'enfant, en sensibilisant les familles, les dirigeants communautaires, les fonctionnaires, les jeunes hommes et les adultes. Les principales activités définies pour atteindre les objectifs de la stratégie CSC étaient les suivantes :

- **Le lancement d'une campagne Twitter conjointe** par les agences de l'ONU et ses partenaires, ainsi que d'autres actions de sensibilisation pour appuyer et promouvoir les réformes juridiques sur l'âge du mariage en République dominicaine, qui, en 2018, a coïncidé avec les débats sur le mariage des enfants et les unions précoces au Parlement.
- **Soutenir les clubs de filles** pour leur offrir des espaces sûrs où elles peuvent acquérir des compétences utiles dans la vie courante, accroître leur libre arbitre et réduire leur vulnérabilité aux mariages ou unions précoces. Des guides et des ressources éducatives adaptés à l'âge des filles ont été élaborés pour les sensibiliser aux pièges des mariages ou unions précoces ainsi que pour faciliter l'acquisition de compétences et d'autres activités. Pendant la pandémie de COVID-19 (en 2021), les activités du club se déroulaient désormais en ligne. À partir de 2022, les réunions du club se sont à nouveau déroulées en personne.
- **Lancement de Dueñas de su Futuro**, une version en ligne des Clubs de filles avec laquelle les filles pouvaient interagir sur Instagram, Facebook et YouTube et recevoir des messages axés sur leur propre avenir. La plateforme continue de servir de répertoire de ressources éducatives (par exemple, la série de vidéos *El Porqué de las Cosas*), qui remettent en question les normes sociales



qui sous-tendent les unions précoces.

- **Élaborer des manuels et des guides** assortis d'activités de sensibilisation aux conséquences des unions précoces à utiliser auprès des groupes d'adolescentes, des familles et des dirigeants communautaires.
- **Créer une boîte à outils** axée sur la prévention du mariage des enfants et des unions précoces et l'égalité des genres, à utiliser dans le cadre de séances de formation avec des élèves de l'enseignement secondaire. Une vidéo éducative et un guide pédagogique ont été élaborés à l'intention des conseillers pédagogiques. Des tests préalables et postérieurs ont été mis en place pour suivre l'évolution des connaissances, des attitudes, des points de vue et des pratiques parmi les élèves sensibilisés.
- **Soutenir les dialogues communautaires** avec les dirigeants locaux et les membres de la communauté afin de sensibiliser les familles à la question du mariage des enfants et des unions précoces, en s'appuyant sur une approche de déviance positive.
- **Renforcer les capacités des fonctionnaires des institutions publiques** à prévenir la violence fondée sur le genre et les unions précoces dans les secteurs de la santé, de l'éducation, de la protection sociale et de la protection contre la violence.
- **Mettre en œuvre des campagnes sur les réseaux sociaux** assorties de messages clés destinés aux adolescents qui mettent l'accent sur la remise en question des normes sociales qui favorisent les unions précoces.



Principales réalisations

- Les activités de plaidoyer politique et la campagne conjointe de plaidoyer sur Twitter ont touché plus de sept millions de personnes en 2021 et ont abouti à une réforme du code civil (loi 1-21) qui interdit le mariage des enfants avant l'âge de 18 ans.
- Le plaidoyer de l'UNICEF a abouti au mandat du Cabinet des enfants et des adolescents (créé en 2020) pour prévenir les unions précoces et les grossesses d'adolescentes. Fin 2021, grâce à l'appui technique de l'UNICEF, le pays a officiellement lancé une politique publique visant à coordonner toutes les interventions gouvernementales liées à la prévention des unions précoces et des grossesses d'adolescentes et à l'attention portée à ces dernières.
- L'UNICEF a financé le premier programme public intersectoriel de prévention du mariage des enfants et des unions précoces, en collaboration avec quatre institutions publiques, qui touchera neuf zones entre 2022 et 2025. Ce programme œuvre en faveur du changement de comportement via les Clubs de filles, de la sensibilisation des lycéens, des familles, des dirigeants communautaires ainsi que de jeunes hommes et des adultes.
- Le programme éducatif des Clubs de filles a touché plus de 580 filles et adolescentes issues des secteurs prioritaires. Ces espaces sécurisés ont permis aux filles d'acquérir des compétences de vie et le sens de l'autonomie, ont favorisé des changements positifs en termes d'efficacité personnelle, de connaissances et d'attitudes, et les ont encouragées à rejeter les unions précoces et à concevoir leur projet de vie en mettant l'accent sur leur épanouissement.
- Les publications sur les espaces en ligne Dueñas de su Futuro et Girls' Club ont été consultées par 2,9 millions de personnes, soit une augmentation de 47 % entre décembre 2021 et décembre 2022.
- Depuis 2021, la boîte à outils de prévention des mariages précoces destinée aux élèves du secondaire est utilisée dans le cadre de la stratégie pour une culture de la paix du programme d'études du ministère de l'Éducation. Entre 2021 et 2022, l'UNICEF ont facilité l'exécution à grande échelle de la boîte à outils en formant des conseillers pédagogiques du ministère de l'Éducation pour qu'ils deviennent des « communicateurs techniques ». Mille deux cents conseillers pédagogiques ont été formés et ont sensibilisé 80 000 lycéens en 2021, et 65 000 en 2022, avec des messages sur la prévention du mariage des enfants et des unions précoces.
- Plus de 300 fonctionnaires des secteurs de la santé, de l'éducation, de la protection sociale ainsi que de la protection contre la violence ont participé à des activités de formation visant à renforcer leurs capacités en matière de droits de l'enfant, d'égalité des genres et de prévention des unions précoces au sein de leurs institutions.
- L'UNICEF a mis au point et gère actuellement un ensemble de ressources (manuels et guides) à utiliser pour les activités de sensibilisation à la prévention des unions précoces auprès des familles, des dirigeants communautaires et les adolescentes.

300 LES FONCTIONNAIRES

des secteurs de la santé, de l'éducation, de la protection sociale ainsi que de la protection contre la violence ont participé aux activités de formation

L'ÉTUDE **CAP**

a été menée dans six régions du pays

Le programme éducatif

des Clubs de filles

a touché plus de 580 filles et adolescentes issues des secteurs prioritaires.



Enseignements tirés et recommandations

- 1** Toute stratégie visant à traiter et à prévenir les unions précoces doit être fondée sur des données probantes et s'appuyer sur une compréhension claire des normes sociales et de genre et des autres facteurs structurels qui sous-tendent et perpétuent cette pratique néfaste.
- 2** La prévention du mariage des enfants et des unions précoces est un engagement en faveur du changement social. Elle implique d'intensifier les actions et de les rendre plus délibérées afin de réduire les inégalités et la violence de genre et de promouvoir des sociétés (communautés, environnements) plus équitables et égalitaires, en particulier pour les filles et les adolescentes.
- 3** La lutte contre le mariage des enfants et les unions précoces nécessite une approche systémique. Le modèle socio-écologique fournit un cadre utile pour identifier les obstacles et orienter les interventions pertinentes en faveur de chaque groupe de population visé à différents niveaux socio-écologiques. L'approche systémique exige une cohérence programmatique, des stratégies multiples, de la prévoyance, de la planification et de la persévérance.
- 4** L'élaboration de stratégies destinées à chaque groupe de population concerné requiert la participation des membres du groupe visé. Cette participation prend du temps et requiert de la patience. Le temps nécessaire pour impliquer les groupes de population ne cadre pas toujours avec les délais définis par la responsabilité de rendre des comptes aux donateurs ou avec la programmation interne de l'UNICEF.
- 5** Des sous-stratégies spécifiques de plaidoyer, d'alliances, de mobilisation sociale et de communication pour un changement social et comportemental sont essentielles pour la prévention du mariage des enfants et des unions précoces. Ces stratégies devraient favoriser l'action intersectorielle et interinstitutionnelle.
- 6** L'institutionnalisation et le financement des stratégies et des activités de prévention du mariage des enfants et des unions précoces sont essentiels pour assurer la durabilité des activités et atteindre les résultats souhaités en matière de changement social et comportemental. L'institutionnalisation nécessite l'établissement de liens durables avec les principales institutions publiques, l'investissement dans le renforcement des capacités du personnel technique de ces institutions et l'élaboration de stratégies d'appui permettant à l'institution de s'approprier les stratégies et de mener le processus de changement.
- 7** La mise en œuvre des programmes et des activités de lutte contre le mariage des enfants et des unions précoces s'accompagne de défis. Il est important de ne pas perdre de vue l'objectif final de la prévention du mariage des enfants et des unions précoces, à savoir que toutes les filles et les adolescentes doivent atteindre le plus haut niveau de réalisation de leurs droits sans être forcées de se conformer aux rôles et aux missions imposés par une société patriarcale et centrée sur les adultes.



© UNICEF / République dominicaine / Ricardo Plantini

Notes de fin

- 1 UNICEF République dominicaine, « Social and behavioral change - early unions », 2022.
- 2 Bureau régional de l'UNFPA/UNICEF pour l'Amérique latine et les Caraïbes, « Accelerate actions to end child marriage and early unions in Latin America and the Caribbean. Panama City, Panama : UNFPA et UNICEF », 2018, < www.unicef.org/lac/media/2371/file/PDF%20Accelerate%20Actions%20to%20End%20Child%20Marriage%20and%20Early%20Unions%20in%20Latin%20America%20and%20the%20Caribbean.pdf>.
- 3 UNICEF LACR, « Mariage d'enfants et unions précoces en Amérique latine et dans les Caraïbes : Une alliance pour les droits des filles », 2017, < www.unicef.org/lac/en/child-marriage-and-early-unions-in-latin-america-and-the-caribbean>.
- 4 UNICEF République dominicaine, « El matrimonio infantil y las unions tempranas: Estudio de conocimientos, actitudes, y practicas en seis municipios de la República Dominicana', May 2019, < www.unicef.org/dominicanrepublic/media/2706/file/Publicaci%C3%B3n%20El%20matrimonio%20infantil%20y%20las%20uniones%20tempranas:%20Estudio%20de%20conocimientos.%20actitudes%20y%20pr%C3%A1cticas%20en%20seis%20municipios%20de%20la%20Rep%C3%BAblica%20Dominicana.pdf>.



L'UNICEF Indonésie apporte un appui au programme de prévention de l'intimidation mené par les élèves

Principales stratégies de changement social et comportemental (CSC), réalisations et enseignements tirés de l'expérience

Résumé

Roots Indonesia, un programme de prévention de l'intimidation en milieu scolaire, a été introduit dans la province du Sud des Célèbes en 2017, afin de créer des environnements d'apprentissage accueillants pour les enfants, sûrs et encourageants. Cette initiative, adaptée du programme nord-américain appelé Roots, visait à améliorer les relations entre pairs et à réduire les incidents liés au harcèlement et à la violence parmi les élèves du premier cycle du secondaire dans les écoles sélectionnées. L'UNICEF a appuyé le pilotage de Roots dans les provinces du Sud des Célèbes et du Centre

de Java, ainsi que le gouvernement national, afin d'évaluer le programme et d'élaborer des plans de mise à l'échelle en fonction des résultats. En 2018, plus de 10 000 élèves ont été atteints grâce à des répliques dirigées par le gouvernement du programme Roots Indonesia de 2017 ; 4 421 ont été atteints en 2019. Le ministère en charge de l'autonomisation des femmes et de la protection de l'enfance a adapté un modèle tel que Roots Indonesia dans sept autres provinces, formant 280 élèves en tant qu'agents du changement en 2019.



Contexte

En Indonésie, trois enfants et adolescents sur quatre ayant subi au moins un type de violence ont déclaré que les auteurs de ces actes étaient leurs amis ou leurs pairs. De manière générale, 41 % des élèves âgés de 15 ans ont été victimes d'intimidation au moins quelques fois par mois.¹

Les propos humiliants, les bagarres physiques et le harcèlement de la part d'autres élèves sont les facteurs les plus fréquemment mentionnés par les élèves lorsqu'ils caractérisent leur école comme peu sûre.



Approche stratégique

Roots Indonesia, un programme de prévention de l'intimidation en milieu scolaire, a été introduit dans la province du Sud des Célèbes en 2017 afin de créer des environnements d'apprentissage accueillants, sûrs et encourageants pour les enfants. Cette initiative, adaptée du programme nord-américain appelé Roots, visait à améliorer les relations entre pairs et à réduire les incidents liés au harcèlement et à la violence parmi les élèves du premier cycle du secondaire dans les écoles sélectionnées. Le programme visait plus particulièrement à instaurer un climat scolaire plus positif grâce à l'élaboration participative d'une politique de lutte contre l'intimidation, à modifier les normes sociales concernant l'intimidation et à sensibiliser les enseignants à la manière dont l'intimidation affectent leurs élèves, ainsi qu'à leur capacité à gérer les cas de brimades par le biais d'une discipline positive.

Grâce au programme Roots Indonesia, 30 à 40 élèves de chaque école sélectionnée ont été formés en tant qu'agents de changement. Ces jeunes ont été identifiés à l'aide de la

théorie des réseaux sociaux ; cette méthode a permis de garantir que les élèves sélectionnés feraient participer l'ensemble des élèves. Les acteurs du changement ont appris à identifier les problèmes et à lancer des activités de lutte contre l'intimidation à l'école. Ils ont pris part à des séances régulières après les cours afin d'identifier les problèmes de leur école et les solutions à y apporter. Les élèves ont pris part à toutes les étapes du programme Roots, y compris la conception, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation. Les agents du changement ont bénéficié du soutien de jeunes animateurs issus d'organisations locales d'enfants. Les activités ont débouché sur une déclaration à l'échelle de l'école contre l'intimidation, qui a été mise en œuvre avec l'aide du personnel scolaire. Les élèves ont créé des affiches et des pièces de théâtre pour faire connaître la convention de l'école contre l'intimidation.

Les activités de lutte contre l'intimidation menées par les élèves dans les écoles ont été réalisées en collaboration avec la société civile.



Principales réalisations

- L'UNICEF a appuyé le pilotage de Roots dans les provinces du Sud des Célèbes et du Centre de Java et a aidé les provinces et le gouvernement national à évaluer le programme et à élaborer des plans de mise à l'échelle en fonction des résultats.
- Plus de 10 000 élèves ont été sensibilisés en 2018 et 4 421 en 2019, grâce à la reproduction, sous l'égide du gouvernement, du modèle de prévention du harcèlement scolaire conçu et piloté en 2017.
- Le ministère en charge de l'autonomisation des femmes et de la protection de l'enfance a adapté un modèle tel que Roots Indonesia dans sept autres provinces, formant 280 élèves en tant qu'agents du changement en 2019.

PLUS DE
10,000

élèves ont été sensibilisés en 2018 et

4,421

en 2019

280

élèves formés en tant qu'agents de changement en 2019

30—40

élèves dans chaque école sélectionnée ont été formés en tant qu'agents de changement



© UNICEF/UNI/42133/ESTEX



Enseignements tirés

- 1 Il est essentiel pour la réussite du programme d'établir des relations solides avec le personnel de l'école et d'impliquer le personnel et les directeurs dès la phase initiale du programme.
- 2 Il est indispensable de renforcer les capacités du personnel scolaire en matière de théorie des réseaux sociaux et de nomination par les pairs pour la sélection des agents du changement, car cette méthode n'est pas couramment utilisée pour sélectionner les élèves qui mèneront des activités dans les écoles.



Recommandations

- 1 Adapter et développer le programme Roots Indonesia et y ajouter ou y associer un programme de formation des enseignants afin de renforcer leurs connaissances et leur efficacité personnelle en matière de discipline positive.

Notes de fin

- 1 Données représentatives au niveau national sur les intimidations dans les écoles indonésiennes tirées de l'étude PISA (Programme international pour le suivi des acquis des élèves) 2018.



© UNICEF/2017/Cory Rogers

UNICEF Timor oriental améliore les résultats en matière de développement au profit des jeunes défavorisés

Principales stratégies de changement social et comportemental (CSC), réalisations et enseignements tirés de l'expérience

Résumé



Dates de l'activité
2014 à 2020



Durée de l'activité
Six ans



Budget
Non disponible

Le programme d'éducation parentale *Hametin Familia* (Renforcer les familles) de l'UNICEF Timor oriental se composait d'une campagne multimédia non ciblée au niveau national, de sessions de programme d'éducation parentale ciblées au niveau communautaire, et d'au moins deux visites de suivi à domicile et d'un appui aux familles à haut risque, en plus d'un appui à la gestion de cas. L'objectif du programme était de responsabiliser les parents et les aidants naturels et d'encourager des pratiques positives afin d'améliorer le développement des enfants et des jeunes des communautés défavorisées

du pays. Le programme d'allocations en espèces conditionnel *Bolsa da Mãe* (porte-monnaie de la mère) du ministère de la Solidarité sociale était le point de départ de l'appui à l'éducation parentale des ménages vulnérables. Une évaluation finale du programme *Hametin Familia* a montré que les activités du programme d'éducation parentale ont nettement amélioré les connaissances, les attitudes et les pratiques des parents entre les zones pilotes et les zones de contrôle, ainsi que celles des parents entre l'étude de base et l'étude finale.



Contexte

Le Timor oriental a recouvré son indépendance en 2002, ce qui en fait l'un des pays les plus jeunes du monde. En 2020, la population du pays avait augmenté de plus d'un tiers, pour se situer à environ 1,3 million d'habitants, les enfants de 0 à 17 ans représentant 42 % de la population timoraise. Lors du lancement de la première phase du programme d'éducation parentale *Hametin Família* en 2014, le Timor oriental était confronté à de nombreux défis en matière de protection de la petite enfance et d'éducation de base, en particulier dans les zones non urbaines. Les infrastructures et les équipements scolaires étaient médiocres, le matériel pédagogique limité et la qualité de l'enseignement médiocre.¹ Le pays compte environ 275 000 enfants âgés de zéro à huit ans. Ces années sont les plus déterminantes dans la vie d'un enfant pour son développement physique, social et cognitif. En 2015, seuls 14 % des enfants timorais étaient inscrits dans un établissement préscolaire, un taux bien inférieur à celui de 50 % visé par le Plan stratégique de l'éducation nationale du Timor oriental (2011-2030). Les taux de décrochage scolaire les plus élevés sont observés en première et deuxième année, et au moins 70 % des élèves ne savaient pas du tout lire à la fin de la première année.² Par suite de l'engagement du gouvernement du Timor oriental d'améliorer

le développement des jeunes enfants, le taux d'inscription dans les écoles maternelles a atteint 24 % en 2019.

Lancé en 2014, *Hametin Família* est un programme gouvernemental élaboré conjointement par le ministère de la Solidarité sociale et de l'Inclusion (MSSI), l'UNICEF Timor oriental et l'ONG Ba Futuru. Les contributions et les consultations de groupes d'acteurs individuels au sein du gouvernement, de partenaires de développement, d'OING et d'ONG, d'acteurs communautaires (par exemple, les membres des conseils de village/chefs de communauté, les chefs de petits villages, les représentants des femmes, les enseignants et les chefs traditionnels) et les parents ont permis de poser les bases du programme. La structure du programme a été adoptée à la lumière des conclusions d'une étude internationale selon lesquelles produire un impact positif et à long terme sur les comportements et les pratiques au sein des familles à haut risque nécessite un temps de contact prolongé avec elles et leur exposition à des messages plus d'une fois et de plus d'une manière.

Le programme d'allocations en espèces conditionnel *Bolsa da Mãe* (porte-monnaie de la mère) a été le point de départ du programme d'éducation parentale *Hametin Família* destiné aux parents des ménages vulnérables. Le programme *Bolsa da Mãe* cible les ménages démunis et vulnérables ayant des enfants. Les objectifs du programme sont de contribuer à réduire la pauvreté, de promouvoir la fréquentation des neuf années d'enseignement primaire obligatoire et d'accroître l'utilisation des services de soins de santé primaires. Pour que les ménages puissent bénéficier des avantages du programme, ils doivent remplir des conditions souples liées à l'éducation et à la santé. En 2014, le programme a fourni une allocation en espèces d'un montant de 5 dollars par enfant et par mois (pour un maximum de trois enfants) à 55 488 ménages vulnérables. En 2022, les parents et les aidants naturels percevaient 20 dollars par mois pour les enfants, avec un supplément de 10 dollars pour un enfant handicapé.³



© UNICEF/UN0266052/Soares

Approche stratégique

Le programme Hametin Família a lancé sa première phase en 2014 et a achevé ses activités en 2019. L'objectif global du programme était de responsabiliser les parents et les aidants naturels et de les encourager à adopter des pratiques positives parmi en vue d'améliorer les résultats en matière de développement des enfants défavorisés au Timor oriental.

Les objectifs spécifiques étaient les suivants : (1) améliorer les connaissances, les attitudes et les pratiques des parents et des autres aidants naturels en matière de parentalité positive générale, d'activités d'éveil du jeune enfant, de protection des enfants, de discipline alternative, d'éducation, de nutrition, de hygiène et d'assainissement, de santé, d'enregistrement des naissances et de questions relatives aux adolescents ; et (2) favoriser le développement des enfants, des adolescents et des jeunes jusqu'à l'âge de 18 ans grâce à la participation de leurs parents et de leurs aidants naturels au programme. L'UNICEF, Ba Futuru, le ministère de la Santé, le ministère de l'Éducation, le

ministère de la Justice, le secrétariat d'État à la jeunesse et aux sports et le secrétariat d'État à la communication comptaient parmi les partenaires du programme.

La première phase du programme *Hametin Família* a débuté en 2014, avec des études, qui ont permis d'avoir une cartographie des programmes de parentalité existants, des besoins des aidants naturels, et une analyse des partenariats et des parties prenantes. Ces études ont permis de définir le cadre des composantes du programme relatives à l'éducation et à l'appui des aidants naturels. La deuxième phase s'est déroulée de 2015 à 2016. Les résultats d'une étude de base sur les connaissances, les attitudes et les pratiques ont servi à éclairer la conception et le mécanisme d'exécution du programme d'éducation parentale Hametin Família, y compris l'élaboration du programme d'éducation parentale, des guides de théâtre pour jeunes et de la campagne médiatique. La conception du programme Hametin Família s'est fondée sur les principes



du changement social et comportemental (CSC), par exemple en assurant la cohérence et la répétition des messages à travers les canaux médiatiques et interpersonnels, en utilisant la communication bidirectionnelle (dialogique) avec les parties prenantes de la communauté et en contextualisant les messages afin qu'ils soient adaptés à la culture et à l'endroit.

Entre 2017 et 2020, le programme a été piloté dans deux postes administratifs (Railaco et Uatucarbau) dans deux municipalités, à savoir Ermera et Viqueque. L'objectif était d'atteindre les 87 sucos de ces deux municipalités ciblées.⁴ Le programme comprenait une campagne multimédia non ciblée au niveau national, des sessions de programmes d'éducation parentale ciblés au niveau communautaire, et au moins deux visites de suivi à domicile ainsi qu'un appui renforcé par le biais d'une gestion de cas si nécessaire.

Au niveau national, un feuillet radiophonique en plusieurs épisodes et des spots publicitaires ont été diffusés deux fois par semaine avec des messages clés sur le rôle des parents et le développement de l'enfant. Les messages du feuillet radiophonique ont été repris dans des documents (livres, affiches, bannières, etc.) destinés aux parents. Tous les trois mois, une compagnie théâtrale de jeunes a joué des pièces amplifiant les messages clés dans les espaces communautaires.

Au niveau communautaire, dix réunions de renforcement des compétences parentales ont été organisées (environ une par mois), animées par des membres de la communauté désignés au niveau local. Les compétences d'éducation parentale générales, la nutrition, l'hygiène et la protection de l'enfance figuraient parmi les thèmes abordés lors de ces réunions. Ces réunions ont été bénéficié de l'appui d'une équipe de protection familiale composée de 5 à 10 responsables locaux et de personnes influentes au sein de la communauté. Le soutien par les pairs entre les parents s'est développé de manière naturelle à partir des séances d'éducation parentale.

Au niveau du petit village (*aldeia*), les membres de l'équipe de protection familiale ont effectué des visites à domicile auprès des ménages vulnérables (c'est-à-dire les familles ayant des enfants handicapés, les parents adolescents et d'autres personnes identifiées comme ayant besoin d'un appui supplémentaire). Les parents ayant pu assister à des séances d'éducation parentale ont été encouragés à partager leurs connaissances dans le cadre de réunions de groupes de soutien

par les pairs. Entre 2018 et 2020, un réseau de pères a été mis en place dans la municipalité d'Ermera pour permettre aux pères de partager leurs pratiques positives avec d'autres parents dans le cadre de dialogues communautaires et de séances d'éducation parentale.

Au niveau municipal, le responsable de la protection de l'enfance du ministère de la Solidarité sociale et de l'Inclusion (MSSI) était chargé de coordonner la mise en œuvre des activités au niveau des villages ; il était chargé de rédiger des rapports de suivi et de distribuer les supports du programme dans l'ensemble de chaque municipalité. Au niveau du poste administratif (situé entre le niveau municipal et le niveau du village), le personnel du ministère de la Solidarité sociale et de l'Inclusion (MSSI) et un formateur-mentor ont travaillé ensemble en vue de renforcer l'équipe de protection familiale au niveau du village. En 2016, le programme Hametin Familia a noué un partenariat avec le programme communautaire Alternative Preschool, une initiative soutenue par l'UNICEF et lancée par le ministère de l'Éducation en collaboration avec des ONG locales. Ce partenariat visait à renforcer l'impact du programme Hametin Familia en améliorant les liens entre l'éducation des adultes, le développement de la petite enfance et la protection de l'enfance.

Une étude finale à méthodes mixtes du programme Hametin Familia a été menée en 2020 afin d'évaluer les connaissances, les attitudes et les pratiques des parents en matière de parentalité au Timor oriental et d'identifier les domaines dans lesquels le programme a eu un effet positif sur eux. L'étude a comparé les familles qui ont bénéficié des interventions de Hametin Familia à un groupe témoin qui n'a pas été exposé aux activités de Hametin Familia.⁵





Principales réalisations

Les résultats de l'étude finale de *Hametin Família* montrent que les activités du programme d'éducation parentale ont nettement amélioré les connaissances, les attitudes et les pratiques des parents entre les zones pilotes et les zones de contrôle, ainsi que celles des parents entre l'étude de base de 2015 et l'étude finale. Plus particulièrement :

- Dans l'ensemble, 91 % des personnes interrogées ayant participé aux activités du programme d'éducation parentale étaient satisfaites ou très satisfaites des séances communautaires ; 91 % étaient satisfaites ou très satisfaites des visites à domicile ; 85 % étaient satisfaites ou très satisfaites du programme radiophonique ; et 88 % étaient satisfaites ou très satisfaites du réseau des pères.
- Les parents accordent désormais plus de valeur aux activités d'éveil du jeune enfant.
- Le nombre de parents ayant un enfant scolarisé a augmenté.
- Le nombre de parents qui aident leurs enfants à faire leurs devoirs a augmenté.
- Le programme a bénéficié d'un fort sentiment d'appropriation de la part du gouvernement qui, par l'intermédiaire du MSSJ, a coordonné les différentes parties prenantes dans la conception des activités et leur mise en œuvre, et a alloué une part du budget de l'État pour en étendre la mise en œuvre.



© UNICEF/UN0333109/Soarres

91%

sont satisfaits ou très satisfaits des visites à domicile

85%

sont satisfaits ou très satisfaits de l'émission de radio

88%

sont satisfaits ou très satisfaits du réseau des pères



Enseignements tirés

- 1 Impliquer le gouvernement/les ministères en tant que partenaires dès le début de la conception du programme.** Le MSSI a participé à toutes les étapes de la planification du programme, y compris à l'évaluation initiale des capacités parentales en matière d'éducation, à l'enquête de référence, puis à la mise en œuvre, au suivi, à l'établissement de rapports et au processus d'évaluation, ainsi qu'à la coordination des parties prenantes.
- 2 Le renforcement des capacités du gouvernement à concevoir et à mettre en œuvre des programmes peut en assurer la viabilité.** En 2023, le MSSI a puisé dans ses propres fonds et ressources pour reproduire le programme d'éducation parentale dans d'autres municipalités.



Recommandations

- 1** Continuer à investir dans les réseaux de pères afin d'améliorer la participation des pères à l'éducation des enfants.
- 2** Organiser d'autres événements dans le cadre du programme (par exemple, des séances communautaires, des séances pour les ménages et des pièces de théâtre), afin d'atteindre le plus grand nombre possible de régions du pays.
- 3** Fournir davantage de soutien structurel et économique aux enfants handicapés afin d'améliorer leur accès aux écoles, aux enseignants et au matériel d'apprentissage.
- 4** Présenter différents jeux d'éveil du jeune enfant et fournir davantage d'informations sur les raisons de faire participer les enfants à des activités d'éveil.
- 5** Apprendre aux parents à utiliser le matériel disponible sur place pour dispenser des enseignements à leurs enfants.
- 6** Le déploiement du programme *Hametin Familia* à grande échelle devrait accorder une grande importance au rôle de la radio et élaborer des programmes radiophoniques qui contribuent aux autres aspects du programme. D'autres médias, en particulier la télévision, peuvent jouer un rôle dans le programme d'éducation parentale, étant donné qu'un pourcentage beaucoup plus élevé de personnes déclare regarder la télévision que d'autres médias.



Notes de fin

- 1 Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture, « Review of Hametin Familia, Timor-Leste », UNESCO, 10 juillet 2018, <<https://uil.unesco.org/case-study/effective-practices-database-litbase-0/hametin-familia-timor-leste>>.
- 2 Fonds des Nations unies pour l'enfance, End of Project Review UNICEF/H & M Foundation « Alternative Pre-Schools and Parenting Education Project » an Independent Review Commissioned by UNICEF Timor-Leste, UNICEF, 2017, <www.unicef.org/timorleste/media/2651/file/UNICEF_HM_Alt_Preschool_and_Parenting_Education_review_-_final_July_26.pdf>.
- 3 Partenariats pour la protection sociale, Review of Investing in Timor-Leste's Children through the Bolsa de Mae - Jerasaun Foun Cash Transfer Program, P4sp, <https://p4sp.org/documents/3/P4SP_Poster_Series_-_Timor_Leste.pdf?download=True>.
- 4 Les sucos sont des villages. Il y a 442 sucos au Timor-Leste.
- 5 UNICEF Timor-Leste, « KAP Endline Survey: Parenting Programme to Improve Developmental Outcomes for Disadvantaged Children and Developmental Outcomes for Disadvantaged Children and Adolescents in Timor-Leste », 2021, <www.unicef.org/timorleste/reports/kap-endline-survey>.



© UNICEF/UN0252622/Noorani

L'UNICEF Ukraine fait appel à des super-héros pour apprendre aux enfants à éviter les mines et autres engins non explosés

Principales stratégies de changement social et comportemental (CSC), réalisations et enseignements tirés de l'expérience

Résumé

L'UNICEF Ukraine a fait appel aux « Super-héros contre les mines » pour enseigner aux enfants les comportements de sécurité essentiels à adopter pour éviter les mines, les munitions non explosées et d'autres restes explosifs de guerre. L'UNICEF Ukraine a mis au point une campagne ludo-éducative à plusieurs volets centrée sur les personnages super-héros de l'« Équipe de super-héros » afin d'apprendre aux enfants ce qu'il faut faire s'ils tombent sur des engins explosifs. Les aventures des super-héros se déroulaient dans des bandes dessinées, sur les médias sociaux et avaient fait l'objet d'une promotion à travers les affiches, les brochures, les autocollants, les t-shirts, les agendas et les

cahiers. La campagne a touché 2,4 millions d'enfants à travers des activités en ligne. Plus de 500 000 enfants ont reçu des bandes dessinées, des affiches et des autocollants, et 200 000 enfants ont participé à des séances de formation directe entre 2016 et 2017. Les résultats d'une enquête menée après la campagne ont montré que les connaissances et les intentions d'adopter des comportements sans risque en présence de mines ont augmenté de 12 % chez les enfants des zones touchées. Au moins 15 % des enfants étaient capables d'identifier les zones à risque. Le pourcentage d'adolescents capables d'identifier des objets suspects et dangereux a augmenté de 20 %.



Contexte

L'Ukraine est l'un des pays les plus contaminés par les mines au monde. En 2014, un conflit armé a éclaté dans l'est du pays, affectant la vie d'au moins 580 000 enfants.

Les familles ont fui les combats et les espaces communautaires ont été utilisés comme champs de bataille. Les familles rapatriées dans leurs communautés ont été exposées aux dangers des mines et autres engins explosifs laissés par les combattants. Entre avril 2014 et août 2019, au moins 1 059 civils ont été tués ou blessés par des engins non explosés (ENEX) et des explosions liées aux mines, dont 166 enfants. Les membres de la communauté, en particulier les enfants, manquaient de connaissances sur les dangers posés par les mines et les autres engins explosifs. Les enfants sont particulièrement exposés à ce risque en raison de leur curiosité innée et de leur désir de jouer à l'extérieur. Quarante-cinq pour cent des enfants âgés de 6 à 11 ans

ne connaissaient pas le numéro à composer pour signaler un engin non explosé, et 43 % ne savaient pas reconnaître les restes explosifs de guerre (REG).¹

En 2015, l'UNICEF a publié des livrets et des brochures sur les règles de sécurité de base en matière de mines. Ces supports n'ont pas réussi à inciter et à motiver les enfants à respecter les règles. Les enfants ne voulaient pas non plus écouter les avertissements de leurs parents sur les dangers liés aux mines et aux munitions non explosées. L'UNICEF Ukraine a adopté une approche différente. L'agence a élaboré une campagne ludo-éducative à composants multiples, mettant à contribution des personnages de super-héros de bandes dessinées pour promouvoir les règles de sécurité en matière de mines, par une approche ludique des règles par le biais d'un jeu vidéo en ligne.



©UNICEF/Ukraine/2017/Filippov



Approche stratégique

La campagne Super équipe contre les mines (Superteam against Mines) visait à mieux faire connaître les risques liés aux mines et aux REG aux enfants et à les inciter à adopter des comportements sans risque. Chaque super-héros porte le nom d'un comportement clé : Remarquer, reculer, signaler et ne pas paniquer. La campagne de super-héros comprenait la promotion en ligne des règles de sécurité en matière de mines à travers un site Internet, des médias sociaux (Facebook, Instagram, YouTube), des bandes dessinées imprimées, des affiches, des autocollants, des agendas et des cahiers.² Un jeu a été ajouté au site Internet pour rendre l'expérience d'apprentissage plus intéressante pour les enfants. Les visiteurs du site peuvent jouer à ce jeu pour tester leur compréhension de la sécurité en matière de mines. Une vidéo mettant en scène Orlando Bloom, star hollywoodienne et ambassadeur itinérant de l'UNICEF, parlant de l'importance de connaître les règles de sécurité de base dans un environnement touché par un conflit, a été diffusée sur les réseaux de médias sociaux et projetée lors de festivals de films pour enfants.³ Une enquête en ligne, a permis à l'équipe de l'UNICEF Ukraine de recueillir des commentaires sur la campagne. L'enquête a été publiée sur Facebook, Instagram et YouTube, pour les personnes cibles des messages de la campagne.

Pour toucher les enfants hors ligne, des produits d'information de marque ont été imprimés, notamment des dépliants, des bandes dessinées, des autocollants, des agendas et des t-shirts. Ces produits imprimés ont également été utilisés lors de séances de formation en personne avec des enfants vivant dans les zones les plus touchées par le conflit. Une série de trois bandes dessinées sur trois enfants vivant dans une zone comportant des mines et des restes explosifs de guerre a également été développée. Dans chaque histoire, les enfants sont appelés à participer dans des activités ludiques classiques telles que les sports extrêmes, l'exploration de maisons abandonnées et les promenades dans les bois, lorsqu'ils rencontrent des REG.⁴ Ces personnages modélisent les comportements que les enfants doivent adopter pour éviter les engins explosifs ; les conduites désirées sont ensuite renforcées à la fin de chaque épisode par des super-héros.

L'UNICEF Ukraine a noué des partenariats avec des écoles pour organiser des formations directes en personne pour les élèves, ainsi qu'avec le ministère de la défense, le ministère des territoires temporairement occupés, les services d'urgence de l'État et les organisations internationales à but non lucratif qui œuvrent dans le domaine de la réduction des risques liés aux mines. Ces partenaires ont contribué à vulgariser la campagne les « Super-héros contre les mines » et ont adopté la bande dessinée pour l'utiliser dans leurs propres formations sur la réduction des risques liés aux mines.

La campagne ludo-éducative a également mis à contribution de jeunes blogueurs pour travailler avec des professionnels qualifiés afin de produire des vidéos « MythBusters » qui ont servi à rectifier les idées fausses sur les mines et les REG, et à démontrer les dangers liés aux engins non explosés. Un dernier volet de la campagne consistait à organiser des sessions de formation entre pairs (P2P) sur les règles de sécurité en matière de mines pour les enfants âgés de 12 à 17 ans, âge auquel la plupart des jeunes remettent en question les sources d'information traditionnelles. Au cours de ces formations, les enfants apprenaient à d'autres enfants comment éviter les mines et les REG. Les enfants sélectionnés pour la formation de formateurs par pairs ont pu développer leurs compétences en matière de leadership tout en œuvrant au bien commun des enfants.





Principales réalisations

- La campagne « Super-héros contre les mines » a touché 2,4 millions d'enfants par le biais d'activités en ligne. Plus de 500 000 enfants ont reçu des bandes dessinées, des affiches et des autocollants, et environ 200 000 enfants ont participé à des séances de formation directe entre 2016 et 2017.
- La diffusion par voie directe de messages clés par des pairs sur la sécurité en matière de mines a permis d'améliorer l'assimilation et la rétention des messages. Pour la première fois pendant le conflit, les enfants ont entendu les messages clés différents des tracts « ennuyeux » ou des informations militaires.
- L'enquête menée après la campagne a montré que la connaissance et l'intention d'adopter un comportement sans risque lorsqu'une mine est repérée ont augmenté de 12 % chez les enfants des zones touchées.
- La capacité des enfants à identifier les zones à risque a augmenté de 15 %.
- La capacité à identifier les objets suspects et dangereux a augmenté de 20 % chez les adolescents vivant dans les zones touchées.
- L'UNICEF Ukraine a reçu de nombreuses demandes de la part de partenaires gouvernementaux et non gouvernementaux aux niveaux local et national pour des bandes dessinées et d'autres supports imprimés, ainsi que pour des sessions de formation et de vidéo.

“ J'ai rencontré beaucoup de personnes intéressantes, je suis devenue une oratrice confiante et j'ai compris que je pouvais aider au moins certains de mes amis à rester en vie dans notre région affectée par les conflits. ”

- Alina, l'une des formatrices principales

La capacité des enfants à identifier les zones à risque a augmenté de 15 %.

PLUS DE
500,000
ENFANTS

ont reçu des bandes dessinées, des affiches et des autocollants

200,000
ENFANTS ONT
PARTICIPÉ À

en sessions de formation directe entre 2016 et 2017



© UNICEF/Ukraine/2017/Tilipov



Enseignements tirés

- 1 L'utilisation de vidéos et de jeux ludo-éducatifs en ligne auprès des jeunes pour capter leur attention, permet de mieux les sensibiliser aux risques que par des méthodes plus indirectes (par exemple, les brochures) et didactiques (par exemple, les parents qui disent aux enfants de faire attention).
- 2 Cette ludification de l'information permet de transmettre des messages aux enfants de façon non-traumatisante.
- 3 Consulter les enfants sur le contenu ludo-éducatif et tester les produits auprès d'échantillons représentatifs des publics d'enfants cibles aboutit à un produit final plus attrayant et mieux adapté aux groupes d'âge spécifiques.



Recommandations

- 1 Intensifier la campagne en produisant des vidéos de suivi.
- 2 Étendre les sessions de formation de pair à pair où les enfants apprennent à d'autres enfants comment éviter les mines et autres engins explosifs.

Notes de fin

- 1 Fonds des Nations unies pour l'enfance, « [Superheroes against mines - an edutainment approach to engage children in mine safety: A case study](#) », UNICEF, Ukraine, 2016.
- 2 Fonds des Nations unies pour l'enfance, 'БЕЗПЕКУ', <www.inforce.team>.
- 3 Fonds des Nations unies pour l'enfance, vidéo, Орlando Блум: Як уникнути небезпеки в зоні конфлікту?, UNICEF, 2016, <www.youtube.com/watch?v=pF5NmNn_ANo>.
- 4 Fonds des Nations unies pour l'enfance, vidéo, Суперкоманда проти мін. 1 серія, UNICEF, 2017, <www.youtube.com/watch?v=xGOxsZFJlHE&list=PLJ2-31j4oXT7ss4AJeQtLg6b2vnlKRAm>.

L'UNICEF Jordanie soutient la création des foyers heureux à travers le Programme Parentalité

Principales stratégies de changement social et comportemental (CSC), réalisations et enseignements tirés de l'expérience

© UNICEF/UN1281099/Herwig

Résumé



Dates de l'activité
De 2018 à présent



Durée
Cinq ans



Budget
3 millions de dollars US

Le Programme Parentalité est un programme peu coûteux qui vise à renforcer les relations positives parent-enfant et à changer les pratiques de parentalité négatives, en mettant l'accent sur la lutte contre les punitions physiques en tant que méthode disciplinaire. Le Programme Parentalité dispense des conseils aux parents à différents stades de la vie de l'enfant, de la naissance à l'âge de 18 ans. De 2018 à 2023, le Programme Parentalité a touché plus de 200 000 parents et aidants familiaux dans toute la Jordanie. Au moins

90 % des participants ont assisté à toutes les séances du programme. Les évaluations avant et après la formation ont montré un renforcement des connaissances des pratiques de parentalité positive chez que 95 % de la population visée. Le Programme Parentalité a contribué à la création de groupes de soutien sûrs pour les mères et a mis ces dernières en contact avec les services d'orientation existants, tels que l'aide financière et la protection de l'enfance.



Contexte

La petite enfance (de la naissance à l'âge de huit ans) est une période critique pour le développement cérébral des enfants. La qualité des premières expériences d'un enfant dépend des soins qui lui sont prodigués par ses parents ou ses aidants familiaux.

Pour les jeunes enfants en plein développement, des soins de santé, de nutrition, de protection contre les dangers, d'un sentiment de sécurité, des opportunités d'apprentissage et d'attention (comme parler, chanter et jouer) sont essentiels. Les pratiques de parentalité, en particulier les mesures disciplinaires, peuvent avoir une incidence sur le comportement de l'enfant et sur son bien-être psychologique et social. Discipliner les enfants (c'est-à-dire leur enseigner les valeurs et les comportements normatifs de leur système social) est l'une des responsabilités les plus importantes, mais aussi les plus difficiles, des parents.

40 % de la population jordanienne a moins de 18 ans. Une enquête menée en Jordanie en 2019 a montré que 76 % des enfants jordaniens étaient soumis à des punitions psychologiques, 59 % à des punitions corporelles et 13 % à des

châtiments corporels violents.¹ La plupart des cas de punition ne sont pas signalés. Tout en notant que les châtiments corporels sont interdits dans les écoles en vertu du règlement intérieur de l'école, rien n'interdit de manière explicite des punitions corporelles à la maison, dans les structures d'accueil de la petite enfance et dans les garderies pour enfants plus âgés. L'article 62 du code pénal jordanien autorise les mesures disciplinaires « dans le cadre de ce qui est autorisé par la coutume générale », ce qui décrit une acceptation normative des pratiques disciplinaires violentes. L'article 62 ne prend pas en compte les dommages psychologiques causés par les parents à leur enfants, lesquels peuvent être plus violents que les châtiments corporels.

Pendant le confinement lié à la COVID-19 en Jordanie, la violence physique à l'encontre des enfants a augmenté dans 65 % de ménages. Les enfants les plus vulnérables ont été les plus touchés par la pandémie, l'augmentation des taux de pauvreté des familles vulnérables a exacerbé les méthodes de gestion négatives des parents, ce qui a entraîné une augmentation des sanctions infligées à leurs enfants.²



© UNICEF/UN10287630/Herwig



Approche stratégique

Le programme « Better Parenting Program » (BPP) a été lancé pour la première fois en Jordanie en 1996. Depuis lors, les activités ont été révisées afin d'améliorer le programme dans un contexte jordanien en pleine évolution. En 2019, l'UNICEF Jordanie a procédé à un examen participatif approfondi du BPP avec une série de partenaires nationaux et a révisé le programme pour l'aligner sur les récents développements scientifiques dans le domaine du développement de la petite enfance et des programmes de parentalité positive, ainsi que sur les évolutions contextuelles du pays, telles que l'augmentation du nombre de réfugiés. Le programme remanié, Our Happy Home, intègre des avancées scientifiques significatives en matière d'éducation des enfants âgés de 0 à 18 ans et s'appuie sur les enseignements tirés de la mise en œuvre du programme d'éducation sur la parentalité au fil des ans. Cette révision du Programme Parentalité a été adaptée au contexte changeant de la Jordanie pour mieux contrer la norme sociale préjudiciable qui consiste à utiliser une discipline violente envers les enfants à la maison.

Le Programme Parentalité suit une théorie du changement qui établit explicitement les liens théoriques entre les approches et les apports du programme, les connaissances des parents et les résultats comportementaux, ainsi que les résultats en matière de protection et de développement de l'enfance. Le programme est dispensé séparément pour les parents et les aidant familiaux d'enfants âgés de 0 à 9 ans (développement de la petite enfance) et pour les parents et les aidants familiaux d'enfants âgés de 10 à 18 ans. Étant donné que la plupart des enfants en âge préscolaire sont gardés à la maison et ne fréquentent pas les services formels d'éducation de la petite enfance, l'objectif du Programme Parentalité est de donner aux parents les moyens de créer un environnement affectueux, stimulant et protecteur à la maison. Le programme est conçu pour être économique et facile à mettre en œuvre par des non-professionnels ayant reçu une formation. Son objectif est d'améliorer les relations et les interactions positives entre les parents et les enfants, ce qui est essentiel pour garantir que les enfants s'épanouissent et atteignent leur plein



© UNICEF/UNI281085/Herwig

potentiel, de la petite enfance à l'adolescence. En plus des objectifs du programme, les parents précisent les objectifs individuels qu'ils souhaitent atteindre grâce au Programme Parentalité. Ce processus s'effectue à travers un exercice dans lequel les parents dressent la liste de leurs meilleures pratiques de parentalité ainsi que des pratiques qu'ils aimeraient modifier ou des compétences qu'ils souhaiteraient acquérir. Ces listes sont transformées en objectifs qui sont examinés à mi-parcours et à la fin du programme afin de déterminer si les objectifs ont été atteints.

Le Programme Parentalité actuel est mis en œuvre à travers des groupes de parents qui comptent jusqu'à 15 parents pour une série progressive de treize séances structurées, interactives et participatives. Le cycle du Programme Parentalité s'étend sur trois mois (12 semaines), les participants assistant à une séance de deux heures par semaine. Les parents sont encouragés à adopter des techniques de communication efficaces et à appliquer une discipline positive et non violente avec leurs enfants. Le programme aborde plusieurs thèmes liés à la garde et à l'éducation des enfants, tels que l'importance du jeu, la protection de l'enfance, l'exploration, la discipline positive, la communication et l'interaction parents-enfants, la création d'environnements sûrs et stimulants, la protection des enfants, les stades

de développement et les besoins des enfants et des adolescents, les rôles et les stéréotypes de genre, etc. L'animateur présente une situation à chaque séance pour lancer la discussion au sein du groupe, puis anime le contenu de la séance, en encourageant notamment les parents au travail de groupe.

Le Programme Parentalité a réussi à intégrer un « système de mentorat entre pairs » pour renforcer les séances et encourager les participants à travailler ensemble pour se soutenir mutuellement entre les rencontres. Le

programme prévoit de sensibiliser les parents à la nécessité de prendre soin d'eux-mêmes. À la fin de chaque séance, du temps est consacré à la promotion de l'importance de l'autonomisation et au bien-être des participants, qui est l'un des principaux facteurs qui contribuent à des résultats positifs. En outre, des pratiques à domicile sont encouragées entre les séances, afin que les participants mettent en pratique les nouveaux concepts et techniques à travers les devoirs à la maison, ce qui permet d'impliquer les pères dans les stratégies et les bénéfices du programme.



Principales réalisations

- Le Programme Parentalité a été déployé dans tout le pays et a évolué en un réseau national de partenaires.
- En 2022, il a touché plus de 200 000 parents et aidants familiaux dans toute la Jordanie.
- 90 % des participants au programme ont assisté à toutes les séances en matière de parentalité.
- De plus, 95 % de la population ciblée a amélioré ses connaissances sur les pratiques de parentalité positive.
- Dans ce cadre, 90 % des participants ont déclaré que le programme avait contribué à améliorer leur bien-être mental et qu'ils y avaient trouvé un espace sécurisant.
- Le système de mentorat entre pairs mis en place dans le cadre du programme a permis de sensibiliser les mères et les pères sur les différentes pratiques d'autonomisation qu'ils peuvent utiliser.
- L'implication des organisations religieuses et l'obtention du soutien de divers ministères ont apporté une valeur ajoutée significative au programme et ont contribué à sa portée et à son impact.
- Le Programme Parentalité a instauré un solide mécanisme d'orientation permettant aux mères de mener des consultations dans



Chaque semaine, mes enfants me font remarquer cette séance en soulignant que je ne crie plus autant qu'avant



99%

des participants au programme ont assisté à toutes les séances sur la parentalité

PLUS DE

200,000

parents et aidants familiaux touchés en 2022

d'autres domaines liés à l'apprentissage et à la protection sociale.

- Le programme a engendré des résultats positifs indirects en termes d'égalité des genres dans des domaines tels que la violence conjugale (VC) et la violence contre les femmes (VCF). Par exemple, une participante a témoigné : « Non seulement ma relation avec mes enfants s'est améliorée,

mais aussi ma relation avec mon mari. Je me sens plus heureuse, plus calme et moins accablée par les problèmes liés à mes enfants, ce qui a un effet positif sur mon mariage ». L'effet d'entraînement involontaire démontre la possibilité des programmes à avoir des effets positifs plus larges sur l'égalité entre les genres, au-delà de leur champ d'application initial.



Enseignements tirés et recommandations

1 Étendre le Programme Parentalité aux plateformes numériques : Le Programme Parentalité a été dispensé à travers des plateformes numériques pendant les périodes de confinement liés à la pandémie de COVID-19, et a été suspendu dès que les activités en personne ont repris. Il est prévu d'étendre de manière permanente le programme pour inclure des plateformes numériques, afin que les personnes qui ne peuvent pas assister aux groupes de parents en personne puissent participer à des sessions interactives en ligne. Ceci revêt une importance particulière pour les femmes, qui sont limitées par les normes de genre au sein de leurs communautés.

2 Redoubler d'efforts pour remettre en question la parentalité normative liée au genre : Il reste nécessaire de sensibiliser les parents au fait que la parentalité positive n'est pas spécifique au genre et que les parents doivent protéger et soutenir de manière égale et équitable leurs enfants filles comme garçons.

3 Augmenter l'implication des pères dans la parentalité positive des enfants : Jusqu'à présent, les mères sont particulièrement ciblées par le programme. Des ajustements structurels du programme et des modalités de mise en œuvre flexibles peuvent être apportés pour garantir un niveau plus élevé de participation des pères.

4 Développer et mettre en œuvre des outils qualitatifs plus efficaces et efficients pour mieux suivre le changement comportemental qui résulte de l'implication des parents dans le programme.

5 Mettre en œuvre des campagnes nationales de parentalité positive (en utilisant le site Internet de l'UNICEF sur la parentalité, des séries télévisées, les médias sociaux) pendant le « Mois de la parentalité » en Jordanie afin de sensibiliser les gens à la parentalité positive.

6 Adopter une approche transformatrice sur le genre dans le cadre du programme en renforçant le contenu et les méthodes d'animation des modules sur le genre (c'est-à-dire augmenter le contenu sur les normes, les rôles et les relations néfastes liés au genre et sur la manière de redistribuer le pouvoir, les ressources et les services de manière plus équitable).

7 Élargir l'approche du Programme Parentalité pour y inclure l'engagement communautaire, les dialogues familiaux et la collaboration avec les instituts locaux, afin d'en élargir la portée et d'en assurer la durabilité.

Notes de fin

- 1 « Study: 81% of children in Jordan were subjected to violent punishment », Roya News, 17 juin 2019, <<https://en.royanews.tv/news/17823/Study--81--of-children-in-Jordan-were-subjected-to-violent-punishment>>.
- 2 Fonds des Nations unies pour l'enfance, « UNICEF study highlights plight of children and youth in Jordan during COVID-19 », UNICEF Jordan, 25 août 2020, <www.unicef.org/jordan/press-releases/unicef-study-highlights-plight-children-and-youth-jordan-during-covid-19>.



L'UNICEF Liban met à contribution la mobilisation sociale pour motiver un changement transformationnel en faveur des enfants et des femmes par le biais de la stratégie QUDWA

Principales stratégies de changement social et comportemental (CSC), réalisations et enseignements tirés de l'expérience

Résumé



Dates de l'activité

De juin 2020 à ce jour



Durée de l'activité

Sept ans



Budget

1,8 millions de dollars US

QUDWA, qui signifie « modèle » en arabe, est une initiative nationale de changement social et comportemental (CSC) qui a pour but de prévenir le mariage des enfants, le travail des enfants et la violence à l'encontre des filles, des garçons et des femmes au Liban. L'initiative QUDWA comprend des activités ludo-éducatives dans les médias de masse et les réseaux sociaux, un engagement communautaire et des activités de renforcement des capacités qui soutiennent la création d'un environnement propice et protecteur dans lequel les enfants et les familles

peuvent se sentir en sécurité et s'épanouir. L'objectif est de permettre aux communautés de s'approprier la défense des droits de l'enfant et de créer une responsabilité sociale individuelle et communautaire pour lutter contre la violence. Les initiatives QUDWA ont contribué à accroître l'engagement des promoteurs de la protection de l'enfance dans les communautés, ces promoteurs sont devenus des partenaires d'investissement dans les mesures de prévention dans les huit gouvernorats du Liban.



Contexte

Le QUDWA a été développé par l'UNICEF et le ministère des Affaires sociales (MoSA) dans le cadre du Plan stratégique du Liban (2020 - 2027) pour la protection des femmes et des enfants. Le plan stratégique met l'accent sur le renforcement du rôle de leader et de régulateur du ministère des affaires sociales dans le domaine de la protection de l'enfance et de la protection contre la violence liée au genre, tout en assurant la coordination et l'intégration nécessaires entre les secteurs public et privé, y compris la société civile. L'objectif du QUDWA est de traduire le plan stratégique en actions qui garantissent la prestation de services complets et de qualité aux groupes cibles et de renforcer le système national de prévention et de lutte contre les violations de la protection de l'enfance et à la violence liée au genre. La stratégie QUDWA est conçue pour s'attaquer aux causes profondes des pratiques préjudiciables envers les filles, les garçons et les femmes libanais (par exemple, le travail des enfants, le mariage des enfants), et pour encourager les comportements et les normes qui favorisent le bien-être, la dignité et l'égalité. Le programme QUDWA a été lancé en 2020 et étendu aux huit gouvernorats du Liban en 2021.



© UNICEF / Ramzi Haider / Dar Al Mussawir



Approche stratégique

En 2020, QUDWA a été déployé en tant qu'opération pilote dans des zones sélectionnées du pays, en collaboration avec des partenaires spécialisés.¹ Les activités ont été mises en œuvre par 13 partenaires de l'UNICEF en matière de protection de l'enfance (PE), qui ont travaillé 24 heures sur 24 pour lutter contre les pratiques préjudiciables et les principaux problèmes liés à la protection de l'enfance. L'UNICEF Liban a offert des possibilités de renforcement des capacités aux agents de protection de l'enfance, qu'ils soient ou non partenaires du programme QUDWA, ce qui les a motivés à adopter l'approche QUDWA. En 2022, la stratégie QUDWA a été déployée par les partenaires dans les huit gouvernorats du Liban.



© UNICEF /



Les activités du programme QUDWA ont été adaptées pour atteindre des publics spécifiques. Le QUDWA comprend les activités suivantes :

- **Bakir** : Une série télévisée de 22 épisodes sur une famille libanaise confrontée aux difficultés de la vie quotidienne. Les personnages décrivent les difficultés qui conduisent à la violence envers les filles, les garçons et les femmes, au mariage et au travail des enfants. La série a été diffusée en mars 2022 en prime time sur LBC TV, suivie par Al Jadeed en avril et MTV en septembre.
- **My Father's House** : Un court métrage mettant en scène une famille libanaise qui tente de joindre les deux bouts et d'élever ses enfants. L'épisode dépeint les défis quotidiens auxquels sont confrontés les familles et les enfants et vise à susciter la réflexion et le dialogue sur les normes sociales et les comportements courants des aidants familiaux qui peuvent ou non être sains pour les enfants. Ce feuilleton a été intégré à la boîte à outils des aidants familiaux et utilisé par les partenaires de l'initiative de cinéma en plein air (voir ci-dessous).
- **Le théâtre communautaire** : Les bénévoles sont formés pour devenir des agents du changement social en faisant participer le public à des représentations théâtrales. L'objectif est de stimuler le dialogue autour des domaines clés du programme QUDWA que sont le mariage des enfants, le travail des enfants et la violence conjugale.
- **Les spectacles de marionnettes** : Une série de personnages du QUDWA a été développée avec des scripts et des jeux de rôle correspondants sur le mariage des enfants, le travail et la violence envers les enfants, adaptés pour les enfants et les familles. Des lignes directrices ont été élaborées pour les agents de première ligne et les communautés afin d'aider à instaurer un dialogue sain et constructif sur ces sujets.
- **Les bandes dessinées** : Une série de bandes dessinées illustrées a été développée pour faire participer les enfants à des récits contextualisés qui reflètent la dynamique communautaire et les normes sociales du Liban. L'objectif est d'élargir la perspective sur les possibilités et les rôles des filles et des garçons.



- **Les documentaires interconfessionnels** : Une série de documentaires mettant en scène des équipes interconfessionnelles de chefs religieux qui présentent des initiatives réussies pour prévenir et réduire la violence à l'encontre des garçons, des filles et des femmes, le mariage et le travail des enfants au sein de leurs communautés.
- **L'engagement communautaire** : Des « espaces sûrs » ont été créés au sein des communautés, où les filles et les garçons peuvent rencontrer leurs pairs, faire du sport et jouer avant et après l'école, ainsi que pendant les week-ends. Ces espaces servent également de lieux de rencontre pour les adultes et les familles afin de favoriser la détente et d'échanger des expériences. Le QUDWA a également mobilisé des personnes influentes au sein de la communauté et des personnes intégrées sur le plan social, tels que les barbiers, les esthéticiens et les chefs religieux, afin qu'ils jouent un rôle proactif dans la prévention des pratiques néfastes à l'encontre des enfants et des femmes. Les personnes influentes ont été formées à la reconnaissance des signes de violence et à orienter les personnes vers des services.
- **Le renforcement des capacités** : Des activités de renforcement des capacités ont été menées pour les partenaires de l'UNICEF, les agences des Nations unies, les parties prenantes locales et le secteur de la protection de l'enfance. Les directeurs de programme, les chefs d'équipe et les agents de première ligne ont été impliqués pour s'assurer que tous les acteurs concernés par la mise en œuvre de la stratégie QUDWA connaissaient et pouvaient appliquer les concepts, les approches et les outils. Des séances de formation des formateurs (FF) et un accompagnement sur le terrain ont été

proposés à ceux qui souhaitent s'engager dans le programme QUDWA. Un groupe de travail national QUDWA a été mis en place et a conduit à un développement rapide des initiatives QUDWA dans tout le Liban.

- **Boîte à outils des aidants familiaux :** La boîte à outils comprend : des mèmes audibles à partager destinés aux hommes, un mannequin enfant à taille humaine avec des patches Velcro amovibles pour faciliter les discussions sur les effets corporels visibles et invisibles de la violence, une chronologie Velcro pour aider les enfants et les adolescents à comprendre les étapes de la vie, les étapes clés et le développement sain, une série de vidéos de 3 à 7 minutes sur le développement du cerveau et l'importance de la stimulation de la petite enfance, 24 cartes illustrées représentant des scènes pour susciter des discussions sur le mariage des enfants, le travail des enfants, la communication saine dans les familles et une discipline non violente, des scénarios de jeux de rôle pour encourager, par exemple, les discussions sur les étapes clés du développement des adolescents et les défis auxquels les aidants familiaux peuvent être confrontés lorsqu'ils élèvent des adolescents, des livres à colorier pour encourager le jeu

parents-enfants et le développement, un jeu de Trivia, huit affiches réutilisables et effaçables, un tapis de jeu et un livre d'autocollants qui aident les enfants à découvrir leur corps et leur cycle de développement, un journal interactif pour motiver les adolescents à discuter de leurs objectifs et de leur santé mentale avec les aidants familiaux, un jeu de société sur le mariage des enfants avec des informations sur les étapes à franchir pour atteindre la ligne d'arrivée.

- **Engagement des chefs religieux :** Dans le cadre de la stratégie QUDWA, l'UNICEF Liban a organisé six tables rondes participatives avec des chefs religieux dans tout le Liban. L'objectif était de réfléchir au rôle des chefs religieux dans la promotion d'environnements propices pour les femmes et les enfants dans le pays. Les participants ont souligné l'importance de leurs sermons en tant que plateformes de dialogue sur le mariage des enfants, le travail des enfants et les méthodes de discipline à l'égard des enfants. Les tables rondes ont été suivies de réunions individuelles avec les chefs religieux et d'une réunion générale pour rassembler toutes les parties concernées par la défense des droits de l'enfant dans le cadre d'un réseau QUDWA RL.



© UNICEF/Liban



Principales réalisations

Les initiatives QUDWA ont touché les populations les plus vulnérables du Liban, permettant des discussions ouvertes sur des sujets sensibles. La clé du succès du programme QUDWA est le sentiment d'appropriation qu'il donne aux communautés d'agir de manière à faire respecter les droits de l'enfant. Les initiatives de mobilisation sociale et d'engagement communautaire conduisent à la mise en place de réseaux communautaires de base (y compris les aidants familiaux, les chauffeurs de taxi, les pharmaciens, les chefs religieux, les coiffeurs/esthéticiens, les activités, les maires, les propriétaires d'entreprises, etc.), habilités à s'exprimer sur les cas de violence autour d'eux et à les orienter vers les services soutenus par l'UNICEF.

Les réalisations spécifiques de cette initiative sont les suivantes :

1. Les initiatives QUDWA ont contribué à stimuler l'engagement des promoteurs de la protection de l'enfance dans les communautés. Ces promoteurs sont devenus des partenaires à l'investissement dans les actions de prévention dans les huit gouvernorats du Liban.
2. Plus de 800 activités du QUDWA ont été mises en œuvre.
3. Plus de 500 agents de première ligne et bénévoles ont été formés pour mener à bien les activités du QUDWA.
4. Plus de 100 000 personnes ont été touchées directement par les messages du QUDWA, et plus de 500 000 par l'intermédiaire de bénévoles.
5. Plus de 12 millions de personnes ont été touchées par l'engagement dans les réseaux sociaux, les campagnes de communication et la série de feuillets télévisés QUDWA (Bakir).
6. Plus de 134 chefs religieux de différentes confessions ont participé à des tables rondes sur le renforcement et l'adoption d'un rôle plus actif dans la lutte contre le mariage des enfants, le travail des enfants et les méthodes disciplinaires violentes. Les chefs religieux ont unanimement convenu d'organiser des ateliers approfondis pour générer du contenu afin de soutenir leurs efforts dans la lutte contre les pratiques néfastes. En juin 2023,

un réseau interconfessionnel sur les droits de l'enfant a été établi, ce qui a permis de s'attaquer aux pratiques néfastes et aux normes sociales négatives à l'échelle et par le biais du secteur sectaire.

Les différents partenaires ont manifesté un intérêt croissant pour l'augmentation des investissements dans les mesures préventives fondées sur l'approche QUDWA. Certains partenaires ont mis en place des comités CSC au sein de leurs institutions pour développer et mettre en œuvre des initiatives similaires dans le cadre de différents programmes d'opérations, tandis que d'autres identifient des coordonnateurs dédiés au CCSC.

+ DE 100 000
PERSONNES

atteintes par la campagne
ont directement reçu les
messages QUDWA

+ DE 500 000
PERSONNES

atteintes par les
bénévoles

+ DE 12 MILLIONS DE
PERSONNES

atteintes à travers les réseaux
sociaux, les campagnes de
communication et la série de
feuillets télévisés QUDWA
(Bakir)



Enseignements tirés

- 1 L'investissement dans le renforcement des capacités est essentiel pour garantir des opérations efficaces.** Concentrer les efforts sur le renforcement des capacités des agents de première ligne du QUDWA a permis d'assurer leur compréhension de la stratégie et de leur rôle dans sa mise en œuvre, contribuant ainsi à l'intensification des activités. L'engagement et la formation des agents de première ligne à la stratégie QUDWA ont conduit à dépasser de 49 % l'objectif prévu de personnes cibles avec les mêmes ressources financières, ce qui a permis d'améliorer la rentabilité, la portée et l'impact des résultats pour les enfants et les femmes.
- 2 Investir dans des initiatives axées sur l'autonomisation des communautés génère des retours significatifs :** La mobilisation de nombreux modèles QUDWA a considérablement accru l'identification et l'orientation des cas de protection de l'enfance (PE) et de la violence liée au genre (VLG). Les actions de prévention du QUDWA doivent être complétées par une augmentation équivalente des services pour la protection de l'enfance (PE) et de lutte contre la violence liée au genre, une priorité actuellement défendue auprès des donateurs.
- 3 La collaboration avec les chefs religieux est essentielle pour renforcer les efforts de protection de l'enfance.** Au Liban, une nation multiconfessionnelle, les leaders religieux exercent souvent une influence considérable sur les familles et les communautés. Une collaboration étroite avec les chefs religieux et les personnes influentes au sein de la communauté permet de s'assurer que les messages clés atteignent les familles, en particulier les plus vulnérables.



Recommandations

- 1** Investir dans des initiatives communautaires durables en faveur des enfants et des femmes, qui leur permettent d'être proactifs dans la lutte contre la violence.
- 2** Obtenir l'engagement et l'appropriation des partenaires œuvrant à la protection de l'enfance. Proposer des activités de renforcement des capacités qui permettent aux communautés de prendre l'initiative des interventions.
- 3** Investir dans des programmes axés sur le renforcement de la responsabilité sociale des individus au sein d'une communauté afin d'amplifier les effets du changement des comportements traditionnels et des normes sociales à l'égard des enfants et des femmes.

Notes de fin

- 1** Des exemples d'activités QUDWA peuvent être consultés sur le site <https://www.unicef.org/lebanon/qudwa>.



L'UNICEF Inde encourage les jeunes à adopter des comportements sains face à la COVID-19

Principales stratégies de changement social et comportemental (CSC), réalisations et enseignements tirés de l'expérience

Résumé



Dates de l'activité

Août 2022 à
janvier 2023



Durée de l'activité

18 semaines



Budget

700 000 dollars US
(env.)

Le 14 août 2022, l'Agence américaine pour le développement international (USAID) et l'UNICEF ont lancé une série télévisée et YouTube en 18 épisodes, intitulée *Duur Se Namaste* (« Salutations à distance » ou DSN). Ce feuilleton ludo-éducatif fictif illustre les défis auxquels sont confrontés les enfants et les jeunes qui vivent dans le monde de la « nouvelle normalité ». Les personnages faisaient la promotion de la vaccination la COVID-19 et de la nécessité de continuer à adopter des comportements

préventifs, en plus de fournir des conseils pour gérer les problèmes de santé mentale des jeunes dans une Inde en pleine période post-pandémique.¹ La série a été diffusée du 14 août 2022 au 15 janvier 2023. Elle a été regardée par environ sept millions de téléspectateurs et par 3,8 millions d'utilisateurs de YouTube. La plupart des téléspectateurs ont trouvé le feuilleton instructif et ont discuté des messages clés avec d'autres personnes.



Contexte

La COVID-19 a plongé de nombreuses familles dans un sentiment de perte généralisé, notamment la perte d'êtres chers, de réseaux sociaux, d'emplois et de sécurité financière. Ce sentiment a eu un impact sur la qualité des relations entre les parents, les enfants et les frères et sœurs, ainsi que sur l'éducation et le bien-être mental des enfants. En mars 2020, les écoles de toute l'Inde ont été fermées en

vue d'enrayer la propagation de la COVID-19. Deux ans sans salle de classe et sans interaction physique avec des personnes extérieures à leur foyer ont fait perdre aux enfants les comportements et les compétences nécessaires pour s'engager dans la vie publique. Nombre d'entre eux ont perdu leur capacité d'attention en raison d'une surexposition aux appareils numériques.



Approche stratégique

Duur Se Namaste est un feuilleton télévisé conçu pour traiter les effets de la COVID-19 sur les enfants, en leur fournissant des outils d'adaptation et en modélisant des comportements sains alors qu'ils se réadaptent à leurs activités quotidiennes habituelles. Le premier épisode de la série *Duur Se Namaste* a été diffusé sur *Doordarshan* (la chaîne de télévision de service public indienne) à une heure

de grande écoute le 14 août 2022. La série a été diffusée tous les dimanches de 11 heures à midi, avec des rediffusions les samedis de 18 heures à 19 heures. Le format du feuilleton est bien connu du public indien. Les personnages principaux ont transmis des messages clés liés à la COVID-19, notamment l'importance de la vaccination contre la COVID-19 et la lutte contre l'hésitation à se faire vacciner. Les aidants familiaux et d'autres personnages modèles ont présenté des comportements et des pratiques sains tels que le soutien psychosocial aux enfants et la facilitation du retour des enfants en classe.

La série a également été diffusée sur la chaîne YouTube *Duur Se Namaste*. Cette composante numérique a permis au public de continuer à interagir avec le programme et les personnages par l'intermédiaire du chatbot U-Report, de renforcer les messages et d'entamer des conversations pour que les enfants restent en bonne santé et s'épanouissent.²

Une évaluation finale a été réalisée par le biais du chatbot U-Report et accompagnée d'enquêtes téléphoniques menées auprès du public par les équipes de sensibilisation sur le terrain. Les partenaires chargés de la mise en œuvre dans toute l'Inde ont recueilli les numéros de téléphone des téléspectateurs et obtenu leur consentement pour participer à des enquêtes téléphoniques sur DSN. Un échantillon aléatoire a été sélectionné dans les listes de participants potentiels. On leur a demandé de donner leur avis sur la série et on a évalué leur engagement et leur capacité



à mémoriser les messages. Les activités de collecte de données ont débuté en janvier 2023, après la diffusion de la série à la télévision. Les enquêtes téléphoniques ont été menées en deux phases : les données de la première phase ont été recueillies après la diffusion de l'épisode 16, et celles de la deuxième phase après la diffusion de l'épisode 32. Les personnes interrogées étaient originaires des États parlant l'Hindi où la série a été diffusée. L'âge moyen des personnes interrogées était de 21 ans. Les hommes et les femmes étaient représentés à parts presque égales dans le groupe de répondants.



© UNICEF/Inde

Principales réalisations

- À ce jour, *Duur Se Namaste* a été visionné par au moins sept millions de téléspectateurs de *Doordarshan* et plus de 3,8 millions d'utilisateurs de YouTube.
- 63 % des téléspectateurs du feuilleton ont déclaré avoir regardé la série parce qu'ils la trouvaient instructive, et 64 % ont déclaré avoir discuté du feuilleton ludo-éducatif avec d'autres personnes.
- Environ 84 000 personnes ont regardé le feuilleton sur la chaîne YouTube.
- L'évaluation finale a montré que les notes attribuées à la qualité de DSN étaient plus élevées que celles de toute autre émission comparable en Inde. Plus de 70 % des personnes interrogées ont estimé que DSN était plus réaliste, plus motivant et plus éducatif que d'autres feuilletons, tandis que 53 % environ ont déclaré qu'il était plus divertissant.
- 72 % des personnes interrogées ont déclaré avoir obtenu de nouvelles informations grâce au feuilleton. Les personnes interrogées à la fin de l'enquête ont montré une nette amélioration de leur compréhension des informations cruciales liées à la COVID-19. Les personnes interrogées étaient également plus conscientes de l'impact du confinement imposé par la COVID-19 sur les enfants. Un nombre nettement plus important de personnes interrogées à la fin de l'enquête ont parlé d'une alimentation saine, de l'exercice physique et du lavage des mains comme moyens de se maintenir en bonne santé après la COVID-19. En outre, elles étaient également capables d'identifier les symptômes du stress mental.

7 millions
de téléspectateurs
de **DOORDARSHAN**
et plus de

3,8 millions
D'UTILISATEURS
DE YOUTUBE

ont visionné
Duur Se Namaste.

63% des téléspectateurs
l'ont trouvée instructive

64% des téléspectateurs ont
déclaré avoir discuté de la
fiction ludo-éducatif avec
d'autres personnes



Enseignements tirés et recommandations

La série a été diffusée à la télévision et sur YouTube jusqu'en janvier 2023. Les activités de suivi et d'évaluation ont montré qu'il était possible de suivre la réaction des gens, d'obtenir un retour d'information et d'évaluer la capacité des téléspectateurs à se souvenir des messages en temps réel par l'intermédiaire de YouTube et du chatbot U-Report. Ce retour d'information immédiat a permis de modifier rapidement les messages sur les plateformes numériques. Le principal enseignement, comme pour les initiatives ludo-éducatives précédentes, est que le divertissement éducatif a permis d'accroître les connaissances sur la prévention de la COVID-19. Les enseignements spécifiques tirés sont les suivants :

- 1 Le « binge-watching » (visionnage en boucle) par rapport au visionnage sur rendez-vous :** Il faut s'adapter aux jeunes téléspectateurs dont les habitudes télévisuelles diffèrent de celles de nombreux adultes plus habitués à la télévision sur rendez-vous. Le visionnage sur rendez-vous signifie que le téléspectateur est investi et intéressé par le contenu parce qu'il a choisi de le regarder, puis d'y revenir à intervalles réguliers. Les jeunes interagissent davantage avec leurs appareils mobiles. Avec l'augmentation du taux de pénétration des smartphones et la baisse des tarifs des données, les habitudes de visionnage en Inde ont évolué vers le « binge-watching » sur différentes plateformes. L'encombrement de l'environnement numérique exige une approche différente du divertissement éducatif, où le contenu est à la fois convivial et diffusé en une seule fois (contrairement à la diffusion échelonnée de la télévision sur rendez-vous) afin de maintenir l'intérêt des jeunes.
- 2 L'établissement de relations prend du temps :** Les résultats du suivi de DSN ont montré que les téléspectateurs impliqués faisaient des personnages et des intrigues une partie de leur vie. Lorsqu'on a demandé aux téléspectateurs s'ils discutaient de l'émission, de ses thèmes et de ses personnages avec un ami, le pourcentage de personnes interrogées ayant répondu par l'affirmative a augmenté au cours des quatre cycles de suivi simultané, passant de 69 % lors du premier cycle à 70 % lors du quatrième et dernier cycle. Les discussions avec le conjoint sont passées de 23 % au premier cycle à 28 % au quatrième cycle. Le divertissement éducatif est plus efficace lorsque le contenu du programme suscite des discussions avec d'autres personnes. Bien que les téléspectateurs aient pu nouer des relations avec les personnages en seulement 36 épisodes, il serait idéal de prévoir davantage d'épisodes pour permettre aux téléspectateurs d'adhérer pleinement aux thèmes et d'évoluer vers un changement réel des comportements et des normes sociales.
- 3 Mémorisation des messages :** Les téléspectateurs ont tendance à ne retenir que les messages qui les concernent personnellement à ce moment précis. DSN contenait de nombreux messages de promotion de la santé, notamment sur la COVID-19, la santé mentale, la nutrition, l'égalité des genres, etc. Le chatbot U-Report et les évaluations qualitatives des téléspectateurs ont montré que la mémorisation des messages évoluait au fur et à mesure de l'avancement de l'histoire. Par exemple, les épisodes 9 à 16 comportaient un arc narratif sur la santé mentale chez les adultes et le cycle de suivi concomitant correspondant comportait des questions à ce sujet. Lors de ce cycle de suivi simultané, le taux de mémorisation des messages sur la santé mentale était élevé, mais il a chuté lors du cycle suivant, lorsque l'histoire a progressé. Autre exemple : la mémorisation des soins prodigués aux femmes enceintes atteintes de COVID-19 a été faible d'un cycle à l'autre, bien qu'elle ait bénéficié d'un temps d'antenne important en tant qu'élément majeur de l'intrigue de la série. Cela pourrait s'expliquer par le fait que les téléspectateurs n'ont pas trouvé l'information pertinente d'un point de vue personnel. Il est non seulement important d'adapter les messages de promotion de la santé aux besoins et aux intérêts spécifiques des téléspectateurs, mais aussi de répéter les messages clés de manière créative tout au long des épisodes afin de renforcer leur importance et d'accroître la rétention des informations.
- 4** Le nouveau paysage des médias et du divertissement, avec la prolifération des options de divertissement, rend difficile l'utilisation du divertissement éducatif pour la promotion de la santé. Un environnement encombré appelle des solutions innovantes pour atteindre le téléspectateur grâce à un mélange de médias traditionnels et nouveaux, de campagnes numériques et interpersonnelles.

Notes de fin

- 1 UNICEF, « UNICEF and the Ministry of Health launch the "Kindness is Contagious" campaign in Viet Nam », mai 2020, <www.unicef.org/vietnam/stories/unicef-and-ministry-health-launch-kindness-contagious-campaign-viet-nam>
- 2 U-Report est un outil de messagerie sociale et un système de collecte de données développé par l'UNICEF pour améliorer la participation des citoyens, informer les dirigeants et encourager des changements positifs. Le programme envoie des sondages et des alertes par SMS à ses participants, recueillant des réponses en temps réel, et publie ensuite les données recueillies.

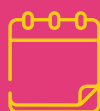


L'UNICEF Éthiopie établit des liens avec les adolescents afin de modifier les comportements et d'accroître leur autonomie

Principales stratégies de changement social et comportemental (CSC), réalisations et enseignements tirés de l'expérience



Résumé



Dates de l'activité
De novembre 2019 à
2022



Durée
Trois ans



Budget
1 133 025,23 USD

UNICEF Éthiopie, en collaboration avec Girl Effect, une organisation créative à but non lucratif qui crée des marques et des plateformes mobiles pour les jeunes afin de responsabiliser les filles, met en œuvre une campagne pour un mode de vie sain ciblant les adolescents d'Éthiopie. La campagne *Yegna* (qui signifie « à nous » en amharique) promeut un changement de comportement positif et un renforcement de l'autonomie des filles en s'attaquant à des défis réels par le biais d'un feuilleton télévisé, de programmes radiophoniques, de chaînes numériques, de musique et de clubs dans les écoles. Le programme *Yegna* trouve ses racines dans la culture éthiopienne et a été créé après avoir écouté les défis auxquels sont confrontés des milliers de jeunes filles éthiopiennes dans leur vie de tous les jours. Les principaux messages

portent sur l'amélioration de l'état nutritionnel, de la santé et de l'hygiène menstruelles, de la santé sexuelle et reproductive, de l'accès et de l'utilisation des services de santé, ainsi que sur le renforcement de l'estime de soi et de l'autonomie chez les adolescentes. Au moment le plus fort de la pandémie de la COVID-19, la série dramatique *Yegna* a permis de transmettre aux adolescents des messages pertinents sur la prévention de la COVID-19.¹ Dès sa première diffusion à la télévision nationale en 2019, la série *Yegna* est devenue un nom familier en Éthiopie, captivant un public d'environ 10 millions de personnes. Soixante-dix-huit pour cent des téléspectateurs de la fiction télévisée *Yegna* ont déclaré avoir appris quelque chose de nouveau ; 42 % ont déclaré avoir changé leur comportement après avoir regardé l'émission.

Contexte

En Éthiopie, la malnutrition et la faible diversité alimentaire touchent une grande partie de la population des adolescents et des jeunes. Une étude de référence soutenue par l'UNICEF sur la nutrition des adolescents, la gestion de l'hygiène menstruelle et l'utilisation de services de santé adaptés aux adolescents en Éthiopie a montré que 83 % des filles environ consommaient des aliments appartenant à moins de cinq groupes alimentaires et que seulement 50 % d'entre elles consommaient des aliments d'origine animale. Selon les normes relatives au moment et à la fréquence des repas des garçons et des filles, les filles mangent moins, moins fréquemment et ont moins d'options pour manger une variété d'aliments, par rapport aux garçons qui ont un meilleur accès à la nourriture en dehors de la maison. Cette étude a également montré que les tabous entourant la menstruation et la gestion de l'hygiène menstruelle limitent la mobilité des filles et sont source de honte et d'embarras. Un grand nombre de filles ont estimé qu'elles devaient gérer leurs règles à la maison, les privant ainsi de leur éducation et de la confiance nécessaire pour gérer leurs périodes de menstruation où qu'elles se trouvent. Les jeunes filles estimaient qu'elles ne pouvaient pas communiquer convenablement avec leurs enseignants lorsqu'elles avaient des difficultés à gérer leurs menstruations à l'école. Les menstruations indiquent également, dans la culture éthiopienne, que les filles sont prêtes à se marier et à avoir des enfants. Ces dernières n'ont que peu d'influence sur le moment où elles se marient et sur la personne qu'elles épousent. Si elles refusent de se marier, elles risquent la honte et le rejet par leur famille et leur communauté.²

La disponibilité de services médicaux de qualité adaptés aux besoins des jeunes reste une question sensible dans toute l'Éthiopie. Selon l'étude de base soutenue par l'UNICEF, les filles se sentent mal traitées par les professionnels de santé et le personnel des établissements médicaux, sont peu satisfaites de l'accessibilité des services médicaux et de l'état des établissements de santé, et perçoivent un manque d'intimité et de confidentialité en ce qui concerne les soins qui leur sont prodigués.

Yegna constitue une plateforme médiatique utilisant la musique, la radio et les canaux

numériques, où la narration est utilisée pour soutenir les filles scolarisées et non scolarisées âgées de 10 à 19 ans dans leur cheminement individuel et collectif vers l'âge adulte. Girl Effect, une ONG internationale spécialisée dans la communication pour les adolescents, a lancé *Yegna* en Éthiopie en 2012. *Yegna* est devenue une marque authentiquement éthiopienne pour les jeunes, avec notamment des produits de marque. Au départ, la campagne se composait d'un feuillet radiophonique, d'une émission de radio et de musique, le tout en amharique (la langue nationale de l'Éthiopie). Ce contenu a été produit par une équipe exclusivement féminine et s'est concentré sur la vie de cinq adolescentes qui entretiennent des liens d'amitié étroits et forment un groupe de musique. Ces jeunes filles ont dépeint les défis typiques auxquels sont confrontées les filles éthiopiennes et ont ensuite produit de la musique pour partager leurs expériences. Le public visé par *Yegna* était constitué de jeunes filles âgées de 13 à 15 ans, mais il s'est rapidement élargi aux communautés éthiopiennes. Son premier single a reçu le prix national du « Meilleur single de l'année ». Dans le courant de l'année 2019, *Yegna* a introduit une distribution mixte et a développé une nouvelle série télévisée intitulée « *Yegna - The Story of All of Us* », qui continue d'être diffusée à l'échelle nationale dans plusieurs langues.





Approche stratégique

Les épisodes de la série *Yegna* ont été diffusés pour la première fois à la télévision nationale en 2019 et ont gagné en popularité auprès du public urbain. Les téléspectateurs ont pu regarder les épisodes en trois langues : Amharique, Afan Ormo et Tigrigna. Ce projet visait à améliorer les connaissances, les perceptions et les résultats en matière de nutrition, de santé et d'hygiène menstruelles, de santé sexuelle et reproductive, à améliorer l'accès et l'utilisation des biens et services liés à la santé et à la nutrition, et à renforcer l'estime de soi et la capacité d'action des adolescentes. Le drame comprenait des messages sur la menstruation, la puberté, la violence basée sur le genre, l'égalité des genres et l'autonomisation des filles, ainsi que d'autres sujets destinés à motiver les discussions entre les parents et les enfants. Toutes les séries *Yegna* suivantes ont renforcé les messages clés, ajouté de nouveaux messages (par exemple, les défis nutritionnels chez les mères adolescentes, le cancer du col de l'utérus, le papillomavirus et le vaccin contre le papillomavirus) et utilisé les données de suivi pour affiner les messages et le mode de diffusion (par exemple, raccourcir la durée des épisodes d'une heure à 30 minutes en 2020). Cette série a également été téléchargée sur une chaîne YouTube de *Yegna*, où les adolescents pouvaient participer à des conversations en ligne sur la série.

En revanche, les adolescents éthiopiens des zones rurales n'ont pas eu accès à la série télévisée de *Yegna*. Pour y remédier, l'UNICEF et Girl Effect ont créé le programme *Yegna* pour les écoles rurales, une initiative éducative qui présente la série télévisée aux adolescents âgés de 13 à 15 ans qui étudient dans les régions rurales de l'Éthiopie et leur fournit des connaissances qui les aideront à prendre des décisions sur des questions cruciales à cette période charnière de leur développement. Des projecteurs solaires ont été achetés par l'UNICEF pour projeter des clips courts de la série dans les clubs scolaires, en ciblant 28 écoles dans deux régions. Des enseignants et des directeurs ont été formés et l'initiative a été lancée dans des écoles des régions d'Oromia et d'Amhara. Suite au visionnage d'un épisode, des guides de discussion ont conduit les élèves et les enseignants à débattre du contenu et du ou des sujets mis en avant dans la série. Ces débats ont été complétés par des fiches d'information à l'intention des parents. Cette initiative a permis de créer des espaces sécurisés où les élèves ont pu discuter des sujets abordés dans la série, de la nutrition à la gestion de l'hygiène menstruelle, en passant par la masculinité toxique. Une deuxième phase du programme a été lancée en 2022, dans 13 écoles de la région d'Oromia, en s'appuyant sur l'impact de la première année. Au total, 1 170 élèves ont participé à cette deuxième phase.



© UNICEF/Éthiopie/2021/Yegna



© UNICEF/Éthiopie/2021/Yegna

Au mois de novembre 2020, l'UNICEF Éthiopie a soutenu une étude de référence visant à déterminer les messages que les activités de *Yegna* pourraient diffuser pour réduire la mortalité et la morbidité liées à la COVID-19.³ Cette étude de référence comprenait également des questions sur d'autres sujets pertinents pour le public cible des adolescentes (par exemple, l'hygiène menstruelle, la violence basée sur le genre, la santé mentale et la nutrition). Les conclusions de l'étude ont montré que si 99 % des personnes interrogées étaient au courant de l'existence de la COVID-19 et des méthodes de prévention de la maladie, seules 37 % d'entre elles se lavaient régulièrement les mains et 40 % seulement portaient un masque de protection. Le bilan de référence a également révélé que plus de la moitié des adolescents interrogés (55 %) pensaient que la consommation d'aliments transformés était bonne pour la santé. Les recherches ont mis en évidence la nécessité de promouvoir l'adoption de comportements clés de prévention de la COVID-19, d'augmenter le nombre de parents et d'enfants disposés à retourner à l'école, et d'améliorer les connaissances dans les domaines de la nutrition, de la violence contre les femmes et de la gestion de l'hygiène menstruelle.

En 2020, la campagne *Yegna COVID-19*, d'une durée de 20 semaines, a été soutenue par l'UNICEF Éthiopie. Elle se compose de 20 messages d'intérêt public (PSA) utilisant la distribution mixte de *Yegna*. Les annonces

d'intérêt public ont été diffusées chaque semaine en trois langues (amharique, afan oromo et tigrigna), à la fois sur les radios nationales et régionales. Les publicités vidéo ont été créées et diffusées sur cinq chaînes de télévision, quatre stations de radio et via les médias sociaux entre décembre 2020 et mai 2021. Ces annonces présentaient des personnages de *Yegna* (influenceurs) qui discutaient de l'importance de ne pas manger d'aliments transformés (y compris les fast-foods), de l'hygiène menstruelle et de la création de serviettes hygiéniques, de l'excitation et de l'anxiété liées au retour à l'école à l'époque de la COVID-19, ainsi que de l'importance du lavage des mains et de l'exercice physique régulier. Les annonces ont été diffusées plus de 400 fois à la télévision et à la radio. Les panneaux d'affichage de *Yegna* montrant des personnages de *Yegna* avec des messages sur la prévention de la COVID-19 (par exemple, porter des masques et se laver les mains fréquemment), la nutrition, l'hygiène menstruelle, la santé mentale et le fait de ne pas avoir peur de signaler la violence basée sur le genre, ont été placés dans les principales villes d'Éthiopie : Addis Ababa, Adama, Hawassa, Bahirdar. Cette campagne *Yegna* avait pour objectif d'atteindre un public d'au moins 15 millions de personnes. Plusieurs canaux de médias sociaux ont été utilisés pour diffuser les messages de la campagne *Yegna COVID-19*, notamment une chaîne *Yegna* YouTube, Telegram et la page Facebook officielle de l'UNICEF Éthiopie.



Principales réalisations⁵

Les activités de *Yegna* ont touché 500 000 adolescents dans toute l'Éthiopie au cours des trois dernières années et ont permis de constituer une base de fans vaste et fidèle. Le programme télévisé est devenu un nom familier dans tout le pays, atteignant près de 10 millions de téléspectateurs. Les épisodes de *Yegna* diffusés sur la chaîne YouTube ont été vus par 200 000 à 650 000 personnes. Le programme s'est notamment distingué par les résultats suivants :

- 42 % des téléspectateurs ont déclaré avoir modifié leur comportement après avoir regardé l'émission.
- Dans les régions d'Oromia et d'Amhara, plus de 1 300 adolescents ont participé au programme *Yegna*, qui se déroule dans les écoles rurales.
- 52 % des participants d'Oromia qui ont pris part au programme scolaire rural *Yegna* ont parlé à au moins un membre de leur famille en utilisant les fiches d'information et les manuels du programme sur les sujets abordés dans le feuilleton.⁴
- Les étudiants ont trouvé que le club *Yegna* était particulièrement pertinent pour recevoir de nouvelles connaissances qui les aidaient dans leur vie quotidienne et qui, selon eux, les aideraient à réussir à l'avenir.

- Par ailleurs, les parents et les enseignants ont constaté des changements positifs chez les enfants qui ont participé au programme des écoles rurales.
- La sensibilisation et les connaissances sur le cancer du col de l'utérus et le vaccin contre le papillomavirus étaient plus élevées chez les téléspectateurs que chez les non téléspectateurs du feuilleton télévisé *Yegna*.
- Celles qui ont suivi la campagne « *Yegna* dans ma tête » étaient plus prudentes en ce qui concerne la prévention de la COVID-19. La fréquence du lavage des mains et du port du masque a augmenté au fil du temps.
- La consommation d'aliments transformés et l'adoption d'un régime alimentaire plus diversifié se sont améliorées. Les participants exposés à la campagne *Yegna* étaient plus susceptibles de savoir que la consommation d'en-cas transformés est mauvaise pour la santé et ils ont déclaré manger moins d'aliments transformés.
- Les participantes exposées à la campagne de *Yegna* étaient plus susceptibles de savoir qu'il est possible de fabriquer des serviettes réutilisables à la maison et d'utiliser indifféremment des serviettes jetables ou réutilisables.

42%

des téléspectateurs ont déclaré avoir changé leur comportement

ANNONCES

étaient diffusés, plus de

400 FOIS

à la télévision et à la radio

PLUS DE
1,300
ADOLESCENTS

ont participé au programme *Yegna*



Enseignements tirés

- 1** La réalisation d'une étude de base pour comprendre la sensibilisation, les connaissances, les perceptions, les comportements et les normes des publics cibles en matière de santé est essentielle pour élaborer des messages adaptés à la culture et à l'âge afin de motiver un changement de comportement.
- 2** Le recours à l'éducation et à la narration, ainsi qu'à des personnages joués par des acteurs éthiopiens célèbres qui plaisent aux adolescents, a rendu le programme télévisé de Yegna plus attrayant et plus efficace pour capter l'attention des adolescents éthiopiens et les inciter à changer de comportement.
- 3** La marque *Yegna* a permis à l'UNICEF d'atteindre rapidement un large public avec des messages clés sur la santé, basés sur les données du public visé.



Recommandations

- 1** Assurez-vous que le public visé (dans le cas présent, les adolescents) est activement impliqué depuis la phase de planification du programme jusqu'à l'évaluation, afin de garantir une plus grande participation et une meilleure appropriation du message.
- 2** Au moment de concevoir un programme similaire pour les adolescents, il convient d'impliquer les parents, les aidants familiaux et les enseignants, qui jouent un rôle important dans le développement et l'avenir des jeunes.
- 3** Utilisez la technologie et les médias sociaux pour inciter les adolescents à participer aux discussions et/ou aux activités en ligne.

Notes de fin

- 1** Le financement de cette campagne est assuré par Affaires mondiales Canada.
- 2** Cader R., Eager R., Tenaw E., Cornelius A., *UNICEF Ethiopia adolescent nutrition-WASH-education joint programme evaluation*, 3 juin 2020.
- 3** Une enquête téléphonique par composition aléatoire a été menée auprès de 705 personnes âgées de 15 ans et plus dans toute l'Éthiopie. Les données du COVID-19 ont été collectées à l'aide d'une interview téléphonique assistée par ordinateur (ITAO).
- 4** Girl Effect, « The programme bringing life-changing information to adolescents in rural Ethiopia », Girl Effect, 24 janvier 2022, <<https://girleffect.org/the-programme-bringing-life-changing-information-to-adolescents-in-rural-ethiopia>>.
- 5** Fonds des Nations unies pour l'enfance, « Yegna in My Head: Baseline and post-wave consolidated report », UNICEF, octobre 2021.



L'UNICEF Mozambique s'attaque aux causes profondes du mariage des enfants

Principales stratégies de changement social
et comportemental (CSC), réalisations et
enseignements tirés de l'expérience

© UNICEF/UN0719464/Chikondi

Résumé



Dates de l'activité
Depuis 2015



**Durée de la
Recherche sur le
terrain** Avril 2016
jusqu'en juin 2017



Budget
US\$120,0000



Contexte

Au Mozambique, le mariage des enfants et les grossesses chez les adolescentes demeurent des enjeux importants en matière de protection de l'enfance. Environ la moitié des jeunes filles se marient avant leur 18ème anniversaire, tandis que environ 14 pour cent se marient avant l'âge de 15 ans. Les provinces du Nord présentent les taux

de mariages d'enfants les plus élevés parmi les femmes âgées de 20 à 24 ans. On considère les signes de puberté comme un élément biologique et social crucial pour évaluer la maturité des filles en vue du mariage. Les normes socioculturelles et les convictions concernant la préparation des enfants au mariage après leurs rituels d'initiation

traditionnels jouent un rôle dans le taux élevé de mariage des enfants. Les filles sont également confrontées à un fardeau social, celui de porter une grossesse très jeune, qui pèse davantage sur les filles que sur les garçons.

En juillet 2014, une campagne nationale a été lancée par le gouvernement du Mozambique afin de prévenir et de combattre le mariage des enfants au niveau provincial. En décembre 2015, la première Stratégie nationale (2015-2019) a été approuvée, sous la direction du ministère

du Genre, des Enfants et de la Protection sociale. Dans le cadre de la mise en place de la Stratégie nationale, l'UNICEF a mené des études formatives au Mozambique d'avril 2016 à juin 2017 afin de comprendre les origines profondes du mariage des enfants. Le programme sur le mariage des enfants, qui fait partie du troisième Plan d'action national pour les enfants, est éclairé par les résultats de la recherche formative, ainsi que par les données de l'enquête CSC et de l'enquête sur les normes sociales menées en 2020-2022. Il devrait être approuvé en 2023.

Approche stratégique¹

Dans le cadre de la recherche formative, la première étape était d'analyser les publications existantes sur le mariage des enfants, les différentes stratégies utilisées pour le traiter, les études qui ont examiné les normes sociales et de genre, ainsi que les obstacles sociaux et économiques qui favorisent le mariage des enfants au niveau communautaire et institutionnel au Mozambique. L'objectif était de collecter des données probantes pour élaborer une stratégie nationale visant à prévenir et éliminer la situation.

Différentes études formatives ont été réalisées sur le terrain afin de saisir les éléments fondamentaux, les motivations, les motifs socio-culturels, juridiques et économiques du mariage des filles peu après la puberté, ainsi que les opinions des filles concernant le mariage précoce. Dans quatre provinces, Manica, Nampula, Tete et Zambézia, 86 entretiens approfondis et 40 discussions de groupes de

discussion ont été réalisées, avec un échantillon total de 406 individus. La collecte de données a délibérément inclus des questions sur la déviance positive pour évaluer les solutions disponibles pour éviter le mariage des enfants. Les personnes interrogées ont sélectionné la langue pour les entretiens et les groupes de discussion. Deux adjoints de recherche locaux (deux pour chaque province et district) ont été recrutés par l'équipe de recherche afin d'assister le chercheur principal dans la réalisation des entretiens et des discussions de groupe.

L'UNICEF et ses partenaires ont assisté à un atelier de validation pour valider les résultats de la recherche et discuter des conclusions du rapport de recherche formative. Les conclusions de cette étude ont servi à concevoir la stratégie nationale de transformation sociale et comportementale pour abolir le mariage des enfants au Mozambique.





Principales réalisations

D'après les conclusions de l'étude, il a été démontré que les éléments qui favorisent la durabilité du mariage des enfants sont variés, complexes et multidimensionnels. Par exemple, lorsqu'une jeune femme a eu ses premières règles, elle est perçue comme une femme prête à se marier et à avoir des enfants - il n'existe pas de période d'« adolescence ». On considère généralement que le mariage tardif entraîne des opportunités perdues liées à l'avoir des enfants, tandis que le mariage précoce (aux premiers signes de puberté) est perçu comme étant idéal. Le mariage des enfants est également influencé par la pression sociale, l'autodétermination et le prestige social. Il est crucial de maintenir la pratique du mariage des enfants en raison des lacunes dans les connaissances sur le cadre juridique, des attitudes et des pratiques enracinées dans les traditions culturelles, des relations inégales entre les genres, de l'accès limité et inégal à l'information, à l'éducation et aux services de santé, ainsi que de la pauvreté.

Les résultats de la recherche ont conduit à des suggestions précises pour éviter le mariage des enfants, à savoir offrir davantage d'informations précises et faciles à comprendre sur la puberté, qui ne doit pas être considérée comme un indicateur de l'admissibilité au mariage, mais plutôt comme un moment dans la vie d'une jeune femme qui nécessite une période de développement vers la maturité biologique et psychologique, ainsi que la préparation au mariage. Il est nécessaire d'obtenir davantage de renseignements au sein de la population du Mozambique afin de modifier la perception que la fertilité et la fécondité d'une femme sont de courte durée et limitées, ainsi que de modifier les normes sociales (telles que la honte, l'honneur, les bénédictions, le prestige, etc.) qui exercent des pressions sur les filles pour se marier tôt. Des déviants positifs ont été mis en évidence par les résultats de la recherche, qui considéraient le mariage tardif comme une manière d'éviter les risques liés au mariage des enfants, tels que les complications lors de l'accouchement chez les filles physiquement immatures. Ces facteurs favorables ont joué un rôle dans la création d'une stratégie visant à souligner les familles de filles qui ne se marient pas avant l'âge de 18 ans.



À partir de 2018, les résultats de la recherche ont été exploités afin de créer un ensemble complet d'approches et d'interventions CSC, en mettant l'accent sur l'utilisation des dialogues communautaires comme une intervention de base. Les tâches se concentraient sur l'obtention de la protection, de la santé, de l'éducation et d'autres services essentiels. Un partenariat a été établi entre l'UNICEF et N'weti, une organisation non gouvernementale nationale, afin d'aborder les problématiques liées au genre et à la santé. Le gouvernement a également bénéficié de l'aide de l'UNICEF pour mettre en place une campagne multimédia nationale visant à combattre le mariage des enfants, en impliquant des personnalités de premier plan telles que le ministre du Genre, des Enfants et de l'Action Sociale, la Première dame, le président du Conseil interreligieux des religions au Mozambique, les enseignants et d'autres acteurs. De plus, l'UNICEF a créé des scénarios sur le mariage des enfants et les rites d'initiation dans le cadre d'une émission radiophonique éducative nationale de longue date Ouro Negro, ainsi que pour le théâtre communautaire, qui a initié des dialogues communautaires pour aborder les normes sociales et de genre liées au mariage des enfants dans les districts visés.

Le passage du cyclone Idai en 2019, le récent conflit militaire et l'effet des mesures

de prévention du COVID-19, telles que les fermetures d'écoles, pourraient avoir entravé l'engagement et les discussions au sein de la société entre 2017 et 2019. Ces mesures ont entraîné une augmentation des grossesses chez les adolescentes, une augmentation de la pauvreté dans les ménages et l'utilisation de mécanismes d'adaptation, tels que le mariage des enfants.

Cependant, la collaboration entre l'UNICEF, le FNUAP et les organisations de la société civile a abouti à l'adoption en 2019, d'une nouvelle loi visant à lutter contre le mariage des enfants. L'étude a également donné lieu à la création d'un programme de mentorat supervisé par le FNUAP dans le cadre du Programme conjoint des Nations Unies pour la santé et les droits sexuels et reproductifs des adolescents (ASRHR) de Rapariga Biz, et a également informé les programmes de changement social et comportemental menés par l'UNICEF. En partenariat avec le ministère de l'Éducation et en coordination avec le ministère de la Santé, le ministère du Genre et de l'Action Sociale, la police et les organisations de la société civile, l'UNICEF a également instauré un système de signalement et de suivi des cas de violence et de mariage des enfants, ainsi que l'accès aux services juridiques et de protection.

86 ENTREVUES
APPROFONDIES

et

40 DISCUSSIONS AVEC DES
GROUPES CIBLES

ont été menées
dans quatre provinces
avec un total de

406 INDIVIDUS

Les résultats de la recherche ont conduit à des suggestions précises pour éviter le mariage des enfants.

Des déviants positifs ont été mis en évidence par les résultats de la recherche, qui considéraient le mariage tardif comme une manière d'éviter les risques liés au mariage des enfants.



Enseignements tirés

- 1 Il a été crucial de mener une recherche formative afin de saisir les motivations fournies pour se marier avant l'âge de 18 ans, les raisons pour lesquelles les filles se marient et les raisons pour ne pas se marier. Des éléments tels que le statut social et la pression associés aux rituels d'initiation et à l'honneur, ainsi que les motivations économiques du mariage précoce, les éventuelles complications de la grossesse et de l'accouchement, ainsi que l'importance pour une fille de poursuivre ses études, ont été mis en lumière par la recherche. L'UNICEF et les organisations de la société civile ont organisé plusieurs consultations au niveau national, provincial et local afin de collaborer avec les gardiens communautaires responsables des rites d'initiation. Cependant, il est essentiel d'établir un programme à long terme afin de garantir un changement social durable.



Recommandations

- 1 L'UNICEF devrait consacrer davantage d'argent à approfondir sa compréhension de l'interaction entre le genre et les normes sociales, ainsi qu'à identifier les champions essentiels pour provoquer un changement social à grande échelle afin de mettre un terme au mariage des enfants.
- 2 De manière stratégique, l'UNICEF et ses partenaires devraient continuer à garantir un engagement plus rigoureux des gardiens responsables des rites d'initiation, ainsi que des hommes et des garçons, dans la prévention de la violence basée sur le genre.
- 3 Il est nécessaire d'investir plus d'argent pour renforcer et étendre les services destinés aux adolescents.

Notes de fin

- 1 Le rapport de recherche formative est disponible dans son intégralité à l'adresse suivante : <https://www.unicef.org/mozambique/media/4931/file/Publication%20Communication%20for%20Development%20Strategy%20for%20the%20Prevention%20and%20Elimination%20of%20Child%20Marriages.pdf>.



L'UNICEF Somalie apporte son appui au modèle de soins communautaires visant à éradiquer les mutilations génitales féminines

Principales stratégies de changement social et comportemental (CSC), réalisations et enseignements tirés de l'expérience

© UNICEF/UNI169332/Hoit

Résumé

L'UNICEF Somalie a apporté son soutien à l'incorporation des initiatives visant à lutter contre les mutilations génitales féminines (MGF) dans des programmes plus étendus qui se focalisent principalement sur la violence basée sur le genre, comme les Soins Communautaires : Programme de transformation des vies et de prévention de la violence (Programme SC), lancé en Somalie en 2013. Le but du programme SC était d'engager et de soutenir les communautés dans la lutte contre la violence basée sur le genre (VBG) en modifiant les comportements individuels, les pratiques collectives et les croyances largement répandues qui contribuent à la violence envers les femmes et les filles, et restreignent la capacité des survivantes à solliciter du soutien et de l'assistance des autorités. Au début du programme SC, il y a eu

une résistance lors des discussions sur des sujets sensibles tels que les MGF et le mariage des enfants. Toutefois, étant donné que le programme met l'accent sur la création de relations au fil du temps, basées sur un dialogue animé par la communauté et l'identification locale des besoins, des priorités et des solutions, les méthodes utilisées sont adaptées au contexte, prises en compte localement et soutenues localement. Les dialogues au sein de la communauté ont permis de débattre des attentes et des normes de société, des problèmes de santé associés aux MGF, ainsi que des rôles et des responsabilités de divers individus. La programmation intégrée a favorisé un engagement plus vaste dans différents secteurs et a amélioré la coordination entre divers intervenants.



Contexte

Les mutilations génitales féminines (MGF) consistent à altérer ou à léser les organes génitaux externes de la femme pour des raisons non médicales. Les dangers de cette pratique pour la santé et le bien-être des filles et des femmes sont considérables et elle est largement perçue comme une atteinte aux droits de l'homme. Malgré l'engagement du gouvernement et des acteurs politiques à promouvoir les projets de loi et les politiques concernant les MGF au niveau fédéral et Somaliland, cette pratique demeure répandue dans tout le pays. En Somalie (2020), une enquête démographique et sanitaire récente a révélé une prévalence de 99% des MGF. La préoccupation majeure dans tous les États fédéraux de la Somalie est la violence basée sur le genre envers les femmes et les filles, incluant les viols collectifs, les mariages forcés et les MGF.¹ La difficulté de réduire cette pratique est accrue par la vulnérabilité de l'autorité gouvernementale dans un environnement de conflits de longue date, d'instabilité politique et de manque de ressources. Bien que le gouvernement fédéral fasse des efforts pour renforcer les systèmes de protection de l'enfance à tous les niveaux, la gouvernance et les pratiques varient d'une région à l'autre, et la pratique des MGF est profondément ancrée dans les normes et les pratiques sociales au sein des communautés.

Dans cette situation, en 2008, le [Programme conjoint FNUAP-UNICEF](#) a été mis en place en Somalie en partenariat avec le ministère du Travail et des Affaires sociales ainsi que différentes organisations non gouvernementales. Jusqu'à ce jour, les recherches sur les MGF ont été incorporées dans des programmes plus étendus tels que ceux qui combattent la violence basée sur le genre. Dans le contexte somalien, l'incorporation des MGF dans des programmes plus étendus peut être perçue comme une pratique prometteuse, car elle permet d'engager les communautés et les parties prenantes sur une question très sensible dans le cadre global de la VFS. De plus, étant donné la limitation des ressources en Somalie, une approche de programmation intégrée permet d'améliorer la pertinence et la durabilité des différentes interventions. L'utilisation d'une approche de programmation intégrée permet d'améliorer la pertinence et la durabilité des diverses interventions. En combinant ces programmes dont le financement est plus court avec d'autres dont le financement est pluriannuel, il a été envisageable de développer des liens avec les communautés au fil du temps, une condition préalable indispensable pour s'engager et réaliser des changements significatifs et durables.



© UNICEF/UNI166226/Holt



Approche stratégique

Le soutien de l'UNICEF et de l'UNFPA a permis de mettre en place une nouvelle stratégie nationale visant à éclairer les actions de lutte contre les MGF. Les principaux piliers de la stratégie incluaient :

- Une approche solide basée sur les droits et un plaidoyer de grande envergure : les droits de l'homme, les droits des femmes, les droits des enfants, ainsi que la politique et la législation nationale.
- Le rôle des chefs religieux, la terminologie religieuse et les convictions religieuses et spirituelles doivent être maximisés, car 72 % des femmes estiment que les MGF sont une exigence religieuse (DHS 2020).
- Concernant la médicalisation des MGF, il est important de tirer parti du rôle du ministère de la Santé, du secteur de la santé et des professionnels de santé dans la prestation, la prévention et le traitement de ces pathologies.
- Le discours doit être modifié et le message doit se concentrer sur la tolérance zéro des MGF, car il n'y a pas eu de diminution de la prévalence globale.
- Stimuler l'éducation au sein de la communauté, la sensibilisation et l'implication afin de modifier les normes sociales.
- En mettant en évidence l'importance de la documentation, du suivi et de l'évaluation régulières afin de mettre en évidence les répercussions des programmes et du plaidoyer au fil du temps.

Les mesures prévues ont été intégrées à des initiatives plus étendues qui se concentrent principalement sur les violences basées sur le genre, telles que les *Soins Communautaires* : *Programme de transformation des vies et de prévention de la violence* (Programme SC), lancé en Somalie en 2013. Le but du programme SC était de mobiliser et de soutenir les communautés dans la lutte contre la VBG en renforçant les comportements individuels, les pratiques collectives et les croyances largement répandues qui contribuent à la violence envers les femmes et les filles, et restreignent la capacité des survivantes à solliciter du soutien et de l'assistance. Au début du programme SC, il y a eu une résistance lors des discussions sur des sujets sensibles tels que les MGF et le mariage des enfants. Toutefois, étant donné que le programme met l'accent sur la création de relations au fil du temps, basées sur un dialogue animé par la communauté et l'identification locale des besoins, des priorités et des solutions, les méthodes utilisées sont adaptées au contexte, prises en compte localement et soutenues localement. C'est également la raison pour laquelle il serait possible d'aborder des sujets tabous tels que les MGF et le mariage des enfants.²



En 2013, pendant 15 semaines, des experts locaux formés ont rassemblé différents groupes de membres de la communauté de tous âges, ainsi que des partenaires de différents domaines (comme la santé et l'éducation), afin de discuter de leurs valeurs, croyances et aspirations communes et de les prendre en compte. Grâce à cette méthode, les communautés ont pu utiliser une plateforme pour identifier leurs propres priorités, ce qui a finalement influencé la conception du programme dans chaque lieu spécifique. Au fur et à mesure de l'avancement du programme, les communautés ont identifié leurs besoins essentiels en se basant sur les échanges et en examinant les normes sociales de leur communauté qui acceptent la VBG, y compris les MGF, et en réduisant au silence celles qui en sont victimes. Les femmes et les filles de la communauté ont été impliquées dans le dialogue et cela a encouragé la réflexion sur les sujets pertinents, leurs priorités et ce qui était crucial dans leur contexte spécifique. Grâce à cela, les membres de la communauté ont pu collaborer afin de repérer les mesures collectives requises pour modifier les normes et les pratiques sociales néfastes. Les « champions du changement » sont identifiés grâce à un dialogue constant au sein de la communauté. Il est courant de repérer ces « champions » lors de discussions et d'engagements communautaires, que ce soit au sein du programme CC ou dans le cadre des activités des comités communautaires de protection de l'enfance. En général, ces individus comprennent des personnes âgées, des dirigeants religieux, des adolescents (filles et garçons), des mères, des pères, des autorités locales et d'autres.

Étant donné que de nombreuses femmes estiment que c'est une exigence religieuse, les dirigeants religieux ont une influence importante dans la vie quotidienne au sein de la communauté et peuvent jouer un rôle crucial dans la suppression des MGF. Même si 99 % des somaliens sont musulmans sunnites, les organismes qui collaborent avec les chefs religieux ont mis en évidence l'importance de mettre en contexte les disparités entre les groupes religieux fédéraux et non fédéraux dans la promotion et le dialogue (en fonction du type d'islam sunnite pratiqué). Cette distinction a eu des conséquences sur la manière dont différents imams et cheikhs s'engagent, à la fois en ce qui concerne leurs convictions laïques et leurs approches de la gouvernance.

Afin de dé-médicaliser les MGF, le Ministère de la Santé (MoH) a collaboré avec des établissements de formation de sages-femmes.³ Dans certaines régions de la Somalie (y compris le Somaliland), on constatait une augmentation de la médicalisation des MGF, notamment dans les centres urbains et parmi la diaspora. Ce défi a souligné le besoin de varier les messages et les méthodes afin de combattre cette pratique, plutôt que de porter exclusivement l'accent sur les risques pour la santé liés aux techniques de coupe traditionnelles. Des modules sur la lutte contre les MGF ont été créés par le ministère de la Santé dans le programme national de formation des sages-femmes.



© UNICEF/UN051415/Somalie



© UNICEF/UN051409/Somalie



Principales réalisations

- L'évaluation des soins communautaires de 2018 a mis en évidence des évolutions dans les normes appuyant l'inégalité entre les genres.
- La mise en place de programmes intégrés a favorisé une participation plus étendue dans différents secteurs et amélioré la coordination entre différents acteurs, tels que les jeunes filles et garçons, les aidants familiaux, les anciens, les chefs religieux et les prestataires de services dans les secteurs de la santé, de l'éducation, de la police et d'autres. La méthode employée est conforme à une approche de « renforcement des systèmes » en matière de protection de l'enfance, contrairement à une approche « fondée sur les enjeux », où les enjeux individuels sont abordés individuellement et dans le contexte social et économique plus large dans lequel ils se manifestent.
- Les dialogues communautaires ont donné lieu à des échanges sur les attentes et les normes de société, les problèmes de santé associés aux MGF, ainsi que sur les rôles et les responsabilités de diverses personnes, telles que les filles, les garçons, les professionnels de santé, les enseignants, les dirigeants et les autorités religieuses, ainsi que sur le rôle de la religion dans la sécurité et la protection des filles et des femmes.



UNICEF/UN1465227/Holt

DIFFÉRENTS GROUPES DE MEMBRES DE LA COMMUNAUTÉ

de différents âges se rassemblent pour échanger et réfléchir sur des valeurs et des aspirations partagées pendant une période de 15 semaines.

La mise en place de programmes intégrés a favorisé une participation plus étendue dans différents secteurs

Les dialogues communautaires ont donné lieu à des échanges sur les attentes et les normes de société



Enseignements tirés et recommandations

- 1** Il est bénéfique d'adopter une perspective globale pour aborder la problématique des MGF, en formulant la question comme un problème qui demande une collaboration entre différents secteurs, et en mettant en place diverses approches programmées, telles que l'étude des normes sociales. Ces initiatives ensemble sont les plus prometteuses en ce qui concerne leur pertinence et leur durabilité.
- 2** Il est essentiel de mettre en contexte les approches de lutte contre les MGF. Malgré l'importance de certains efforts à l'échelle « nationale », tels que les politiques et la législation, le Programme de soins communautaires a prouvé que les régions et les communautés peuvent adopter des approches distinctes dans leur engagement dans le dialogue et avec qui. La souplesse du modèle a assuré la pertinence et l'appropriation du programme dans le contexte, tout en renforçant le sentiment d'appartenance au sein des familles et des communautés.
- 3** La diversification des approches en matière de MGF est étroitement liée à la prise en compte du contexte. Auparavant, les programmes et les messages ont été excessivement dépendants des programmes importés qui n'étaient pas suffisamment enracinés dans les réalités locales ou qui n'étaient pas capables de s'adapter au fil du temps. Il est nécessaire d'adopter une approche itérative pour collaborer avec les communautés et favoriser le dialogue sur les questions sensibles, qui peut être ajustée au fil du temps.



© UNICEF/UN051413/Somalie

Notes de fin

- 1 Nyanduga, B.T., *Situation of human rights in Somalia: report of the Independent Expert on the Situation of Human Rights in Somalia*, Report of the Independent Expert on the Situation of Human Rights in Somalia, 2019, <[https://digitallibrary.un.org/record/3862632?ln=en\[4\]](https://digitallibrary.un.org/record/3862632?ln=en[4])>.
- 2 Glass, N. et al, (2018) « Evaluating the Communities Care Program : best practice for rigorous research to evaluate gender-based violence prevention and response programs in humanitarian settings », *Conflict and Health*, vol.12, no.5, 31 janvier 2018.
- 3 La médicalisation est la situation dans laquelle des professionnels de la santé pratiquent des MGF, que ce soit dans un établissement médical, à domicile ou ailleurs, en utilisant souvent des outils chirurgicaux, des anesthésiques et des antiseptiques dans l'espoir d'atténuer les complications immédiates.

L'UNICEF Ouganda apporte son appui à un mécanisme de coordination WhatsApp visant à prévenir les mutilations génitales féminines transfrontalières entre l'Ouganda et le Kenya

Principales stratégies de changement social et comportemental (CSC), réalisations et enseignements tirés de l'expérience

© UNICEF/UN0421437/Abdul

Résumé

Le gouvernement ougandais accorde de plus en plus d'importance à la lutte contre les mutilations génitales féminines (MGF) transfrontalières. Un des domaines largement identifiés comme nécessitant une amélioration est le partage d'informations, la coordination des activités et les services d'orientation pour les filles et les femmes qui risquent de subir des MGF ou qui ont besoin d'un soutien après avoir subi des MGF. Au mois d'avril 2020, l'UNICEF Ouganda a apporté son soutien à la création d'un mécanisme de coordination et de communication basé sur WhatsApp, sur les MGF transfrontalières, entre les districts frontaliers de l'Ouganda et du Kenya, et appelé le *Forum anti-MGF Kenya-Ouganda* (Kenya Uganda anti-FGM Forum). Les chefs

locaux des sous-comtés sont devenus les administrateurs du nouveau groupe WhatsApp. Des administrateurs des deux côtés de la frontière modèrent la plateforme. Pendant le pic de confinement de la COVID-19 de mars à juin 2020, cette plateforme a été le seul moyen pour les gens de communiquer entre eux afin de comprendre ce qui arrivait aux filles et aux jeunes femmes qui avaient quitté leur communauté et ne pouvaient pas être retrouvées. Au total, entre avril et octobre 2020, l'utilisation de cette plateforme collaborative WhatsApp a permis à 37 filles âgées de 11 à 16 ans d'être interceptées au Kenya et renvoyées en Ouganda, sans avoir subi de MGF, par les autorités kényanes.¹



Contexte

Les mutilations génitales féminines (MGF) consistent à altérer ou à léser les organes génitaux externes de la femme pour des raisons non médicales. Cette pratique peut présenter de graves risques pour la santé et le bien-être des filles et des femmes et est largement reconnue comme une violation des droits humains. C'est en Ouganda que le taux de MGF est le plus bas d'Afrique de l'Est. La prévalence nationale de cette pratique chez les filles et les femmes de 15 à 49 ans était de 0,32 % en 2016, ^{2,3} soit une baisse par rapport au taux de 0,64 % enregistré en 2006. Ces taux globalement faibles masquent des variations significatives de l'incidence entre les régions géographiques et les groupes ethniques. La plupart des MGF ont lieu dans les régions de Karamoja et de Sebei, où la prévalence globale est estimée à 26,7 %.⁴ Dans certaines sous-comtés, les taux de prévalence atteignent 67,3 % (par exemple, Tapac, dans le district de Moroto).

Un ensemble de facteurs sociaux, culturels et économiques, ainsi que des croyances traditionnelles et/ou religieuses conduisent à la pratique des MGF dans différentes familles, communautés et régions. Parmi ces croyances figurent la propreté, la pureté et la modestie féminines, ainsi que l'importance de la virginité avant le mariage et de la fidélité conjugale.⁵ Généralement considérées comme un rite de passage nécessaire à la féminité, les MGF sont souvent une condition préalable au mariage et sont perçues comme un moyen de surmonter la pauvreté dans des contextes où les possibilités d'éducation, d'économie et de protection sociale sont limitées pour les femmes.^{6,7} Les filles et les femmes les plus susceptibles de subir des MGF sont celles qui sont très pauvres, sur le point de se marier ou récemment mariées, qui résident dans des zones rurales et/ou dont les mères ont elles-mêmes été excisées.⁸ En raison de la grande valeur accordée aux MGF, les filles et les femmes subissent une pression sociale et familiale considérable pour être excisées ; celles

qui ne subissent pas de MGF sont confrontées à une stigmatisation et à des mauvais traitements considérables.⁹

Depuis 2009, l'Ouganda fait partie du [Programme conjoint UNFPA-UNICEF pour l'élimination des MGF](#) et a récemment achevé sa troisième phase (2018-2021). Le programme conjoint vise à ce que l'Ouganda soit exempt de MGF d'ici 2030 grâce à une approche coordonnée et multisectorielle de la prévention des MGF. Ce travail implique en partie l'utilisation d'approches dirigées par la communauté, telles que les dialogues entre adolescents et l'utilisation de modèles de rôle. Des entretiens de communauté à communauté, tant en Ouganda que de l'autre côté de la frontière avec le Kenya, sont également organisés afin de mieux comprendre comment mettre un terme aux MGF transfrontalières.

La pratique des MGF a été rendue illégale en 2010 en Ouganda, sanctionnant pénalement ceux qui excisent ou tentent d'exciser des filles ou des femmes, et ceux qui cherchent à obtenir ces pratiques pour leur personne ou pour autrui. Cette loi a rendu la pratique clandestine. Le risque d'être appréhendées a poussé les femmes ougandaises à traverser la frontière pour se faire exciser au Kenya, où la pratique est plus abordable et de meilleure qualité qu'en Ouganda.¹⁰ La pandémie de la COVID-19 a entraîné, en mars 2020, une augmentation du nombre de filles et de jeunes femmes ougandaises traversant la frontière pour se rendre au Kenya afin d'y subir des mutilations génitales féminines. La lutte contre les mutilations génitales transfrontalières est une priorité croissante pour le gouvernement ougandais. Un des domaines largement identifiés comme nécessitant une amélioration est le partage d'informations, la coordination des activités et des initiatives, ainsi que les services d'orientation pour les filles et les femmes qui risquent de subir des MGF ou qui ont besoin d'un soutien après avoir subi ces pratiques.



Approche stratégique

Au cours du mois d'avril 2020, UNICEF Ouganda a soutenu la création d'un mécanisme de coordination et de communication basé sur WhatsApp concernant les MGF transfrontalières entre les districts de Moroto, Bukwo et Amudat en Ouganda et quatre districts voisins au Kenya (Alale, Kacheliba, Kongelai et Kapenguria). La direction de l'opération a été confiée au district de Maroto et au commissaire du district de West Pokot, au Kenya. Le nouveau groupe WhatsApp, appelé *Kenya Uganda anti-FGM Forum*, a été administré par les chefs locaux des sous-comtés. Des administrateurs des deux côtés de la frontière modèrent la plateforme. Le groupe WhatsApp est composé de divers membres, dont des agents de développement communautaire et des agents de probation et de protection sociale de district, des chefs de village et d'autres personnes. Il existe actuellement trois sous-groupes, un par district.

Pendant le pic de confinement de la COVID-19 de mars à juin 2020, cette plateforme a été le seul moyen pour les gens de communiquer entre eux afin de comprendre ce qui arrivait aux filles et aux jeunes femmes qui avaient quitté leur communauté et ne pouvaient pas être retrouvées. Les bénévoles de la communauté se sont renseignés auprès des familles, des amis et d'autres personnes, puis ont assuré une surveillance locale pour informer les

membres de la plateforme dans d'autres districts et de l'autre côté de la frontière des filles qui allaient subir des MGF, de leur itinéraire de voyage prévu et des contacts qu'elles pourraient avoir à leur destination et en cours de route. Les bénévoles chargés de la surveillance le long de l'itinéraire ont informé les autorités locales afin que les filles puissent être arrêtées, soutenues et conseillées, et qu'elles puissent recevoir les soins médicaux nécessaires, de soutien, de conseils et de soins médicaux si nécessaire.

La communication a ensuite été établie avec les autorités de district du côté ougandais. Les filles concernées ont été conduites à un poste frontière pour rencontrer un agent de probation et de protection sociale, qui les a ensuite accompagnées dans l'un des quelques centres de secours temporaires mis en place pour fournir des soins provisoires aux filles fuyant les mutilations génitales féminines. Elles ont toutes eu la possibilité de fréquenter les écoles primaires voisines, de bénéficier d'une aide psychosociale et d'être mises en contact avec des professionnels et des moyens de subsistance. Des travailleurs sociaux et des modèles de la communauté leur ont également été présentés afin de les encourager à envisager un avenir différent pour elles-mêmes - un avenir sans mutilations génitales féminines.

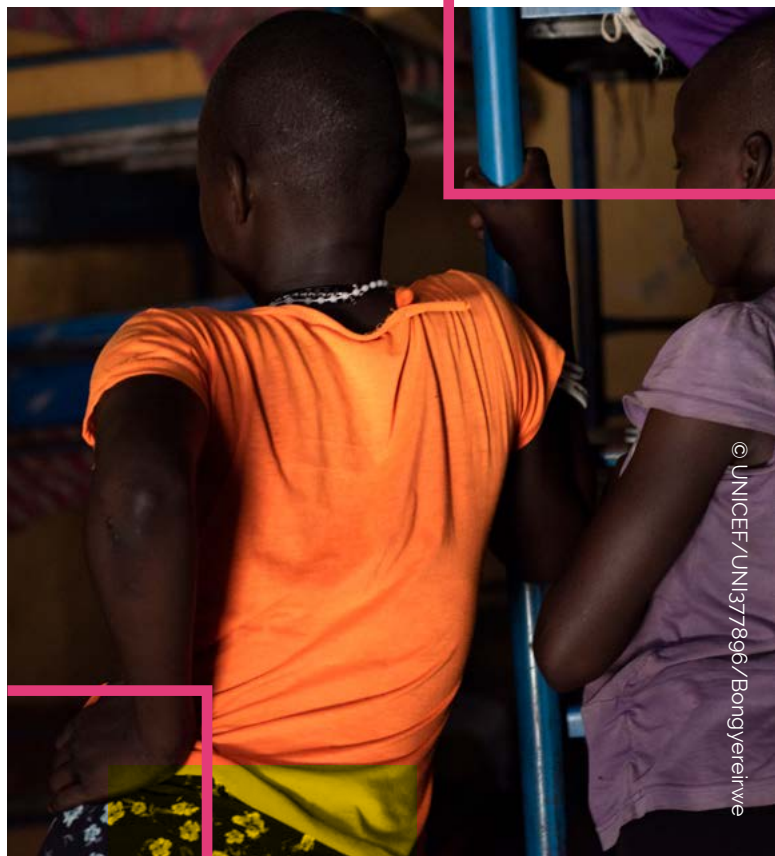


© UNICEF/UNI37763/Bongyereitw/e



Principales réalisations

- D'avril à octobre 2020, l'utilisation de cette plateforme WhatsApp collaborative a permis d'intercepter au total 37 filles âgées de 11 à 16 ans au Kenya et de les renvoyer en Ouganda, non excisées, par les autorités kényanes.¹¹ Pour la plupart, elles ont choisi de rester au centre de secours pendant une période transitoire, le temps d'entrer en contact avec leurs familles. Parmi elles, six ont choisi d'être immédiatement réunies avec leurs parents et les personnes qui s'occupent d'elles ; cinq se sont enfuies du centre (et des efforts ont été faits pour déterminer les raisons de leur fugue et ce qu'il est advenu d'elles depuis).
- Le programme continue d'assurer une fonction de surveillance et de partager des informations sur les mutilations génitales féminines, ainsi que sur d'autres menaces et problèmes de sécurité liés à la protection de l'enfance, notamment le mariage d'enfants.



Cette plateforme de collaboration WhatsApp a permis d'intercepter au Kenya et de renvoyer en Ouganda un total de

37 FILLES
ÂGÉES DE 11 À 16

ont été interceptées au Kenya et renvoyées en Ouganda sans avoir subi de MGF.

Le programme continue d'assurer une fonction de surveillance et de partager des informations sur les mutilations génitales féminines



Enseignements tirés et recommandations

1 La coordination des interventions visant à mettre fin aux MGF et aux mariages d'enfants est importante. Il est possible d'utiliser la plateforme WhatsApp comme un outil efficace de surveillance de la protection de l'enfance.

2 Les démarches menées par le district et administrées et/ou coordonnées par les chefs qui organisent ces efforts sont une composante essentielle et efficace des efforts de lutte contre les MGF et le mariage d'enfants. Créer un système de surveillance communautaire et former ses membres renforce leur capacité à intervenir dans les cas de MGF et augmente la probabilité d'abandon des MGF et d'autres problèmes de protection de l'enfance, y compris le mariage des enfants.

Notes de fin

- 1 Jjuuko D., Nakibuuka Mbonye P. « Uganda-Kenya cross-border partnership rescues girls from female genital mutilation during COVID-19: Countries unite to keep girls uncut », UNICEF, 24 septembre 2020, <www.unicef.org/uganda/stories/uganda-kenya-cross-border-partnership-rescues-girls-female-genital-mutilation-during-covid>.
- 2 Bureau de statistique de l'Ouganda et CIH, *Uganda Demographic and Health Survey 2016*, UBOS et CIH, Kampala et Rockville, 2016, <<https://dhsprogram.com/pubs/pdf/FR333/FR333.pdf>>.
- 3 Bureau de statistiques de l'Ouganda et Macro International Inc, *Uganda Demographic and Health Survey 2006*, UBOS et Macro International Inc, Calverton, 2006, <<https://dhsprogram.com/pubs/pdf/FR194/FR194.pdf>>.
- 4 Bureau de statistique de l'Ouganda, *Female Genital Mutilation/ Cutting Survey Report*, UNICEF, 2017, <https://www.unicef.org/uganda/media/1766/file/FGM_C%20survey%20report.pdf>.
- 5 Azeze GA., Williams A., Tweya H., Obsa M.S., Mokonnnon T.M., Kanche Z.Z., et al. « Changing prevalence and factors associated with female genital mutilation in Ethiopia: Data from the 2000, 2005 and 2016 national demographic health surveys », *PLoS ONE* 15(9): e0238495, 2020, <<https://doi.org/10.1371/journal.pone.0238495>>.
- 6 Shell-Duncan, B., (2008). « From Health to Human Rights: Female Genital Cutting and the Politics of Intervention » *American Anthropologist*, vo. 110, no. 2, 2008, pp. 225-236.
- 7 Pankhurst, A., (décembre 2014). « Child Marriage and Circumcision: Evidence from Ethiopia », *Young Lives Policy Brief 21*, Save the Children, 2014, <https://ora.ox.ac.uk/objects/uuid:70808644-deeg-408c-g162-de0ec3f317b8/download_file?file_format=pdf&safe_filename=YL-PolicyBrief-21_Child%2BMarriage%2Band%2BFGM%2Bin%2BEthiopia.pdf&type_of_work=General+item>.
- 8 Bureau de statistique de l'Ouganda (UBOS) et UNICEF, « Female Genital Mutilation : Evidence from Uganda », UBOS et UNICEF, Kampala, 2020.
- 9 Bureau de statistique de l'Ouganda (UBOS) et UNICEF, « Female Genital Mutilation : Evidence from Uganda », UBOS et UNICEF, Kampala, 2020, pp. 27-9.
- 10 Fonds des Nations unies pour la population, *Beyond the crossing: Female Genital Mutilation Across Borders, Ethiopia, Kenya, Somalia, Tanzania and Uganda*, UNFPA, New York, 2019, p. 25.
- 11 Jjuuko D., Nakibuuka Mbonye P. « Uganda-Kenya cross-border partnership rescues girls from female genital mutilation during COVID-19: Countries unite to keep girls uncut », UNICEF, 24 septembre 2020, <www.unicef.org/uganda/stories/uganda-kenya-cross-border-partnership-rescues-girls-female-genital-mutilation-during-covid>.

L'UNICEF Jamaïque apporte son appui au système d'intervention pour la promotion d'un comportement positif dans l'ensemble des établissements scolaires

Principales stratégies de changement social et comportemental (CSC), réalisations et enseignements tirés de l'expérience

Résumé

Entre 2014 et 2020, l'UNICEF Jamaïque a accompagné la mise à l'essai du cadre d'intervention et de soutien pour la promotion d'un comportement positif dans l'ensemble des établissements scolaires (SWPBIS). Le dispositif SWPBIS accompagne le développement de l'aptitude à résoudre les problèmes et à vivre en société et promeut une discipline non violente et positive afin de réduire la violence et les comportements répréhensibles à l'école. Il comprend trois niveaux d'action, notamment des actions à l'échelle des établissements scolaires

ou des classes qui s'adressent à tous les élèves et des activités destinées à des groupes d'élèves plus restreints qui ont besoin d'un soutien plus étroit. Le SWPBIS a été piloté dans 56 écoles primaires et secondaires jamaïcaines avec le soutien financier et technique de l'UNICEF Jamaïque et a été évalué en collaboration avec le ministère de l'éducation et de la jeunesse (MoEY). Les résultats de l'évaluation du programme à l'échelle des établissements scolaires ont montré que, le SWPBIS, a contribué à un meilleur respect des parents et des enseignants par les élèves.

Financée par l'UNICEF l'étude *Investigating the Prevalence and Impact of Peer Abuse (bullying) on the Development of Jamaica's Children*¹ (Étude de la prévalence et de l'impact de la violence entre pairs (brimades) sur le développement des enfants jamaïcains) a montré que 65 % des élèves ont été victimes de brimades à un moment ou à un autre, en particulier les enfants des niveaux scolaires les plus bas. Au moins 80 % du personnel scolaire savait que des enfants étaient victimes de brimades dans leur école. Les enfants scolarisés sont également confrontés à la culture des gangs, à la violence en ligne, aux brimades et subissent les conséquences de la présence de drogues et d'armes dans les locaux scolaires. La Jamaïque a souscrit à l'appel à l'action Safe to Learn et est un pays pionnier pour l'élimination de la violence à l'encontre des enfants (EVAC). Il dispose d'un plan d'action national contre la violence faite aux enfants (2018 - 2023), révisé en 2018 avec le soutien de l'UNICEF, qui inclut la violence en milieu scolaire. L'UNICEF soutient la mise en œuvre du plan d'action en collaboration avec le

ministère de l'éducation et de la jeunesse et les organisations de la société civile, afin de garantir la sécurité dans les écoles. L'UNICEF Jamaïque fournit également une assistance technique à la Commission nationale de prévention de la violence, mise en place par le Premier ministre.

L'une des principales initiatives soutenues par l'UNICEF est le cadre d'intervention et de soutien pour la promotion d'un comportement positif dans l'ensemble des établissements scolaires (SWPBIS), qui a été mis à l'essai entre 2015 et 2019 et qui est appliqué intensivement. Le dispositif SWPBIS accompagne le développement de l'aptitude à résoudre les problèmes et à vivre en société et promeut une discipline non violente et positive afin de réduire la violence et les comportements répréhensibles à l'école. Il comprend trois niveaux d'action, dont des actions à l'échelle des établissements scolaires ou des classes axées sur tous les élèves et les activités destinées à des groupes d'élèves plus restreints qui ont besoin d'un soutien plus étroit.





Approche stratégique

Le SWPBIS est un cadre d'interventions de soutien psychosocial centré sur l'élève qui vise à rassembler les communautés scolaires afin d'améliorer les résultats sociaux, émotionnels, comportementaux et scolaires des enfants et des adolescents. Il s'agit d'un ensemble de pratiques, d'opérations et de systèmes qui améliorent les résultats de l'apprentissage et favorisent des relations positives et respectueuses entre les pairs et les enseignants. Le dispositif SWPBIS comporte trois niveaux :

- Niveau 1 à l'échelle des établissements scolaires (léger) : diffusion d'informations et de leçons sur le comportement positif à tous les élèves.
- Niveau 2 Ciblé (modéré) : fournir un soutien spécifique aux enfants à risque afin de mieux comprendre les défis auxquels ils sont confrontés et de leur apporter un soutien préliminaire.
- Niveau 3 Intensif (sévère) : concerne les enfants dont le comportement n'atteint pas les normes scolaires de manière répétée et peut impliquer l'orientation vers des conseillers pour enfants ou des services

sociaux et de santé, le cas échéant et selon les disponibilités.

Au niveau de l'école, les partenaires d'exécution ont fait participer les élèves à l'identification et à la compréhension de la culture de l'impunité, de la violence et de l'influence des pairs, et ont organisé des sessions de renforcement des capacités axées sur le bien-être psychologique des enseignants, des élèves et des parents. Le dispositif SWPBIS a été piloté dans 56 écoles primaires et secondaires jamaïcaines avec le soutien financier et technique de l'UNICEF. Il comprend trois niveaux d'action, dont une action à l'échelle des établissements scolaires ou des classes visant à cibler tous les élèves et des activités destinées à des groupes spécifiques d'élèves plus restreints qui ont besoin d'un soutien plus étroit. En 2021, un nouveau programme en ligne à accès libre et des ressources sur le thème « Leadership for Safer Schools » ont été mis à la disposition des directeurs d'écoles dans le cadre de l'Initiative Spotlight financée par l'Union Européenne, visant à éliminer la violence à l'égard des femmes et des filles, en partenariat avec le National College for Educational Leadership. Il en est maintenant à sa troisième cohorte.



© UNICEF/UNI28103/Markisz



Principales réalisations

L'activité SWPBIS a été évaluée en collaboration avec le MoEYI. En 2018, le programme a couvert 30 000 enfants et 6 000 enseignants des 56 écoles. En outre, 100 responsables nationaux de la santé et de l'éducation à la vie familiale ont été formés à la méthodologie. En 2019, l'Agence des États-Unis pour le développement international a soutenu 217 autres écoles, soit près de 30 % des écoles de la Jamaïque. Les écoles qui ont réussi à mettre en place le dispositif SWPBIS ont fait état d'une amélioration de l'assiduité, du comportement et des résultats scolaires. Par exemple, des initiatives simples telles que l'introduction de cartes de présence ont permis à la Chester Castle All-Age School de Hanovre d'augmenter son taux de fréquentation de 20 %. Entre 2019 et 2020, une évaluation de la phase pilote financée par l'UNICEF a été réalisée et est utilisée pour guider l'extension du cadre SWPBIS à l'échelle nationale.

Les résultats de l'évaluation ont montré des changements notables de comportement dans les écoles où les chefs d'établissement et le personnel scolaire ont bien adhéré au projet. Les enfants qui ont participé à l'évaluation ont déclaré que, grâce au dispositif SWPBIS, ils étaient plus respectueux envers les parents et les enseignants. Dans toutes les régions sauf une, les enseignants sont considérés comme

étant les mieux à même de favoriser un bon comportement. Les résultats de l'évaluation ont également indiqué que de nombreux enseignants n'étaient pas prêts à assumer les responsabilités supplémentaires perçues dans le cadre du SWPBIS, car ils se sentaient dépassés par leur charge de travail actuelle. L'évaluation a recommandé de mettre davantage l'accent sur les problèmes sous-jacents aux comportements difficiles des élèves et de répondre aux besoins psychologiques des enseignants et des parents, ainsi qu'aux défis auxquels les enfants sont confrontés au sein de leur communauté.

Les résultats de l'évaluation sont utilisés pour guider l'appui de l'UNICEF à l'extension du cadre SWPBIS dans tout le pays, qui comprend la mise à jour et la finalisation d'une politique de sécurité dans les écoles et la création de communautés de soins composées de conseillers d'orientation, de bibliothèques et d'enseignants à la retraite pour soutenir les efforts de premiers secours psychologiques en fonction des besoins dans les écoles. Un site Web sur les initiatives en matière de sécurité scolaire dans le pays est également en cours de développement, afin de présenter les bonnes pratiques et de servir de référence et de ressource de formation pour susciter l'adhésion de l'ensemble du système.

PILOTÉ DANS

56

Écoles primaires
et secondaires
jamaïcaines

30,000

ENFANTS

et

60,000

ENSEIGNANTS

couverts en 2018

100

responsables
nationaux de la santé
et de l'éducation à la
vie familiale formés



Enseignements tirés

- 1** Le soutien des hauts dirigeants des établissements scolaires est un facteur important de la réussite de la mise en œuvre à l'échelle des établissements scolaires.
- 2** L'équipe SWPBIS doit utiliser le cadre SWPBIS et les exemples de bonnes pratiques pour concevoir l'ensemble des pratiques propres à l'école et adapter les procédures appropriées afin d'en faire bénéficier le plus grand nombre de garçons et de filles.
- 3** Il doit y avoir une aide essentielle claire au plus haut niveau sur le plan des politiques afin de minimiser la bureaucratie gouvernementale et d'aider à susciter l'adhésion de l'ensemble du système.
- 4** La collecte et l'analyse régulières des données ainsi que le partage des bonnes pratiques dans le secteur de l'éducation sont essentiels pour générer et maintenir une mise en œuvre réussie du cadre SWPBIS.



Recommandations

- 1** Mettre en place une équipe de travail de haut niveau à l'échelle nationale pour guider toutes les activités liées au suivi, à l'évaluation et à l'extension du cadre SWPBIS.
- 2** Chaque école supplémentaire devrait bénéficier d'un soutien pour mener une analyse approfondie de la situation afin de déterminer les conditions préalables pertinentes et spécifiques au contexte, ainsi que la disponibilité du système de l'école du cadre.
- 3** Normaliser les formations SWPBIS pour les rendre accessibles à un plus grand nombre.
- 4** Inclure le suivi et l'évaluation lors de la planification du dispositif SWPBIS afin de mieux soutenir le plaidoyer, la planification et l'établissement de rapports.
- 5** Normaliser l'orientation vers les secteurs sanitaire et social, le cas échéant.
- 6** Partager des histoires sur les effets des écoles qui appliquent le SWPBIS afin que d'autres écoles soient enthousiastes à l'idée de rejoindre le mouvement « SWPBIS ».

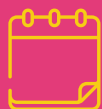
Notes de fin

- 1** Fonds des Nations unies pour l'enfance, Investigating the prevalence and impact of peer abuse (bullying) on the development of Jamaica's children, UNICEF, juillet 2015, <www.unicef.org/jamaica/reports/investigating-prevalence-and-impact-peer-abuse-development-jamaicas-children>.

L'UNICEF Liban lutte contre la stigmatisation des personnes handicapées

Principales stratégies de changement social et comportemental (CSC), réalisations et enseignements tirés de l'expérience

Résumé



Dates de l'activité
2019 à présent



Durée de l'activité
3,5 ans



Budget
2,5 millions de dollars US

En 2021, le bureau de pays de l'UNICEF Liban a soutenu une approche révisée de l'inclusion du handicap qui encourageait les organisations spécialisées dans le handicap à établir des réseaux avec les écoles publiques et privées et les organisations consacrés à l'éducation non formelle. Cette approche a permis aux enfants qui présentent des handicaps modérés d'être partiellement ou totalement intégrés dans l'apprentissage inclusif, tout en continuant à bénéficier de services de réadaptation au sein de l'organisation spécialisée dans les handicaps. L'un des effets immédiats de la nouvelle stratégie adaptée en matière de handicap est qu'en janvier 2022, au moins 53 des 486 enfants handicapés (EH) ayant des handicaps sévères ou modérés étaient pleinement intégrés dans l'éducation inclusive formelle et non formelle, tout en continuant à bénéficier des services de

réadaptation de la part d'organismes spécialisés. Environ 250 000 personnes ont reçu des messages sur l'inclusion grâce à des activités de changement social et comportemental soutenues par l'UNICEF Liban et mises en œuvre par des organisations partenaires.

En 2017, 75 % des personnes interrogées au Liban pensaient que les enfants atteints de déficience intellectuelle ne devraient pas être intégrés dans la société (25 % pour les déficiences physiques). Le changement de comportement et d'attitude sous-jacent a donc été considéré comme une étape nécessaire pour créer un environnement favorable aux personnes handicapées. En 2018, l'UNICEF a élaboré une stratégie de communication pour le changement social et comportemental (CCSC) qui repose sur le modèle socio-écologique et

qui dote les principales parties prenantes d'outils essentiels pour promouvoir des attitudes et des comportements positifs en matière d'inclusion. Chaque partenariat en matière d'éducation qui fournit des services aux enfants handicapés (EH) dispose d'une composante de changement social et comportemental (CSC). Depuis 2019, les partenaires du milieu éducatif élaborent et mettent en œuvre des plans de CSC, ce qui a permis de transformer la stratégie CCSC en un CSC grâce à l'ajout d'un cadre conceptuel. En 2022, plus de 100 initiatives de CSC ont été menées dans tout le pays en collaboration avec 132 entités locales, impliquant plus de 9 000 personnes à l'inclusion des personnes

handicapées. Les initiatives du CSC sont de nature diverse et s'adressent à tous les niveaux du modèle socio-écologique (MSE), impliquant les enfants handicapés eux-mêmes, leurs parents et leurs pairs, les prestataires de services, les communautés, les autorités locales, etc. Une évaluation quantitative avant et après des initiatives de CSC a montré une augmentation des attitudes positives à l'égard de l'inclusion chez les enfants non handicapés et les aidants familiaux d'enfants handicapés et non handicapés. Les outils d'évaluation qualitative ont également permis d'observer des changements dans les connaissances, les attitudes et les comportements.



Contexte

L'UNICEF est convaincu que les enfants handicapés ont le droit d'être intégrés dans la société et de bénéficier d'une éducation inclusive de qualité. Le bureau de pays de l'UNICEF Liban (LCO) s'est engagé dans son document de programme de pays à intégrer les besoins des enfants et des jeunes handicapés (EH) dans les résultats du programme. L'objectif principal était de s'assurer que les obstacles à l'inclusion des EH dans la société étaient levés et que les EH bénéficiaient d'un accès équitable aux services et besoins de base. En 2017, le LCO a établi un partenariat avec cinq organisations spécialisées dans le handicap qui fournissent des services de réadaptation, d'éducation spécialisée et d'engagement parental à 400 enfants réfugiés présentant des handicaps modérés ou sévères. Pour les enfants ayant des handicaps plus légers, le bureau de l'UNICEF Liban a travaillé avec des partenaires de l'éducation non formelle pour garantir l'inclusion des EH dans l'éducation non formelle, et avec le ministère de l'éducation et de l'enseignement supérieur (MEES) pour accroître l'accessibilité des EH dans les écoles publiques par le biais des écoles pilotes inclusives du MEES.¹ En 2021, l'UNICEF a modifié son approche de l'inclusion du handicap avec le concours des organisations spécialisées dans le handicap en mettant en œuvre des modalités plus inclusives. L'objectif de la nouvelle stratégie est d'améliorer l'accès à l'apprentissage inclusif pour les enfants présentant des handicaps modérés. Tout au long du processus, le changement de comportement

et d'attitude a été considéré comme une étape nécessaire pour créer un environnement favorable pour les personnes handicapées. Par conséquent, chaque partenariat sur l'inclusion des personnes handicapées comportait une composante CSC.



© UNICEF2023/Fouad-Choufany/Liban



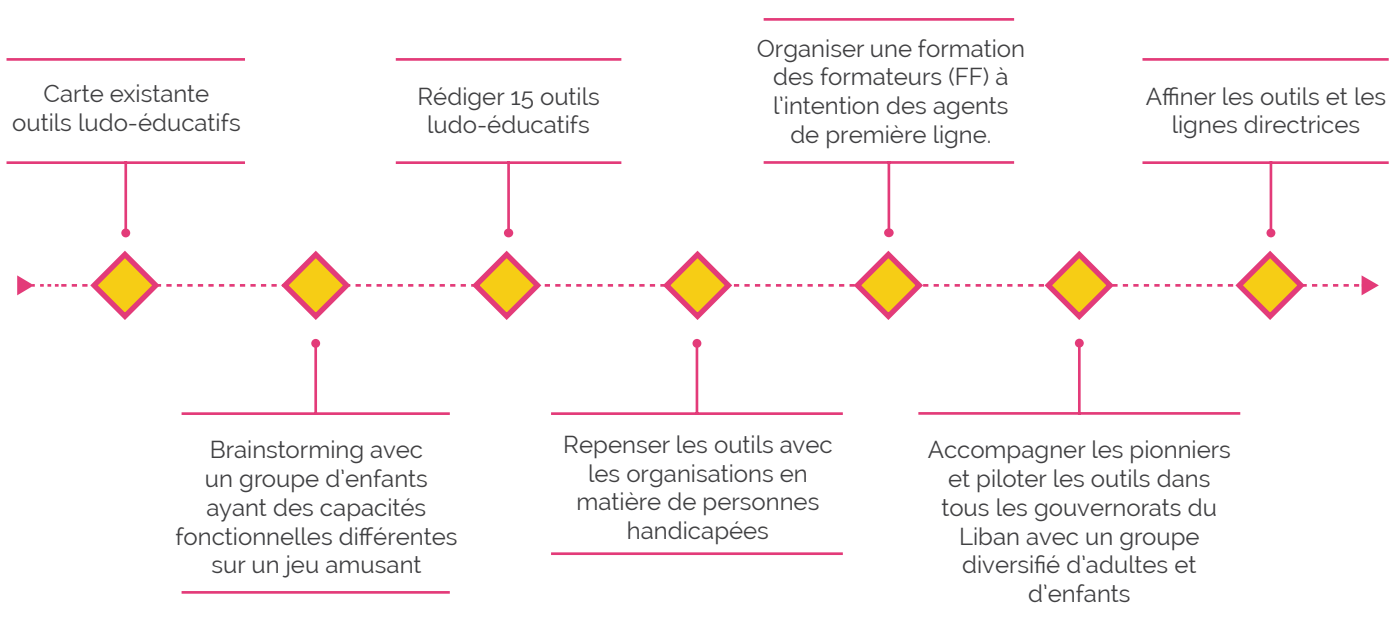
Approche stratégique

L'engagement communautaire : En 2022, tous les partenaires ont été formés au programme d'engagement communautaire (EC) et ont été accompagnés dans l'élaboration de plans communautaires. Les partenaires ont ensuite impliqué les membres de la communauté dans l'identification des problèmes et dans l'utilisation des ressources disponibles pour planifier et mettre en œuvre des solutions sur l'inclusion des personnes handicapées. Les initiatives menées comprennent l'aménagement d'un jardin inclusif et la construction d'un chemin menant à l'une des plus grandes plages publiques du Liban. Les partenaires commencent généralement par l'EC et utilisent les plans communautaires comme feuille de route pour concevoir et mettre en œuvre le renforcement des capacités, la mobilisation sociale et l'éducation. Plusieurs des problèmes identifiés par les membres de la communauté et mis en évidence dans l'engagement communautaire comprennent le manque de capacité des institutions locales à inclure les EH, ce qui limite l'inclusion sociale de ces derniers. Par conséquent, en employant une approche ascendante, les partenaires assurent le renforcement des capacités des institutions locales telles que les centres de développement social, les centres de loisirs, les clubs de sport et d'été, les clubs de théâtre, les scouts, etc. afin qu'elles soient en mesure d'être

inclusives dans le service qu'elles offrent. Les partenaires orientent les enfants handicapés vers ces services et accompagnent les prestataires de services. Il en résulte une inclusion sociale positive continue et à long terme de des enfants handicapés.

Mobilisation sociale : Faire de l'inclusion l'affaire de tous est essentiel pour le CSC. C'est pourquoi les partenaires mènent différentes initiatives de mobilisation sociale, par exemple en rassemblant les gens pour organiser une parade dans les rues, en organisant un concours inter-universitaire sur la meilleure vidéo pour l'inclusion et en formant des bénévoles de la communauté et des universités à la mise en œuvre conjointe d'activités au sein de la communauté.

Ludo-éducatif : Pour s'écarter des séances de sensibilisation traditionnelles, des formats d'éducation et de divertissement sont utilisés pour impliquer la communauté dans des activités d'intégration créatives et amusantes, augmentant la sensibilisation et les interactions d'intégration d'une manière progressive, naturelle et subtile. Ces types d'activités sont rares, c'est pourquoi l'UNICEF a mis au point 15 outils ludo-éducatifs à l'usage des agents de première ligne. Un guide est en cours de finalisation et le processus participatif s'est déroulé comme suit :





Principales réalisations²

Une évaluation quantitative avant et après des initiatives de CSC a montré une augmentation des attitudes positives à l'égard de l'inclusion chez les enfants non handicapés et les aidants familiaux d'enfants handicapés et non handicapés. C'est devenu un outil de suivi standard sous la forme d'un test avant et après sur KOBO que tous les partenaires utilisent dans chacune de leurs activités. Ces données sont directement intégrées à deux indicateurs d'attitude dans le plan de suivi du programme régional de lutte contre la pauvreté. Seize outils ludo-éducatifs innovants et inclusifs ont été mis au point et peuvent être utilisés par les agents de première ligne pour promouvoir des attitudes positives à l'égard de l'inclusion des personnes handicapées. L'outil de suivi et d'évaluation des changements les plus significatifs a été testé et permet de cerner les changements importants en matière de connaissances, d'attitudes et de pratiques. Le troisième niveau de sélection se situe au niveau de la communauté, et ce n'est qu'à la fin du programme que toutes les histoires sélectionnées par le deuxième niveau sont renvoyées à la communauté pour qu'elle choisisse le récit qu'elle a jugé le plus marquant.



© UNICEF2023/Fouad-Choufany/Liban

250,000

Personnes ayant reçu des messages sur l'inclusion



Enfin, j'ai vu mon fils heureux grâce à cette activité qui lui a offert une opportunité de se sentir valorisé et de jouer un rôle crucial dans sa vie.



- Mère libanaise de Beddawi



Les séances et les conseils que nous avons reçus m'ont donné la force nécessaire pour mettre un terme aux brimades.



-Femme palestinienne de 44 ans vivant à Saïda



Enseignements tirés

- 1** Tous les partenaires ne sont pas prêts à mettre en œuvre le CSC pour l'inclusion des personnes handicapées. Ils doivent montrer leur engagement et leur intérêt pour le CSC. Ensuite, une formation est nécessaire.
- 2** Des ressources et des conseils sont nécessaires. Le programme d'EC et la formation ont été très utiles car ils ont rendu uniforme notre compréhension du processus d'EC. Le modèle uniformisé a également été très utile.
- 3** Des directives uniformisées pour les opérations clés étaient nécessaires et ont fourni aux partenaires des options pour les activités de CSC. Toutefois, nous devons laisser aux partenaires la possibilité d'innover et de procéder à des essais pilotes.
- 4** Les essais et les erreurs à petite échelle sont acceptables.



Recommandations

- 1** Poursuivre la mise en œuvre et le renforcement du CSC pour l'inclusion des personnes handicapées.
- 2** Veiller à ce que le réseau de partenaires spécialisés dans le handicap continue à travailler efficacement avec les écoles formelles et les organisations d'éducation non formelle, ainsi qu'avec l'ensemble de la communauté, afin d'intégrer les enfants qui présentent des handicaps modérés dans une éducation inclusive.
- 3** Incorporer une composante du CSC pour les organisations partenaires afin de compléter les services spéciaux et de créer un environnement favorable à l'inclusion des EH dans les communautés.
- 4** S'attaquer spécifiquement aux obstacles et aux besoins des filles handicapées qui sont plus vulnérables à la violence et au mariage des enfants.

Notes de fin

- 1** Fonds des Nations unies pour l'enfance, UNICEF Liban : Specialized Disability Organizations, UNICEF Lebanon, <www.unicef.org/lebanon/media/8486/file>.
- 2** Ibid.

L'UNICEF Bhoutan mène des actions de sensibilisation sur la violence à l'encontre des enfants

Principales stratégies de changement social et comportemental (CSC), réalisations et enseignements tirés de l'expérience

© UNICEF Bhoutan/2012/Ssherpa

Résumé



Dates de l'activité

Juillet 2022 -
janvier 2023



Durée de l'activité

6 mois



Budget

600 000 dollars US

En juillet 2022, le Bhoutan a lancé une campagne pilote multisectorielle de six mois visant à sensibiliser à la prévalence de la violence contre les enfants (VCE) et à surmonter les obstacles entravant l'accès des enfants et des jeunes aux services de protection de l'enfance. Cette campagne, dirigée par la Commission nationale pour les femmes et les enfants, a été mise en œuvre par un consortium de 17 agences gouvernementales et non gouvernementales jusqu'en janvier 2023. Menée en parallèle avec la pandémie de COVID-19, elle a intégré les messages de prévention de la COVID-19 à ceux de la campagne sur la VCE. Les

activités de sensibilisation ont touché au moins 200 000 personnes dans les trois districts pilotes, soit le double de l'objectif initial. Plus de 50 000 personnes influentes ont été formées et mobilisées, et plus de 395 000 personnes ont participé aux médias sociaux. En général, la campagne a obtenu des résultats positifs en matière d'amélioration des connaissances, de sensibilisation et de perception de la violence envers les enfants. Cependant, elle a également mis en évidence la nécessité de continuer les efforts pour éliminer les obstacles au signalement et encourager des pratiques disciplinaires positives.



Contexte

Au Bhoutan, la séparation, le divorce, le stress et la violence ont altéré les structures familiales. Les couches traditionnelles de protection fournies par les familles et les communautés ont été affaiblies. Des pratiques normatives qui exposent les enfants au risque de violence, telles que le mariage précoce et les châtiments corporels, persistent à travers le pays. Ces facteurs sociaux et culturels ont contribué à une augmentation des incidents de violence contre les enfants au Bhoutan au fil du temps, de 168 en 2018 à 970 en 2022.¹ À partir de 2020, la pandémie de la COVID-19 a exacerbé les cas de violence à l'encontre des enfants.

Près de six enfants bhoutanais sur dix, âgés de 13 à 17 ans, ont été victimes d'au moins un incident de violence physique. Cette violence est souvent le fait des parents, des enseignants, des adultes qui s'occupent des enfants et de

leurs camarades. Les agressions entre pairs sont monnaie courante. Environ 12 % des enfants sont victimes de violences sexuelles et près de la moitié d'entre eux déclarent avoir subi des violences émotionnelles. La négligence et le harcèlement sexuel verbal sont des expériences fréquentes tant pour les filles que pour les garçons. L'exposition des enfants à la pornographie et leur accès à Internet les rendent également vulnérables aux abus en ligne. Au Bhoutan, au cours des quatre à cinq dernières années, un enfant ou un jeune a été victime de violence toutes les 42 heures. Les problèmes liés au travail des enfants et à la toxicomanie chez les enfants et les adolescents suscitent également de vives inquiétudes dans le pays.²

La négligence est la forme de violence la plus répandue (34 %), suivie de la violence psychologique (26 %) et de la violence physique (22 %). Les filles et les femmes représentent 68 % de l'ensemble des cas signalés. Depuis le début de la pandémie de la COVID-19 en 2020, les numéros d'appel d'urgence du Bhoutan ont enregistré une augmentation des demandes de services de soutien en santé mentale de la part d'enfants et d'adolescents. En 2021, 1 067 enfants et adolescents ont sollicité des services de conseil pour divers problèmes de santé mentale, dont 598 filles et plus de 45 % d'adolescents âgés de 15 à 17 ans.³

Des études sur la violence envers les enfants au Bhoutan ont montré que les enfants et les jeunes ne divulguent ou ne signalent que rarement les actes de violence aux adultes ou aux autorités. Bien que la loi bhoutanaise sur les soins et la protection des enfants contienne des dispositions relatives aux différentes formes de violence physique, sexuelle et émotionnelle, ainsi qu'au harcèlement sexuel, seuls les cas de sévères blessures physiques, d'attouchements et de viols d'enfants sont généralement portés à la connaissance de la police. En revanche, les attouchements sexuels non consentis, le harcèlement sexuel verbal et les châtiments corporels sont souvent considérés comme de désagréments plutôt que comme des infractions à signaler par les adultes ou les enfants.⁴





Approche stratégique

En juillet 2022, l'UNICEF Bhoutan a contribué au lancement d'une [campagne](#) pilote multisectorielle et multidimensionnelle de six mois, Rangge Buzhi, *Rangee Norbu (Nos enfants, notre richesse)*, afin de sensibiliser à la violence contre les enfants dans trois districts - *Thimphu, Trashigang et Samtse*. Les messages de la campagne visaient à motiver les enfants, les parents et les personnes qui s'occupent d'eux à rechercher des services pour lutter contre la violence à l'égard des enfants, à promouvoir l'importance du bien-être mental des enfants et à faire connaître les mesures préventives de la COVID-19. La campagne a été menée par la Commission nationale pour les femmes et les enfants et mise en œuvre par un consortium de 17 agences gouvernementales et non gouvernementales.⁵ Au niveau communautaire, les écoles, les professionnels de la santé, les associations sportives, la société civile, les organisations religieuses et les jeunes volontaires ont été mobilisés. La presse a également été sollicitée pour sensibiliser à l'arrêt de la pratique de la VCE au Bhoutan.

La campagne a consisté en quatre phases, chacune abordant un thème distinct. Au cours de la première phase, les messages portaient sur la définition de la VCE, la santé mentale et le soutien psychosocial, mettant en évidence l'impact de la VCE et d'une mauvaise santé mentale sur le bien-être de l'enfant, en particulier pendant des périodes difficiles telles que la pandémie de COVID-19. La deuxième phase était axée sur la violence sexuelle. La troisième phase identifiait les effets néfastes de la violence

physique entre pairs. Enfin, la dernière phase mettait en lumière les dommages causés aux enfants par les abus en ligne. Chaque phase visait à sensibiliser sur la manière dont chaque type de violence affecte les enfants et proposait des actions que les enfants, les parents ou aidants familiaux, les prestataires de services et d'autres personnes peuvent entreprendre pour prévenir différents types de VCE et y répondre. Une signature distincte a été développée et utilisée sur tous les supports de la campagne pour faciliter l'identification par le public.

La campagne comprenait plusieurs activités de changement social et comportemental (CSC) ciblant divers niveaux sociaux écologiques, tels que individuel, communautaire et institutionnel/sociétal, et a engendré les résultats suivants :

Résultats au niveau individuel

- Un manuel illustré (disponible en anglais et en *Dzongkha*) sur la lutte contre la violence envers les enfants a été diffusé à cinq mille exemplaires auprès des enseignants, des dirigeants locaux, des chefs religieux, des travailleurs sociaux, des médias et d'autres personnes influentes au sein de la communauté ;
- Des vidéos abordant les thèmes de la violence sexuelle, de la violence entre pairs et de la discipline positive/non violente des enfants ont été diffusées par les médias nationaux (BBS, radio et télévision) et partagées sur les pages Facebook des partenaires, y compris sur les plateformes de médias sociaux de l'UNICEF.



Résultats au niveau communautaire

- La mobilisation des organisations confessionnelles et des réseaux de chefs religieux pour promouvoir des valeurs telles que la bienveillance, l'harmonie et la cohésion sociale, ainsi que pour répondre à la COVID-19 et aux problèmes connexes de VCE.
- Sensibilisation par le biais des organisations de services communautaires (OSC) et de leurs réseaux. Trois organisations de la société civile (RENEW, *Nazhoen Lamtoen*, *Tarayana*) ont mené des consultations et des discussions avec les responsables de district et les représentants du gouvernement local. Après ces consultations au niveau du district, les OSC ont mené des discussions avec d'autres personnes influentes au niveau de la communauté, à savoir les dirigeants locaux, les volontaires des services de soutien communautaires, les jeunes volontaires, les conseillers et les représentants de la communauté, et les ont mobilisés pour faire participer les communautés et les familles de leur localité.
- Mobilisation des enseignants, des scouts et des jeunes volontaires. Le département de l'éducation et du programme des scouts et des sports du ministère de l'éducation et du développement des compétences du Bhoutan a organisé une séance d'engagement avec des scouts, des enseignants, des étudiants et des jeunes dans 161 écoles et centres de jeunesse à *Thimpu*, *Trashigang*, *Samtse*.
- Mobilisation au travers d'organisations de personnes handicapées (OPH). Deux OPH (*Ability Bhutan Society* et *Draktsho*) ont impliqué des enfants en situation de handicap ainsi que leurs parents ou aidants pour discuter et sensibiliser aux risques liés à la VCE et à la santé mentale, ainsi que pour expliquer la manière de rechercher des services de soutien ;

Résultats au niveau sociétal/institutionnel

- Le chef adjoint de la police royale du Bhoutan

a diffusé une vidéo abordant le harcèlement et la violence sexuelle comme des enjeux sociaux qui doivent être traités par des efforts sociétaux coordonnés, et sur la nécessité de signaler les cas d'abus. Cette vidéo a été diffusée sur les plateformes de médias sociaux dans le cadre d'une campagne en ligne qui s'est déroulée en même temps que les activités de CSC.

- Mobilisation de la Fédération de football du Bhoutan (BFF). La BFF a lancé la campagne lors des matchs du championnat national de football de 2022. Elle a organisé des séances avec les joueurs et les officiels afin de discuter comment les joueurs pourraient sensibiliser à la prévention et à la réponse aux violences contre les enfants (VCE), encourager la santé mentale des enfants, et également promouvoir et servir de modèle pour les comportements préventifs liés à la COVID-19. La BFF a sollicité la participation de célébrités locales et à des sportifs populaires pour plaider en faveur de la sécurité et du bien-être des enfants. Tous les joueurs et les officiels de match se sont engagés publiquement à lutter pour lutter contre la VCE.
- Des manifestations ont été organisées lors de la Journée mondiale de l'enfance, où le gouvernement a annoncé le lancement d'une campagne de lutte contre le harcèlement pour l'année scolaire 2023 et a intensifié les messages contre la violence envers les enfants.
- Plaidoyer par l'intermédiaire des médias grand public. Le Bhutan Broadcasting Service (la chaîne de télévision et la station de radio nationales) et *Kuensel* (la presse écrite nationale) ont diffusé des messages pour sensibiliser le public à la sécurité et au bien-être des enfants en utilisant divers formats médiatiques (par exemple, des discussions de groupe, des interviews d'experts, des blocs d'information, des teasers, des feuilletons radiophoniques, des jingles, des docufilms, des spots télévisés).





Principales réalisations

Les activités relatives à la campagne ont touché au moins 200 000 personnes dans les trois districts pilotes, soit le double de l'objectif visé. Plus de 50 000 personnes influentes ont été formées et mobilisées, et plus de 395 000 personnes se sont engagées dans les médias sociaux. Les réalisations spécifiques sont les suivantes :

- Les trois OSC ont engagé et mobilisé environ 13 000 influenceurs communautaires dans les trois districts. L'initiative a également contribué à ce que les dirigeants locaux et les bénévoles au niveau de la communauté mettent en place des groupes de réseaux sociaux et des comités de bien-être de l'enfant pour discuter des questions relatives aux enfants. Certains dirigeants locaux ont décidé d'inscrire le bien-être des enfants à l'ordre du jour de leurs réunions régulières de développement communautaire. De même, les OSC partenaires ont incorporé la promotion du bien-être des enfants dans leurs programmes d'engagement communautaire.
- Le débat a impliqué plus de 29 000 étudiants, enseignants et jeunes, qui se sont mobilisés pour toucher d'autres étudiants et jeunes.
- De son côté, la BFF a intégré le bien-être des enfants dans son programme de formation à la sécurité des enfants.
- Un match de football d'exhibition de l'UNICEF et de la BFF, organisé à l'occasion de la Journée mondiale de l'enfance (20 novembre 2022), a été retransmis en direct à la télévision nationale et sur les sites de réseaux sociaux de la BFF et de l'UNICEF. Plus de 500 personnes étaient présentes à l'événement et plus de 200 000 personnes ont été touchées par les médias sociaux.
- Plus de 350 chefs religieux de différentes confessions ont été impliqués et mobilisés pour faire participer les familles et les communautés dans trois districts.
- Environ 250 enfants handicapés, leurs parents et les aidants ont été sensibilisés aux risques de violence et de santé mentale pour les enfants et à la manière de rechercher des services de soutien pour prévenir et répondre à leurs préoccupations ;
- BBS a élaboré et diffusé plus de 40 programmes radio en quatre langues (*Dzongkha*, anglais, *népalais* et *Tsangla*), y compris des discussions de groupe, des interviews d'experts, des blocs d'information, des teasers, des pièces radiophoniques, des jingles abordant les divers types de violence, leur impact sur le développement de l'enfant et les moyens de prévention, de réponse et de recherche de services d'aide.



- BBS TV a développé et diffusé 24 programmes télévisés, dont des débats, des interviews d'experts, des dramatiques, des films documentaires, des spots télévisés et d'autres programmes de divertissement et d'éducation.
- Dans la presse écrite, Kuensel, le journal national, a publié un numéro spécial sur la VCE en août 2022. Parallèlement, Kuensel a produit et diffusé 10 courtes vidéos traitant de divers sujets liés à la violence, les diffusant ensuite sur ses plateformes de médias sociaux.
- Tous les programmes du BBS ont été partagés sur les sites de médias sociaux du BBS.
- Pendant la campagne, le nombre d'appels aux lignes d'assistance téléphonique a triplé.
- Les médias sociaux ont recueilli plus de 54 millions d'impressions (le nombre total de fois où les navigateurs des réseaux sociaux ont vu le contenu de la campagne) ; plus de 395 000 utilisateurs ont interagi avec le contenu des médias sociaux ;
 - Un plus grand nombre d'enfants ont exprimé leur volonté de signaler les incidents de

violence (85 % en mars 2023 contre 79 % en novembre 2022).

- Les Bhoutanais concernés par la campagne ont identifié les enfants handicapés, les enfants issus de familles à faible revenu ou brisées, les orphelins, la communauté LGBT+ et les personnes vulnérables aux problèmes de santé mentale, comme étant exposés au risque de violence.
- Un atelier de partage d'expérience a été organisé pour le gouvernement, les OSC, les Nations unies et d'autres parties prenantes pour échanger les leçons tirées de la campagne afin d'amplifier le besoin de renforcer la programmation multisectorielle conjointe et l'intégration du CSC. Chaque partenaire de mise en œuvre a présenté ses réalisations, ainsi que les difficultés rencontrées et les enseignements tirés. L'atelier a rassemblé plus de 50 participants représentant diverses agences, y compris deux membres honorables du Parlement et le bureau du coordinateur résident des Nations unies.

Les activités de la campagne ont touché au moins

200 000
PERSONNES

dans les trois districts pilotes

PLUS DE
50 000

personnes influentes au sein de la communauté formées et mobilisées

PLUS DE
54 million

impressions sur les réseaux sociaux



© UNICEF



Enseignements tirés et recommandations

- 1** L'évaluation de la campagne a mis en lumière la nécessité de mettre en place des mécanismes de signalement efficaces et de mener des efforts éducatifs pour surmonter les obstacles au signalement des incidents liés à la VCE. Il est apparu qu'il persistait un manque de connaissances sur les lieux où signaler les cas de violence, ainsi qu'une appréhension à l'idée d'interagir avec les forces de l'ordre et de faire face à des questions juridiques.
- 2** Les activités de la campagne devraient s'étendre au-delà des trois districts pilotes pour devenir une campagne nationale.
- 3** Les messages de la campagne doivent dépasser la simple sensibilisation (même si la sensibilisation aux politiques de protection de l'enfance doit encore être améliorée) et viser à changer les attitudes et les pratiques (ce qui demande plus de temps et de répétition des messages).
- 4** L'UNICEF Bhoutan devrait continuer à renforcer les partenariats intersectoriels et multipartites et inclure de nouveaux partenaires tels que LGBTQIA+, l'Institut Wangsel des Sourds, le Secrétariat Pema et les influenceurs populaires des médias sociaux. De plus, il est essentiel de continuer à renforcer les capacités de ces partenaires pour soutenir les activités visant à éliminer la VCE.
- 5** L'UNICEF Bhoutan et ses partenaires doivent concentrer leurs efforts sur les enfants les plus vulnérables, c'est-à-dire ceux qui sont exposés à un risque accru de violence (par exemple, les garçons efféminés, les filles masculines, les enfants handicapés) et ceux qui subissent des préjudices importants.
- 6** Il est également essentiel d'établir des liens entre la violence contre les enfants (VCE) et la violence contre les femmes (VCF), car les facteurs de risque de perpétuation de la violence peuvent être similaires (par exemple, la consommation d'alcool) et les situations de violence peuvent se produire dans le même contexte (par exemple, au sein du foyer).
- 7** Ce projet a favorisé une meilleure compréhension et un plus grand engagement des agences gouvernementales, des organisations non gouvernementales et des Nations unies concernant la manière de traiter des problématiques complexes telles que la violence et la santé mentale. Il a démontré comment une collaboration multisectorielle peut être efficace, en mettant en lumière la complémentarité des différents acteurs pour une action plus efficace.
- 8** Le financement d'une telle initiative est limité pour les pays moins grands. Le soutien régional de l'UNICEF au CSC a été déterminant dans la mise en œuvre de la campagne. Il est impératif de maintenir ce soutien régional aux petits pays.

Notes de fin

- 1 Fonds des Nations unies pour l'enfance, « Results report: Rangge Buzhi, *Rangee Norbu - Our Children, Our Wealth*, a multisectoral social and behaviour change campaign to address violence against children », UNICEF Bhoutan, 22 janvier 2023.
- 2 Fonds des Nations unies pour l'enfance, « Protection... For every child », UNICEF Bhutan, <www.unicef.org/bhutan/protection-%E2%80%A6-every-child>.
- 3 Fonds des Nations unies pour l'enfance, « Results report: Rangge Buzhi, *Rangee Norbu - Our Children, Our Wealth*, a multisectoral social and behaviour change campaign to address violence against children », UNICEF Bhoutan, 22 janvier 2023.
- 4 Fonds des Nations unies pour l'enfance, *Research on violence against children in Bhutan: A report*. Commission nationale des femmes et des enfants, gouvernement royal du Bhoutan et UNICEF Bhoutan, 2016, <www.unicef.org/bhutan/media/341/file/Research%20on%20Violence%20Against%20Children%20in%20Bhutan.pdf>.
- 5 Les organismes impliquées dans la campagne sont la Commission nationale pour les femmes et les enfants, le ministère de l'éducation, le ministère de la santé, le département des technologies de l'information et des télécommunications, le MoIC, *Dratshang Lhentshog*, le Conseil des affaires religieuses du Bhoutan, la police royale du Bhoutan, la Fondation *Tarayana*, RENEW, *Nazhoen Lamtoen*, Ability Bhutan Society, *Draktsho*, Bhutan Nun Foundation, le Bhutan Broadcasting Service et l'UNICEF.



L'UNICEF Égypte soutient les programmes de parentalité positive et d'autonomisation des filles pour promouvoir les droits de l'enfant

Principales stratégies de changement social et comportemental (CSC), réalisations et enseignements tirés de l'expérience

© UNICEF/Egypt 2019/Ahmed Hayman

Résumé



Dates de l'activité
Depuis 2018



Durée de l'activité
en cours



Budget
5 000 000 de dollars
US

L'UNICEF Égypte procède à la mise en œuvre d'un programme global de changement social et comportemental (CSC) qui s'attaque principalement aux causes fondamentales des comportements associés aux conséquences des troubles de la croissance infantile et à la discrimination fondée sur le genre. Dans le cadre de ce vaste travail, l'équipe CSC de l'UNICEF Égypte finance deux programmes nationaux de CSC basés sur des données probantes et *Dawwie* (l'initiative nationale d'autonomisation des filles), dans le but de veiller à ce que les enfants atteignent leur plein potentiel et parviennent à l'équité de genre.¹ À ce jour, ces programmes de CSC ont été intégrés dans les institutions nationales et sont progressivement

mis en œuvre à grande échelle par différents partenaires en Égypte. Le programme de l'UNICEF sur la parentalité positive a permis de former au moins 10 000 prestataires de services à l'adoption de comportements parentaux positifs, de mobiliser 1,5 million de membres de la communauté dans des interventions directes à la parentalité et de permettre à 15 millions de personnes d'accéder à un contenu en ligne sur la parentalité positive. Le programme d'engagement communautaire *Dawwie* a touché plus de 33 millions de personnes et en a impliqué activement 4 millions. Plus de 450 000 personnes participent aux activités directes de *Dawwie*, notamment les événements de renforcement des compétences axés sur les compétences

numériques, les cercles de narration, les dialogues intergénérationnels et les événements communautaires tels que les clubs vidéo, les tournois sportifs et le dialogue avec les décideurs politiques. Plus de 46 % des 75 000 filles et garçons âgés de 10 à 24 ans qui ont suivi la

formation aux compétences numériques de Dawwie sont mieux sensibilisés aux questions d'égalité des genres et d'agentivité. Dawwie permet également de catalyser l'attention intersectorielle sur les besoins spécifiques des filles, le soutien politique et la coordination.



Contexte

En Égypte, la plupart des enfants âgés de 1 à 14 ans (81 %) sont soumis aux méthodes de discipline violentes.² Quatre-vingt-onze pour cent d'entre eux sont soumis à diverses formes de violence psychologique et au moins 78 % subissent des châtiments corporels.³ Au moins 6 % des enfants âgés de 5 à 17 ans travaillent déjà.⁴ L'inégalité entre les genres est également un problème de longue date en Égypte. Des normes sociales et des attitudes bien ancrées, des pressions économiques et des forces structurelles sont des principaux facteurs qui contribuent au maintien du statu quo de l'inégalité entre les genres en Égypte.

L'UNICEF Égypte s'attache à lutter contre les principales causes des troubles de la croissance infantile, notamment les mauvaises pratiques parentales et la discrimination à l'égard des filles. L'équipe CSC de l'UNICEF a eu recours au modèle socio-écologique (SEM) comme cadre de base pour élaborer un programme CSC intégré comprenant des interventions de changement de comportement au niveau individuel, des activités de soutien social et des mécanismes de coordination pour l'appropriation au niveau institutionnel et la mise en œuvre à grande échelle. Deux principales initiatives sont gérées par l'équipe CSC de l'UNICEF Égypte,

en étroite coordination avec les secteurs concernés de l'UNICEF et du gouvernement : (1) un Programme Parentalité positive et (2) un programme d'autonomisation des filles. Ces deux programmes sont complétés par l'engagement systématique des organisations confessionnelles et par le travail de renforcement du système CSC.

L'équipe CSC de l'UNICEF s'attèle à intégrer les indicateurs CSC sur la parentalité positive et l'autonomisation des filles dans le cadre national de suivi et d'évaluation (en partenariat avec le ministère de la Solidarité sociale et le ministère de la Planification et du Développement économique), à généraliser l'application de RapidPro comme outil de suivi de l'adoption des comportements, à appuyer l'élaboration d'un code de conduite sur les médias et les droits de l'enfant en collaboration avec le Conseil suprême de régulation des médias, et à assurer le renforcement des capacités CSC des principaux partenaires institutionnels. L'objectif de l'UNICEF Égypte est de généraliser l'application du modèle intégré de CSC au niveau institutionnel afin de réduire l'acceptation générale des pratiques néfastes pour les enfants et d'accélérer l'adoption de comportements favorisant les droits de l'enfant.





Approche stratégique

En 2019, l'UNICEF a financé une étude de recherche formative visant à s'enquérir des connaissances, des attitudes, des pratiques et des normes sociales qui façonnent les pratiques parentales parmi les aidants égyptiens, et à identifier les meilleures pratiques nationales et internationales. L'étude a consisté en une revue de littérature systématique sur la parentalité positive et en une enquête sur les connaissances, les attitudes et les pratiques auprès de 10 000 ménages. Les résultats de l'étude ont montré que les pratiques de discipline violentes avaient cours chez les parents égyptiens, que la participation à l'éducation de la petite enfance était faible, qu'il existait des inégalités de genre au sein de la structure familiale et que les connaissances en matière de parentalité positive étaient médiocres. Les résultats ont servi de base à l'élaboration du programme national de parentalité positive adapté au contexte égyptien et ils ont été intégrés au programme national d'allocations et d'aide, *Takaful et Karama*, sous l'impulsion du ministère de la Solidarité sociale.

Le Programme Parentalité est soutenu par un ensemble d'interventions comprenant l'engagement communautaire par le biais de clubs vidéo et de festivals de fabrication de jouets, l'utilisation de plateformes numériques et de réseaux sociaux pour impliquer les parents, la défense des médias et la co-création de contenu avec les acteurs du secteur privé et l'un des plus grands réseaux de médias pour un feuilleton télévisé sur la parentalité positive afin de modéliser les comportements parentaux souhaités. Le Programme Parentalité vise à inciter les parents à adopter des comportements de parentalité positive et à fournir du soutien dans les domaines de la santé et de la nutrition, de l'apprentissage et de la reconnaissance, du social et de l'affectif, et de la protection des enfants âgés de 0 à 18 mois. Le soutien est fourni par des prestataires de services qui interagissent régulièrement avec les parents d'enfants de cette tranche d'âge. L'UNICEF Égypte a contribué à l'élaboration de programmes de parentalité sur la protection de remplacement, l'approche transformatrice de genre de la parentalité et l'éducation parentale sur la prise en charge des enfants handicapés, qui ont ensuite été intégrés dans les plans de travail annuels du ministère de la Solidarité sociale, du ministère

de la Santé et de la Population et du ministère de la Jeunesse et des Sports. L'UNICEF Égypte a également financé la numérisation des composantes du Programme Parentalité pour faciliter l'accès à l'Internet des bons objets (IoT) et au passeport pour l'apprentissage (conformément à la stratégie de transformation numérique de l'Égypte). En outre, pour atténuer l'impact négatif de la pandémie de COVID-19, l'UNICEF Égypte a collaboré avec les autorités égyptiennes et d'autres partenaires pour faire participer les réseaux de jeunes et les personnes influentes, y compris les réseaux médiatiques et le secteur privé, à des activités d'engagement communautaire visant à soutenir la résilience des enfants et des familles tout au long de la COVID-19. Un comité national pour la parentalité positive a été créé en 2022 par décret du Premier ministre égyptien et compte tenu de la nature interministérielle du programme.

En 2019, l'UNICEF a également accompagné les autorités égyptiennes dans le lancement de *Dawwie* (qui signifie « voix forte avec un impact et un écho »), la première initiative nationale d'autonomisation des filles. L'objectif de *Dawwie* est de faire entendre la voix des filles et de faciliter leur accès aux compétences et aux services essentiels. *Dawwie* fait participer les adolescents, filles et garçons, à des activités en ligne et en présentiel qui les aident à s'exprimer, à accepter la diversité et l'égalité, et à stimuler l'engagement de leur famille et de leur communauté. Cette initiative contribue au final à faire évoluer la perception et le discours de la société sur les filles. *Dawwie* propose des activités telles que le développement de compétences en culture numérique, contes (*Cercles Dawwie*), dialogue communautaire animé par des clubs vidéo, représentations théâtrales participatives, activités sportives, séances de dialogue intergénérationnel entre les garçons et les filles et leurs parents, et événements d'interaction avec les décideurs aux niveaux national et local. L'initiative est menée par le Conseil national pour l'enfance et la maternité (NCCM) en partenariat avec le Conseil national pour les femmes (NCW), avec l'appui technique de l'UNICEF et de nombreux autres partenaires. En 2022, cette initiative a été placée sous l'autorité de la Première Dame d'Égypte et a été mise en œuvre dans plus de 21 gouvernorats.



Principales réalisations

Les activités du Programme Parentalité positive de l'UNICEF Égypte ont été adoptées et intégrées dans les institutions et initiatives nationales, et sont appliquées à grande échelle par divers partenaires. Par exemple, le cadre national d'investissement en rapport avec les filles en Égypte, un cadre de responsabilité dirigé par le Conseil national pour les femmes et le Conseil national pour l'enfance et la maternité, s'inspire du programme d'autonomisation des filles.

- À ce jour, au moins 10 000 prestataires de services ont été formés aux stratégies de changement comportemental en matière de parentalité positive.
- Au moins 10 000 bénévoles ont été formés et ont participé activement à l'engagement communautaire en faveur d'une parentalité positive au cours de la campagne de lutte contre la COVID-19.
- Plus de 500 000 parents ont participé à des activités de Programme Parentalité positive en présentiel entre 2020 et 2022.
- 1,5 million de membres de la communauté ont participé à des événements de parentalité en présentiel.
- 15 millions de personnes ont consulté des contenus en ligne sur la parentalité positive, et le taux d'engagement s'est situé entre 7 et 9 %.
- Les activités de *Dawwie* ont touché plus de 33 millions de personnes et en impliquent activement 4 millions à ce jour ; plus de 450 000 personnes participent à des activités en présentiel ;
- Plus de 46 % des 75 000 filles et garçons âgés de 10 à 24 ans qui ont suivi la formation aux compétences numériques de *Dawwie* sont mieux sensibilisés aux questions d'égalité des genres et d'agentivité.

A organisé une formation sur l'adoption des comportements de parentalité positive à l'intention des

AU MOINS
10,000

prestataires de service

DE MOBILISER

1.5 million

de membres de la communauté ont participé à des événements de parentalité en présentiel.

DE PERMETTRE

15 million

des personnes qui consultent des contenus en ligne sur la parentalité positive



Enseignements tirés

- 1** L'élaboration d'un programme de CSC intégré a permis de mobiliser des ressources financières flexibles à moyen terme en vue des interventions thématiques essentielles à la planification et au maintien d'initiatives de changement social et comportemental à grande échelle.
- 2** Assurer l'appropriation intersectorielle des interventions visant à faire évoluer les comportements requiert du temps et de l'engagement. La planification de la co-conception et l'instauration d'un climat de confiance sont essentielles pour accélérer la mise en œuvre et obtenir des résultats positifs.
- 3** L'investissement dans la coordination entre les parties prenantes concernées s'avère essentiel pour mettre en œuvre des programmes à grande échelle. Le caractère intersectoriel des interventions visant à faire évoluer les comportements requiert une coordination systématique et stratégique afin de tirer parti des dynamiques, des possibilités et des investissements existants.
- 4** La possibilité de mobiliser les partenaires institutionnels et de les appuyer par l'utilisation de solutions technologiques telles que RapidPro a permis de créer un espace propice à des possibilités de générer des données longitudinales et de lancer et d'opérationnaliser le processus d'introduction des indicateurs CSC dans le système institutionnel de suivi et d'évaluation. Cette mesure ouvre la voie à la viabilité et à la mise à l'échelle des programmes CSC conçus. La manière d'analyser et d'utiliser systématiquement les données générées reste le point à améliorer.



Recommandations

- 1** Faire évoluer la planification du matériel à produire vers les processus propices à un changement de comportement positif.
- 2** Rendre les activités plus visibles afin de toucher un public plus large et inciter l'ensemble de la population égyptienne au changement.
- 3** Investir davantage dans la coordination globale du programme pour faciliter la diffusion de connaissances, d'attitudes, de pratiques et de normes sociales positives en matière de parentalité positive.
- 4** Les mécanismes indirects de lutte contre les comportements sensibles, tels que la violence et les pratiques néfastes, ont souvent une plus grande valeur transformatrice. Il est essentiel de mettre l'accent sur les aspects positifs plutôt que sur les aspects négatifs pour favoriser le changement.



© UNICEF/Égypte 2021/Karim Soliman

Notes de fin

- 1 La parentalité positive promeut un style parental proactif, empathique et mutuellement respectueux, ce qui aiderait à établir des relations plus fortes et plus saines entre parents et enfants.
- 2 Fonds des Nations Unies pour l'enfance, « Egypt fast facts », UNICEF, 2022.
- 3 Forum économique mondial, « Insight Report: Global Gender Gap Report 2020 », WEF, 2020, <www3.weforum.org/docs/WEF_GGGR_2020.pdf>.
- 4 Fonds des Nations Unies pour l'enfance, « Egypt fast facts », UNICEF, 2022.



© UNICEF/Egypte 2021/Ahmed Mostafa

L'UNICEF Népal s'appuie sur le théâtre radiophonique pour transformer les normes de genre et améliorer le bien-être des enfants

Principales stratégies de changement social et comportemental (CSC), réalisations et enseignements tirés de l'expérience

Résumé

Rope Guna Fal (« On récolte ce que l'on sème »), une série radiophonique fictive divertissante, a mobilisé environ 325 026 Népalais chaque semaine entre 2021 et 2022, pour un coût de seulement 0,91 dollar US par auditeur. Cette émission de 104 épisodes, financée par l'UNICEF et The Kendeda Fund et produite en partenariat avec Antenna Foundation Nepal et Population Media Centre, a motivé des changements sociaux, comportementaux et normatifs en vue de réduire et d'éliminer les mariages d'enfants, d'améliorer la santé sexuelle et reproductive des

adolescents et de renforcer les compétences parentales afin d'améliorer le bien-être de l'enfant. Parmi les auditeurs interrogés, tous étaient d'accord ou plutôt en accord pour dire que leurs connaissances s'étaient améliorées en écoutant le feuilleton radiophonique. Les auditeurs ont déclaré à 90 % avoir changé d'attitude, avoir pris conscience de nouveaux problèmes et avoir réfléchi aux normes sociales. Parmi les auditeurs, 89 % ont signalé un nouveau changement de comportement ou le maintien d'un comportement récemment modifié.



Contexte

Les autorités népalaises ont mis en œuvre divers programmes et politiques visant à améliorer l'éducation parentale, les mariages d'enfants et la santé sexuelle et reproductive des adolescents (SSRA), notamment en dispensant une éducation sexuelle dans les écoles, en améliorant l'accès aux services de planification familiale et à l'information, et en s'efforçant de réduire la stigmatisation et la discrimination. Toutefois, les

normes culturelles et les pratiques traditionnelles liées à l'éducation des enfants, au mariage des enfants et à la santé sexuelle et reproductive des adolescents constituent des obstacles importants à l'amélioration de la situation. La *Rope Guna Fal* (« On récolte ce que l'on sème ») a été conçue pour soutenir les efforts du gouvernement népalais.



Approche stratégique

UNICEF Népal, avec le concours de The Kendeda Fund, Antenna Foundation Nepal (AFN) et Population Media Center (PMC)-Népal, a parrainé et développé la série de feuilletons radiophoniques *Rope Guna Fal* afin de remettre en question les normes traditionnelles en matière de genre et de servir de plate-forme éducative pour les parents et les adolescents. Un modèle d'étapes de changement a été utilisé comme base pour développer le programme radio. Les 104 épisodes ont été diffusés deux fois par semaine dans tout le Népal (en particulier dans les provinces de Karnali, Lumbini et Sudur Paschim) de septembre 2021 à septembre 2022, sur Radio Nepal et 100 stations de radio locales. Cette émission a été diffusée sur Facebook, YouTube, Hamro Patro et les plateformes de réseaux sociaux 3-2-1. Certains épisodes ont également été mis à la disposition de publics difficiles à atteindre (abonnés à Nepal Telecom) par l'intermédiaire du système de réponse vocale instantanée et gratuite de VIAMO, « Suchana ko Sansar ».¹

Au nombre des thèmes clés du programme radio figuraient l'éducation parentale, le mariage des enfants et la santé sexuelle et génésique des adolescents. Ils ont été choisis en fonction des besoins locaux. Les adolescents et les jeunes âgés de 13 à 24 ans, ainsi que les parents âgés de 25 à 45 ans, constituaient le principal public visé par la série. Les grands-parents, les

tuteurs et les autres personnes qui s'occupent des enfants étaient également concernés par la série. Le public de *Rope Guna Fal* a pu s'inspirer des personnages de la série. Chaque épisode se terminait par un quiz destiné aux auditeurs, avec des prix (par exemple, une recharge de 200 roupies sur le téléphone portable de l'auditeur, offerte par l'AFN) pour ceux qui avaient trouvé les bonnes réponses. Ce procédé avait pour but de motiver les auditeurs à rester à l'écoute et de les récompenser pour leurs connaissances sur le(s) sujet(s) abordé(s).

Un sondage quantitatif transversal a été réalisé auprès d'un échantillon représentatif de personnes âgées de 14 à 49 ans vivant dans la zone de diffusion dans les sept provinces du Népal, du 14 octobre au 5 novembre 2022. Plusieurs exercices de validation ont été menés afin de vérifier l'exactitude et la précision des données de l'enquête. Dans certaines régions, la collecte de données n'a pas été possible en raison de glissements de terrain. Le programme *Rope Guna Fal* comprenait une série de questions visant à évaluer dans quelle mesure les auditeurs estimaient (1) avoir pris conscience de nouveaux problèmes sociaux, (2) avoir acquis des connaissances, (3) avoir changé d'attitude, (4) avoir réfléchi aux normes sociales de leur communauté, (5) avoir été incités à changer de comportement et (6) avoir été motivés pour maintenir les changements qu'ils avaient opérés.



Principales réalisations

- On estime que *Rope Guna Fal* a touché 325 026 Népalais chaque semaine, pour un coût moyen de seulement 0,91 dollar US par auditeur.
- 100 % des auditeurs sont d'accord ou plutôt en accord pour dire que leurs connaissances se sont améliorées en écoutant la pièce radiophonique.
- Les auditeurs ont déclaré à 90 % avoir changé d'attitude, avoir pris conscience de nouveaux problèmes et avoir réfléchi aux normes sociales.
- Parmi les auditeurs, 89 % ont signalé un nouveau changement de comportement ou le maintien d'un comportement récemment modifié.
- Plus de la moitié (54,5 %) des auditeurs ont parlé de l'émission à leurs amis et à leur famille et ont discuté avec eux des questions qu'elle soulevait.
- La quasi totalité des auditeurs (95,5 %) ont déclaré avoir l'intention de mettre un terme au mariage des enfants dans leur famille et leur communauté, contre 78,9 % des non-auditeurs.
- Ceux qui écoutent sont plus de quatre fois plus nombreux que ceux qui n'écoutent pas à reconnaître que leur communauté attend d'eux qu'ils aident les filles à terminer leurs études avant le mariage.
- 93 % des auditeurs ont estimé que les maris doivent s'occuper des femmes enceintes et des nouvelles mères, contre 84 % des non-auditeurs (un changement important en faveur d'une plus grande implication des hommes dans l'éducation des enfants parmi les auditeurs).
- Les auditeurs étaient près de quatre fois plus nombreux que les non-auditeurs à déclarer avoir pris des mesures pour décourager les mariages d'enfants.
- 83 % des auditeurs ont déclaré avoir essayé d'améliorer l'apprentissage et le développement des enfants dans leur foyer, contre 69 % des non-auditeurs.

325 026

Népalais engagés
chaque semaine

coût de
seulement

US\$0.91

par auditeur

le

104 épisodes

l'histoire a motivé un
changement social,
comportemental et
normatif

100%

des auditeurs sont
d'accord ou plutôt en
accord avec le fait que
leurs connaissances se
sont accrues en écoutant
la pièce radiophonique.



Enseignements tirés et recommandations

1 Le recours à la radio comme canal de diffusion d'informations importantes est essentiel pour sensibiliser, changer les attitudes et motiver les changements de comportement dans les régions où les feuilletons radiophoniques sont connus et appréciés, et où les autres canaux médiatiques sont difficiles d'accès. Il faut toujours procéder à une analyse du paysage médiatique avant de développer une pièce radiophonique afin de comprendre quels autres programmes ou activités similaires sont mis en œuvre avant ou en même temps que l'intervention radiophonique envisagée. Savoir quels programmes peuvent être en concurrence ou en complément de vos messages radio vous aidera à comprendre la mémorisation et les réactions du public.

2 La conduite d'activités de collecte de données solides est essentielle pour le suivi des activités et la création d'une base de données probantes permettant de comprendre les effets des changements de comportement et de normes sociales au fil du temps. Dans les cas où le nombre d'auditeurs est inférieur à 10 %, il peut être judicieux d'utiliser un modèle d'étude cas-témoins apparié et d'utiliser les données relatives aux appels radio, les données des médias sociaux et d'autres sources pour identifier un échantillon d'auditeurs « cas » à interroger. Par la suite, les enquêteurs pourraient interroger la communauté afin d'identifier les non-auditeurs appariés sur le plan démographique (les témoins).

3 La collecte de données qualitatives (par exemple, des entretiens ou des discussions de groupe) dans le cadre d'un plan d'évaluation intentionnel à méthodes mixtes. En effet, les résultats des méthodes qualitatives peuvent aider à contextualiser et à mieux comprendre pourquoi et comment les auditeurs ont réagi à leur pièce de théâtre *Rope Guna Fal*.

Notes de fin

1 VIAMO est une entreprise sociale internationale spécialisée dans l'engagement mobile et les technologies de l'information et de la communication pour le développement.



© UNICEF/UN0638984/Upadhyay

L'UNICEF Oman met en place une stratégie de changement social et comportemental pour prendre en considération le développement de la petite enfance, l'inclusion des enfants handicapés et la violence à l'encontre des enfants

Principales stratégies de changement social et comportemental (CSC), réalisations et enseignements tirés de l'expérience

Résumé



Dates de l'activité
2020 à 2021



Durée de l'activité
18 mois



Budget
Inconnu

L'UNICEF Oman, de concert avec les ministères de l'éducation, de la santé et du développement social du Sultanat d'Oman, a soutenu la recherche formative afin d'éclairer le développement d'une stratégie de communication sur le changement social et comportemental pour trois domaines de programme : Développement intégré de la petite enfance (DPE), inclusion des enfants handicapés (EH) et violence contre les enfants (VCE). Une analyse documentaire complète a été réalisée pour fournir des informations sur ce qui est déjà connu dans ces domaines dans le contexte omanais. Avant d'élaborer la stratégie, des études qualitatives ont été

menées pour identifier les perceptions et les attitudes à l'égard du développement du jeune enfant, des enfants handicapés et de la violence à l'égard des enfants. L'UNICEF Oman propose au gouvernement d'Oman une stratégie intersectorielle de CSC et a formé un groupe de travail sur la CSC pour superviser et réaliser les activités de CSC prévues dans le plan de travail de la stratégie. Dans trois ministères, des indicateurs de changement social et comportemental ont été intégrés dans les systèmes de données administratives. L'UNICEF Oman soutient également le lancement de campagnes de masse avec le gouvernement d'Oman.

La mise en place de programmes de développement de la petite enfance est l'un des moyens les plus rentables de jeter les bases de la santé et de l'éducation des enfants afin d'accroître leurs compétences, leurs aptitudes et leur productivité. Le Développement Intégré de la Petite Enfance (DIPE) est essentiel pour que tous les enfants puissent réaliser leur plein potentiel. Les enfants privés de « soins nourriciers » adéquats (santé, nutrition, développement précoce, possibilités d'apprentissage, soins et protection) ont tendance à avoir des résultats cognitifs, linguistiques et psychosociaux plus faibles, ce qui se traduit par une baisse des résultats scolaires à l'école primaire. L'enquête en grappes à indicateurs multiples (MICS) effectuée en 2014 à Oman a montré que seuls 25 % des enfants de moins de cinq ans possèdent au moins trois livres pour enfants. Les enfants âgés de 36 à 59 mois dont le développement est en bonne voie dans au moins trois des quatre domaines (alphabétisation et calcul, physique, social et affectif, et apprentissage) représentent 68 % de la population.¹ Même si les services d'éducation de la petite enfance se sont rapidement développés à Oman ces dernières années, la participation aux programmes de développement de la petite enfance, en particulier dans les crèches et les garderies, reste relativement faible, malgré un engagement public fort et une reconnaissance généralisée de l'importance d'un bon départ dans la vie pour le développement social et économique. La majorité des services de

développement de la petite enfance, tels que les jardins d'enfants et les crèches, sont fournis par le secteur privé et tendent à être limités dans les zones reculées. Le taux d'inscription à l'EPE pour les enfants de 3 à 5 ans était de 50 % au cours de l'année scolaire 2017/2018.²

L'intégration des enfants handicapés dans les écoles maternelles est limitée.³ Conformément à une étude de recherche formative menée en 2019 sur les perceptions autour de l'inclusion, les parents d'enfants handicapés étaient préoccupés par le bien-être de leurs enfants à l'école, compte tenu de la stigmatisation et de la discrimination auxquelles leurs enfants pourraient être confrontés. Les parents en charge d'enfants non handicapés et les jeunes eux-mêmes ont exprimé des réserves quant aux avantages de l'intégration et ont décrit leur interaction avec les EH comme suscitant de la pitié ou de la gêne, certains allant même jusqu'à dire que les EH n'étaient « pas normaux ». Certains parents n'ont pas voulu que leurs enfants participent à des classes d'intégration avec des enfants atteints d'un handicap.⁴

La loi sur l'enfance de 2014 interdit la violence à l'égard des enfants dans tous les contextes, y compris à l'école. Toutefois, une proportion importante d'enfants et de jeunes sont exposés à la violence dans les écoles, les communautés et les familles. Les données récentes sur la prévalence étant limitées, il est difficile de mieux comprendre les nombreuses dimensions et l'étendue de ce problème.





Approche stratégique

L'UNICEF Oman collabore avec le groupe de gestion du programme (GGP) et le groupe de travail sur la communication pour le changement social et comportemental (CCSC), composé de fonctionnaires des ministères de l'information, de l'éducation, de la santé, du développement social ainsi que du Centre national pour les statistiques et l'information, à l'élaboration d'une stratégie visant à traiter le développement de la petite enfance, y compris les EH et la violence à l'égard des enfants. Un travail de recherche formative a été mené pour informer et guider la conception et la mise en œuvre de la stratégie, en commençant par une étude documentaire complète pour fournir des informations sur ce que l'on sait déjà de ces domaines dans le contexte omanais. Cette étude a mis en évidence d'autres domaines dans lesquels des informations manquaient, et ces lacunes ont également informé et guidé la recherche et l'élaboration d'un protocole de recherche qualitatif qui a mis l'accent sur les points suivants :

1. Mieux comprendre les connaissances et les pratiques liées au développement de la petite enfance et à l'éducation des enfants, à l'intégration des enfants handicapés et à la violence contre les enfants, et identifier les mythes et les croyances culturelles qui influencent les comportements des aidants familiaux.
2. Recenser les pratiques courantes associées au développement, à l'éducation et aux soins des enfants dans les premières années de leur vie et explorer les raisons des faibles taux d'allaitement maternel exclusif et de l'initiation précoce à l'alimentation complémentaire, ainsi que les facteurs qui contribuent à la résistance à l'allaitement maternel exclusif.
3. Examiner les perceptions de la communauté sur le DPE et obtenir une meilleure compréhension des perceptions de la scolarisation précoce.
4. Examiner les défis infrastructurels, sociaux et culturels liés à l'intégration des enfants handicapés.

Étudier les connaissances et les attitudes en matière de mesures disciplinaires positives, identifier les points d'entrée et les plateformes potentiels pour la mise en œuvre d'un programme de formation à l'intention des parents, et explorer les sources d'information crédibles en matière de développement de la petite enfance, d'intégration et de discipline positive.⁵

Un document stratégique a été mis au point sur la base des résultats de la recherche formative. Les objectifs principaux de la stratégie en matière de communication étaient les suivants :

1. Favoriser l'extension et le renforcement des interventions de DIPE et de l'éducation parentale positive à Oman.
2. Participer à l'acceptation, à l'extension et au renforcement de l'intégration des enfants handicapés dans le système éducatif.
3. Améliorer la sensibilisation des parents/ responsables d'enfants, des enseignants et des communautés et favoriser un environnement permettant d'éliminer et d'arrêter la violence à l'encontre des enfants dans les foyers et les écoles.



© UNICEF/Al Farsi



Approche stratégique

La planification des activités s'est faite à trois niveaux : politique, prestation de services et relations interpersonnelles. Les activités de plaidoyer et d'engagement de haut niveau ont été planifiées avec les hauts fonctionnaires, les décideurs et les médias. En ce qui concerne la prestation de services, les activités visaient à renforcer les capacités des prestataires de santé et des éducateurs en matière de développement intégré du jeune enfant, de communication interpersonnelle, de nutrition, d'éducation de la petite enfance et d'éveil précoce. De nombreuses activités au niveau interpersonnel ont été planifiées, notamment :

- La campagne nationale de communication sur le développement intégré du jeune enfant ciblant les personnes s'occupant d'enfants âgés de 0 à 8 ans, l'EVAC, et l'inclusion des EH ciblant les personnes s'occupant d'enfants âgés de 0 à 18 ans et les personnes d'influence.

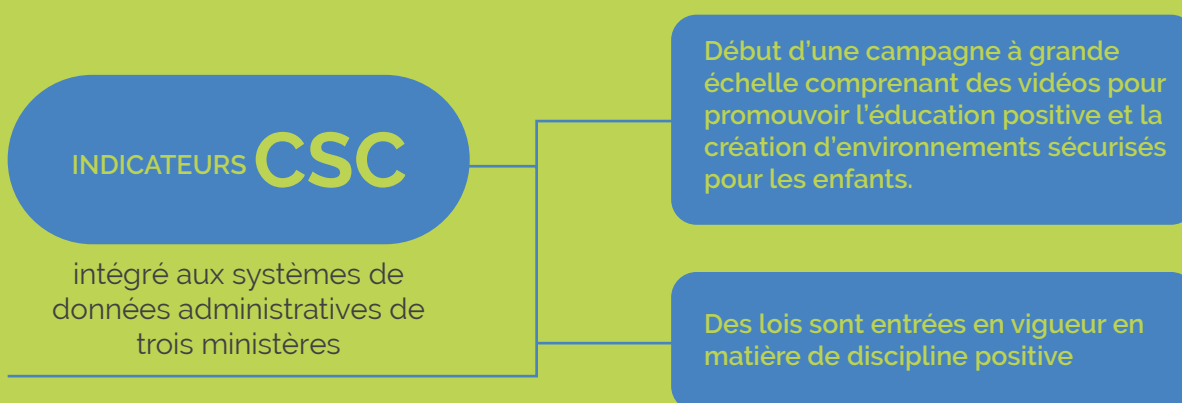
- La mobilisation sociale dans les zones prioritaires par l'identification et le renforcement des capacités des partenaires locaux et des ONG.
- Des activités de sensibilisation dans les écoles maternelles et les écoles.
- Célébration des journées internationales en rapport avec les DIPE, l'EVAC et les enfants handicapés.
- Engager les institutions religieuses dans la promotion du développement intégré du petit enfant, de la nutrition et de l'éducation préscolaire.
- Recherche, suivi et évaluation.
- Gestion et coordination.





Principales réalisations

- L'UNICEF Oman a mis en place une stratégie intersectorielle de CSC pour le gouvernement d'Oman.
- L'UNICEF Oman a constitué un groupe de travail CSC pour superviser et réaliser les activités CSC prévues dans le plan de travail de la stratégie.
- Dans trois ministères, des indicateurs de changement social et comportemental ont été intégrés dans les systèmes de données administratives.
- L'UNICEF Oman a conçu un programme de formation des formateurs sur la manière de conseiller les aidants familiaux en matière de développement intégré du jeune enfant et de nutrition, et a mis au point des aides à l'emploi et des outils numériques pour les prestataires de soins de santé.
- L'UNICEF Oman a apporté son soutien au lancement d'une campagne de masse (*Nos enfants, notre priorité*) avec le gouvernement d'Oman, comprenant des vidéos sur la parentalité positive et la création d'environnements sûrs pour les enfants.
- Des protocoles de nutrition et des pratiques en matière d'alimentation des enfants ont été élaborés et/ou mis à jour.
- Les manuels relatifs au traitement des cas de violence, de brimades et de cyber-intimidation signalés ont été mis à jour.
- Des actions de plaidoyer ont été organisées pour garantir l'ouverture de nouveaux établissements préscolaires inclusifs et pour assurer un enseignement préscolaire de qualité.
- Les lois relatives à la discipline positive ont été appliquées.
- Une action de formation a été menée auprès des médias pour souligner l'importance du DIPE et de la discipline positive pour l'avenir des enfants omanais.
- Des séances de renforcement des capacités ont été organisées pour former les coordonnateurs des ministères de la santé, de l'éducation et du développement social à communiquer avec les médias au sujet du DIPE, de l'EVAC et de l'inclusion.



Enseignements tirés

- 1 L'un des principaux défis a été de parvenir à ce que le groupe de travail CSC mette en œuvre les activités de la stratégie CSC. Une structure de gouvernance de plus haut niveau pourrait s'avérer nécessaire pour renforcer le mécanisme de mise en œuvre.

Recommandations

- 1 Recueillir davantage de données afin d'améliorer la stratégie.
- 2 Plaider pour que les différents secteurs ministériels intègrent davantage d'indicateurs sociaux dans leurs systèmes de données administratives.
- 3 Compléter la stratégie en y ajoutant des éléments relatifs à l'engagement et à la mobilisation des communautés (ces éléments étaient absents de la stratégie initiale).

Notes de fin

- 1 M&D Consulting, *Oman Social and Behaviour Change Communication Strategy 2021-2024*, UNICEF Oman, 2021.
- 2 Ibid.
- 3 Ibid.
- 4 M&D Consulting, « Formative Research to Support Development of a C4D Programme with the Aim of Enhancing Practices in IIECD, Protection from Violence and Inclusion of Children with Disabilities », 2019.
- 5 Ibid.

Des *Jornadas* sont organisées par l'UNICEF Venezuela afin de renforcer l'engagement communautaire en faveur de la protection de l'enfance

Principales stratégies de changement social et comportemental (CSC), réalisations et enseignements tirés de l'expérience

Résumé



Dates de l'activité
2019 à 2022



Durée de l'activité



Budget

En 2019, l'UNICEF Venezuela a pris l'initiative de travailler avec les communautés afin d'améliorer le contexte de protection de l'enfance qui était en déclin en raison de la crise socio-économique et de l'exode du pays. Des *Jornadas* (« Journeys » ou « Days with Children ») ont été mises en place par l'UNICEF en collaboration avec les partenaires d'exécution et les « co-concepteurs » de la communauté, dans le but de fournir des informations et des services indispensables aux communautés vulnérables, tels que l'eau et l'assainissement, la santé, la nutrition et l'éducation. Une formation appropriée a été dispensée aux partenaires d'exécution et aux

professionnels de santé des communautés sur les droits de l'enfant, la protection de l'enfance, l'hygiène, la nutrition et d'autres services de santé indispensables. Les enquêtes menées auprès des foyers ont servi à obtenir des retours des *Jornadas* pour améliorer le programme. Dans les États de Táchira, Bolivar, Zulia et Miranda, dix-neuf *Jornadas* ont été organisées en 2019. Un montant total de 140 748 dollars US a été investi par les bureaux de l'État et 21 619 individus en ont bénéficié, parmi lesquels 11 958 garçons, filles, adolescents et femmes. Les *Jornadas* ont contribué à renforcer la qualité des services par la formation des prestataires de services.



Contexte

En 2019, le Venezuela était confronté à une grave crise socio-économique qui avait un impact direct sur les enfants. L'approvisionnement en eau a été perturbé par des pannes de courant, ce qui a entraîné des pénuries de carburant et de gaz de cuisson à travers tout le pays. La crise a eu des répercussions sur l'hygiène, la santé, la nutrition et l'éducation, conduisant à un risque accru de maladies diarrhéiques évitables par vaccination ; la production et la consommation de nourriture en ont été affectées, ce qui a favorisé l'absentéisme et l'abandon scolaire. Cette détérioration rapide d'un environnement protecteur a exposé les enfants à la séparation familiale, à la violence fondée sur le genre, au trafic, au travail, à la maltraitance et à l'exploitation sexuelle, qui touche principalement les femmes et les filles, et les expose aux pires formes de travail des enfants. Selon les estimations, 1,3 million d'enfants et d'adolescents ont besoin de services de protection, alors que plus d'un million d'enfants ne sont pas inscrits à l'école. Lors de cette même année, de nombreux Vénézuéliens (y compris des travailleurs qualifiés dans des zones critiques) ont émigré vers les pays voisins. La survie des ménages a été impactée par la crise structurelle dans le pays, ce qui a entraîné des problèmes urgents pour le pays.





Approche stratégique

Afin de satisfaire les besoins essentiels des enfants et des populations vulnérables, l'équipe C4D de l'UNICEF Venezuela, en partenariat avec un groupe d'alliés, a organisé 19 *Jornadas* dans quatre États prioritaires (Bolívar, Táchira, Zulia et Miranda), offrant ainsi des services indispensables à ces communautés.¹ La première étape a consisté à mobiliser les différents domaines de programme au sein du bureau de pays à travailler ensemble (y compris à la mise en commun des ressources), à réunir les partenaires et à déterminer les priorités d'intervention géographique. Par la suite, l'UNICEF Venezuela a mis en place des rencontres avec des responsables communautaires afin de repérer les difficultés particulières auxquelles font face les enfants et leurs réalisations pour répondre aux besoins de la communauté. Grâce à cette forme d'écoute active, l'équipe de l'UNICEF a pu acquérir des connaissances de la communauté et comprendre leurs méthodes de travail afin d'obtenir des résultats concrets. Les réunions ont également permis de mettre en évidence d'autres problématiques sociales qui n'étaient pas encore couvertes par l'UNICEF (comme le problème des poux chez les garçons et les filles et l'impact sur leur estime de soi). Des partenariats ont été établis avec différents prestataires de services afin de satisfaire les exigences de chaque communauté. Au total, 53 organisations ont été impliquées lors des *Jornadas*. Ce groupe était constitué d'organismes gouvernementaux, d'ONG, de fondations et de différentes organisations du secteur privé disposant de programmes de responsabilité sociale des entreprises. Les individus concernés, notamment ceux des communautés choisies, ont reçu une formation afin d'accueillir leur communauté avec cordialité tout en les écoutant et en favorisant un dialogue qui renforcerait les liens de confiance et d'amitié.

La conception et la mise en place des *Jornadas* ont été la quatrième étape du processus de réponse de l'UNICEF. La communauté a sélectionné des zones centralisées pour les *Jornadas* afin de faciliter l'accès à toute personne intéressée à participer. Avant chaque service (comme la vaccination, la formation, le soutien psychologique ou juridique) ou la distribution de produits (comme les comprimés de traitement de l'eau, le savon, les

micronutriments et les vermifuges), chaque groupe recevait des messages qui encourageaient les gestes d'économie tels que le lavage des mains et une attitude positive envers les parents. Le programme des activités de la journée comprenait :

- Conseils concernant la préservation et les droits des enfants.
- Analyses nutritionnelles destinées aux enfants de moins de cinq ans
- Vaccins destinés aux enfants et aux adolescents
- Distribution d'eau et de produits d'hygiène.
- Activités ludiques pour les enfants grâce à un ensemble de loisirs offert par l'UNICEF.
- Un atelier sur la prévention de la grossesse chez les adolescentes.
- Atelier sur la prévention de la violence sexuelle à l'égard des enfants.
- Un atelier portant sur les écoles en tant que endroit sûr et sécurisé.
- services pour enfants
- Ateliers de formation sur comment se laver les mains
- prestations de coiffure

La cinquième et dernière étape de l'activité *Jornadas* a été l'évaluation des sessions qui ont été organisées. L'évaluation incluait des enquêtes auprès des foyers et des études sur la responsabilité envers les personnes affectées (AAP), qui évaluaient le niveau de satisfaction et d'autres besoins apparents des participants, et enregistraient les enseignements tirés qui pourraient être améliorés lors des *Jornadas* ultérieures. Tous les alliés ont participé à une réunion afin d'analyser les données des enquêtes et de mettre en évidence les aspects à améliorer lors de la prochaine *Jornada*. Cette évaluation a conduit à la création d'un rapport qui a été transmis aux alliés et aux collectivités.



Principales réalisations

1. En 2019, l'UNICEF Venezuela a organisé 19 *Jornadas* dans les États prioritaires. Chaque bureau de Táchira, Bolivar, Zulia et Miranda a participé et a investi un montant total de 140 748 dollars US.
2. Les *Jornadas* ont bénéficié à vingt et un mille six cent dix-neuf individus, parmi lesquels 11 958 garçons, filles, adolescents et femmes.
3. Cette initiative a rassemblé toutes les éléments indispensables à la transformation sociale et à la modification durable des comportements.
4. Les *Jornadas* ont contribué à renforcer la qualité des services par la formation des prestataires de services.
5. Les *Jornadas* ont contribué à améliorer la durabilité par l'implication des décideurs publics et la promotion dans les médias.
6. Les *Jornadas* ont suscité l'intérêt pour une initiative similaire au moyen d'un navire offrant des services aux communautés de l'État du Delta Amacuro qui sont isolées. Situé à l'extrême est du pays, le Delta Amacuro Statis abrite une population très vulnérable. Le Ministère du Pouvoir de la Santé Populaire (MPPS) supervise l'opération du navire-hôpital et bénéficie de l'appui technique de l'UNICEF Venezuela, notamment du Bureau de terrain situé dans l'État de Bolivar.
7. L'UNICEF Venezuela a instauré des moyens de communication par courrier électronique et par téléphone afin de recevoir des informations plus rapidement des populations touchées, ce qui a favorisé une amélioration plus rapide des services.

Au total, les administrations publiques ont investi

US\$140,748

19 JORNADAS

réalisé dans quatre pays prioritaires.

21,619

Cela a été bénéfique pour différentes personnes

11,958

y compris les garçons, les filles, les adolescents et les femmes.



© UNICEF/Venezuela/2022/Parraga



Enseignements tirés

- 1** Il est important d'orienter la planification des programmes ou des activités vers la collectivité. L'implication de la communauté dans le processus de conception a assuré un engagement communautaire plus élevé.
- 2** Le lieu parfait pour célébrer une *Jornada* est l'endroit où la communauté se réunit généralement (comme les écoles, les églises, les gares routières). Une *Jornada* s'est tenue à une époque dans le parking d'une fromagerie.
- 3** Il est essentiel de rendre l'environnement de la *Jornada* attractif afin de séduire toute la communauté.
- 4** Les tableaux, les jeux pour enfants et les animateurs qui offrent des renseignements sur les thèmes choisis par les communautés constituent des sources idéales pour encourager la modification des connaissances, des attitudes et des comportements.
- 5** Le suivi et le plaidoyer jouent un rôle crucial dans la réussite des *Jornadas*. Les participants aux *Jornadas* ont été interrogés sur la qualité des services et leurs droits leur ont été rappelés dans le but d'améliorer constamment la qualité des activités et de défendre leurs droits.



Recommandations

- 1** Organiser des débats internes au sein de l'UNICEF avec toutes les parties concernées concernant la contribution et la participation aux *Jornadas*. La planification a été effectuée en collaboration avec les domaines de programmation, où chaque partie prenante a contribué proportionnellement aux ressources disponibles pour les actions communautaires. Ces discussions ont guidé le choix des communautés prioritaires, l'analyse des situations où se situaient les territoires concernés par le domaine de programmation et ont facilité la coordination des actions.
- 2** Garantir l'adaptation de la planification des activités. Dans certaines situations, les initiatives offertes par l'UNICEF et ses partenaires à l'échelle nationale ne répondaient pas aux attentes des communautés. Par la suite, le plan de l'UNICEF a été modifié et la quête d'alliés locaux a été définie en se fondant sur les dialogues établis avec les communautés.

Notes de fin

- 1** Cinquante-trois partenaires ont été impliqués, notamment des gouvernements des États et des municipalités, des agences des Nations unies (FNUAP, OIM), le secteur privé (*Peluquería Salvador, Coramodio, Venamcham*), des fondations (FUNDANAMO) et des ONG (AVESA, Red de Casas Don Bosco, HIAS).



L'UNICEF lance une initiative visant à améliorer la mesure et la programmation des normes sociales

Principales stratégies visant à favoriser le changement social et comportemental (CSC), réalisations et enseignements tirés de l'expérience

Résumé



Dates de l'activité
Décembre
2019-janvier 2023



Durée de l'activité
3 ans



Budget
Indisponible

De l'avis de la section Protection de l'enfance de l'UNICEF, la promotion de normes sociales positives est désormais largement reconnue comme une stratégie clé permettant d'œuvrer dans le sens de l'élimination des pratiques néfastes (par exemple, la violence contre les enfants) et l'amélioration des pratiques de soins. Toutefois, les informations solides sur la manière dont les normes motivent l'action parmi les différents vecteurs comportementaux restent limitées, ce qui empêche les responsables d'exécution des programmes de présenter des preuves tangibles du changement. De même, il existe peu d'outils éprouvés sur le terrain pour mesurer l'évolution de ces facteurs et des normes sociales qui s'y rapportent, ce qui réduit la capacité à mesurer ces changements. La mesure de l'évolution des normes sociales et comportementales est une priorité de l'UNICEF qui sous-tend

l'élaboration de programmes de changement social et comportemental (CSC) fondés sur des données probantes, afin de renforcer à la fois sa programmation et les capacités de l'ensemble du secteur. Une série d'études pluriannuelles utilisant des méthodes mixtes comprenant des enquêtes auprès de la population, des recherches qualitatives anthropologiques et des observations sur le terrain sur différents sujets liés à la protection de l'enfance ont été menées dans neuf pays. Elles ont abouti à l'élaboration d'outils de recherche et de guides validés pour mesurer le changement des normes sociales et comportementales. Elles ont également permis d'obtenir des résultats d'études menées dans le domaine de la discipline de l'enfant : mariage des enfants, violence sexuelle, violence entre partenaires intimes, travail des enfants, mutilations génitales féminines, alimentation des enfants et xénophobie.



Contexte

La question de la mesure des normes sociales et comportementales est particulièrement vital lorsqu'il est nécessaire d'étudier les normes discriminatoires et les déterminants sociaux qui sont à l'origine de pratiques néfastes perpétuées de génération en génération, telles que le mariage des enfants, les grossesses chez les adolescentes, les mutilations génitales féminines (MGF), le travail des enfants, la violence et le manque d'éducation. Ces pratiques sont soutenues par un ensemble complexe de facteurs sociaux et comportementaux qui existent au niveau individuel (attitudes, croyances, action), au niveau du groupe (dynamique communautaire, influences sociales, normes) et au sein d'un environnement plus large (entités gouvernementales, obstacles structurels).

Un nombre important de bureaux de pays de l'UNICEF dans toutes les régions ont exprimé le besoin de conseils et d'outils novateurs et accessibles pouvant fournir des moyens programmatiques et concrets de planification, de

mise en œuvre et de suivi des progrès tout en reconnaissant la complexité du comportement humain à plusieurs niveaux (c'est-à-dire en faisant le lien entre les théories complexes et la réalité du terrain). Pour apporter un appui aux bureaux nationaux, le siège de l'UNICEF a investi dans le développement d'une approche conceptuelle et programmatique renforcée pour mesurer les changements sociaux et comportementaux positifs, notamment en lançant afin d'élaborer un ensemble d'outils de suivi axés sur les changements sociaux et comportementaux. *L'Initiative interrégionale visant un changement des normes sociales sur les pratiques néfastes* afin d'élaborer un ensemble d'outils de suivi axés sur les changements comportementaux. Cette initiative avait pour objectif de ne plus s'appuyer sur des données de prévalence de base et des preuves anecdotiques, mais de permettre une meilleure compréhension des raisons pour lesquelles les gens agissent d'une certaine manière et de donner une valeur concrète sur les vecteurs sociaux et comportementaux.



Approche stratégique

Sur la base des travaux entrepris en 2015 par le Bureau régional de l'UNICEF pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre (WCARO) pour mesurer les normes sociales liées à la protection de l'enfance au Sénégal, les équipes de l'UNICEF chargées du changement social et comportemental (CSC) et de la protection de l'enfance au sein du Bureau régional pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord (MENARO) se sont associées au siège de l'UNICEF et à neuf bureaux de pays (Djibouti, Liban, Jordanie, Mozambique, Sénégal, Sierra Leone, Soudan, Yémen et Zimbabwe) pour élaborer un ensemble d'outils de suivi axés sur le changement social et comportemental autour du mariage des enfants, des MGF et de la discipline violente. En décembre 2019, Ipsos (un cabinet international spécialisé dans les études de marché) a été chargée par l'équipe CSC du Bureau régional pour le Moyen-Orient et l'Afrique d Nord (MENARO) de l'UNICEF de concevoir :

- Un cadre conceptuel sur les moteurs du CSC qui sert de base théorique à d'autres outils ;
- Un guide pratique pour la programmation des normes sociales ; et



- Une boîte à outils de suivi sur les vecteurs sociaux et comportementaux des questions liées à la protection de l'enfance, comprenant a) des indicateurs pour les vecteurs du mariage des enfants, de la discipline de l'enfant et des MGF ; b) des questionnaires sur le mariage des enfants, la discipline de l'enfant et les MGF, en anglais, arabe et français, conçus pour être administrés aux personnes s'occupant d'enfants ; c) des instruments qualitatifs (guides pour les discussions de groupe et les entretiens avec les personnes-ressources) ; et d) un outil d'orientation sur l'utilisation de la boîte à outils, y compris l'articulation entre la recherche qualitative et quantitative, et l'adaptation des questionnaires à des contextes spécifiques.
- Publier les résultats des recherches et une sélection d'idées programmatiques basées sur les résultats des études en vue de leur intégration dans les bureaux de pays de l'UNICEF.

Ipsos a procédé à une étude documentaire qui a servi de base à l'élaboration des outils et des conseils, et a eu recours à des tests cognitifs et pilotes pour s'assurer que les outils étaient valides, appropriés et faciles à utiliser. L'équipe de l'étude a principalement ciblé les aidants familiaux âgés de 18 à 49 ans dans des zones géographiques et/ou des groupes sociodémographiques spécifiques afin de comprendre les normes sociales relatives aux questions clés sélectionnées en matière de protection de l'enfance. Dans la plupart des cas, l'équipe d'Ipsos a eu recours à la méthodologie CAPI (Computer-Aided In-Person Interviewing) pour collecter des données sur des tablettes et des téléphones, ce qui présentait de nombreux avantages par rapport aux méthodes traditionnelles de type stylo-papier, notamment la logique intégrée, le GPS, les contrôles de validité/cohérence et la réduction du traitement des données. Concernant l'aspect qualitatif, des observations sur le terrain et des études anthropologiques ont été menées dans des zones sélectionnées des pays identifiés.



Principales réalisations

- Ipsos, en collaboration avec les équipes CSC de l'UNICEF au niveau régional, a mené à bien des études sur les méthodes mixtes dans les neuf pays participants, ce qui aide actuellement à l'élaboration d'outils et de guides de recherche testés et validés sur le terrain pour le suivi des programmes et les enquêtes de population, afin de mesurer le changement des normes sociales et comportementales.
- Plusieurs bureaux de pays de l'UNICEF dans les trois régions souhaitent à présent mener des enquêtes sur ces sujets (mariage des enfants, discipline de l'enfant et MGF), ainsi que sur d'autres sujets liés à la protection de l'enfance, tels que la violence sexuelle, la violence domestique, le travail des enfants et la xénophobie, en suivant la même approche.
- Un atelier de l'UNICEF sur les enquêtes comportementales s'est tenu à Dubaï, aux Émirats arabes unis, du 6 au 10 février 2023, afin d'identifier la voie à suivre en matière de mesure, de recherche et de données probantes dans ce domaine. Il visait notamment à examiner et à discuter des résultats des enquêtes et des perspectives programmatiques avec le personnel des pays participants, à identifier les moyens d'utiliser les résultats de la recherche et

les conclusions de l'atelier pour renforcer les programmes, et à définir les prochaines étapes pour le plaidoyer et la diffusion auprès des décideurs politiques et des principales parties prenantes.

Neuf pays ont mené une série d'études pluriannuelles utilisant des méthodes mixtes

Les études ont essentiellement porté sur

LES AIDANTS FAMILIAUX
AGÉS DE
18 À 49
ANS

pour comprendre les normes sociales autour de certaines questions principales relatives à la protection de l'enfance.



Enseignements tirés

- 1 Réaliser une recherche formative** : Lorsque les objectifs du programme commencent à poindre, la recherche formative (souvent qualitative) est essentielle pour garantir l'utilité du suivi des indicateurs.
- 2 Simplifier les instruments d'enquête** : Des instruments d'enquête plus courts réduiront la fatigue liée à l'enquête et amélioreront l'expérience des répondants.
- 3 Mener un projet pilote formel** : La période pilote formelle pour chaque instrument d'enquête (n=90 pour la plupart) était essentielle non seulement pour finaliser le questionnaire, mais aussi pour s'assurer que l'enquêteur connaît la conception de l'étude et les plans de travail sur le terrain, et qu'il est à l'aise avec les sujets délicats et les formulations spécifiques pour mesurer les concepts difficiles. Cette phase est également essentielle pour finaliser les processus d'assurance qualité personnalisés.
- 4 Adopter des processus de consentement éclairé centrés sur les participants** : La collecte de données auprès de personnes résidant dans des zones touchées par la fragilité, les conflits et la violence est essentielle pour comprendre leur vie et améliorer les conditions des communautés ; cependant, ces mêmes défis environnementaux ont également un impact significatif sur la collecte de ces données. L'application d'un processus de consentement éclairé conventionnel requis par les institutions (par exemple, un document signé) peut donner lieu à des obstacles à la participation de certaines populations (par exemple, un faible niveau d'alphabétisation, une grande méfiance à l'égard de l'autorité perçue), ce qui conduit à des données qui représentent de manière inexacte les populations visées. Une compréhension approfondie de la population cible et du contexte de l'étude est essentielle, ce qui nécessite l'implication d'experts locaux ayant une grande expérience de l'éthique de la recherche et des besoins de la communauté.
- 5 Réaliser une étude de suivi** : L'étude qualitative de suivi peut permettre de questionner des résultats quantitatifs apparemment contradictoires et de déterminer dans quelle mesure la collecte de données quantitatives a pu être entachée d'un biais de désirabilité sociale.





Recommandations

- 1** Continuer à affiner les outils et les guides pour qu'ils soient plus complets et plus avancés, orientés vers le terrain et conviviaux.
- 2** Mener des analyses supplémentaires axées sur les contradictions et sur ce qu'elles nous apprennent sur les personnes (par exemple, l'écart entre l'intention et l'action, les préjugés, les normes) ou sur les mécanismes de collecte (séquençage, messages-guides, etc.).
- 3** Guider la planification, le suivi et l'évaluation de l'UNICEF sur les outils et méthodologies nouvellement élaborées.
- 4** Mobiliser les collègues chargés de la planification, du suivi et de l'évaluation dans les bureaux de pays participants en tant que partenaires pour aider à traduire les données.
- 5** Mener des actions de plaidoyer en interne pour que les autres secteurs s'approprient davantage les outils, les méthodologies et les données du CSC.
- 6** Plaider en faveur de l'utilisation des données relatives au CSC à différents niveaux au sein de l'UNICEF.
- 7** Le siège de l'UNICEF devrait évaluer le coût séparé des composantes qualitatives et quantitatives de la recherche dans le cadre de l'étude et élaborer un outil de calcul des coûts succinct qui porte sur la mise en œuvre complète (y compris la rédaction du rapport, la traduction, etc.).
- 8** Les bureaux régionaux et le siège de l'UNICEF devraient créer une banque minimale d'indicateurs que les pays peuvent utiliser.
- 9** Le siège de l'UNICEF devrait apporter son appui à l'élaboration de stratégies nationales de collecte de données afin d'obtenir des données plus rapidement.
- 10** Examiner la façon dont des outils rapides tels que U-Report et les évaluations communautaires rapides peuvent servir à la collecte de données et à la mobilisation sociale.
- 11** Orienter les entités de recherche des accords à long terme (LTA) de l'UNICEF sur le modèle des facteurs comportementaux et les nouveaux outils et méthodologies de changement social et comportemental.



L'UNICEF Niger soutient l'autonomisation des filles et des jeunes par le biais d'une plateforme de renforcement des compétences et de centres communautaires

Principales stratégies de changement social et comportemental (CSC), réalisations et enseignements tirés de l'expérience

Résumé



Dates de l'activité

De janvier à
décembre 2022



Durée de l'activité

12 mois



Budget

655 327 USD

Dans le cadre du programme de pays 2019 - 2021 de l'UNICEF, l'UNICEF Niger a soutenu des opérations de changement social et comportemental pour les jeunes et les adolescents, notamment les activités visant à modifier les normes sociales préjudiciables aux filles et aux jeunes mères (par exemple, les mariages arrangés). L'UNICEF Niger a développé une plateforme de cartographie numérique, installée sur le serveur du ministère de la Jeunesse et des Sports, qui a facilité l'enregistrement de 5 315 associations de jeunes dans huit régions. L'équipe de l'UNICEF Niger a mis en place 11 centres de connectivité équipés de 21 ordinateurs portables et de 22 ordinateurs de bureau, ce qui a permis aux adolescents et aux jeunes de renforcer leurs capacités et leurs compétences et

de créer ensemble des innovations sociales afin de renforcer l'auto-efficacité, de modifier les normes sociales et de genre négatives et de contribuer à un changement positif dans leurs communautés. Une approche communautaire nationale, appelée « Niya Da Alkaweli » (Amour et promesse), basée sur 16 normes et standards d'engagement communautaire de qualité, a également été mise en œuvre dans quatre régions. Environ 2 200 adolescents et jeunes (986 filles et femmes) issus de 948 villages des quatre régions ont été formés à la réalisation de profils communautaires, à l'analyse des causes, à la résolution de problèmes en groupe et à l'animation d'évaluations communautaires, ainsi qu'aux dialogues et à la planification de projets d'engagement communautaire menées par des jeunes.

En 2022, le Niger comptait 26,2 millions d'habitants, dont 47 % avaient moins de 14 ans.¹ Une majorité (83 %) de la population vit dans des zones rurales.² Les relations patriarcales et hiérarchiques entre les sexes sont la norme dans les sept régions du pays. Les femmes et les jeunes sont peu impliqués dans les décisions familiales, ce qui limite leur accès aux services sociaux et économiques, nuit à leur survie et à leur développement et affecte leur capacité à s'adapter aux crises et aux chocs.³

Le Niger affiche l'un des plus forts taux de mariages d'enfants au monde. Au moins 85 % des femmes âgées de 20 à 24 ans dans les zones rurales étaient mariées avant l'âge de 18 ans, contre 43 % dans les zones urbaines.^{4,5} D'après les estimations, 28 % des filles sont mariées avant l'âge de 15 ans. Le mariage des enfants s'explique par l'inégalité entre les sexes et la croyance que les femmes et les filles sont inférieures aux hommes et aux garçons. Les normes culturelles confèrent aux filles mariées un certain niveau de respect au sein de la société, qu'elles ne pourraient pas obtenir si elles n'étaient pas mariées.⁶ Dans le cadre du programme de pays de l'UNICEF pour la période 2019 - 2021, l'UNICEF Niger, a soutenu des opérations de

changement social et comportemental pour les jeunes et les adolescents, y compris des activités visant à modifier les normes sociales préjudiciables aux filles et aux jeunes mères, par exemple, les mariages arrangés. L'UNICEF a soutenu l'engagement civique des jeunes et des adolescents par l'autonomisation et la participation dans des espaces inclusifs et accessibles garantissant la prise en compte et l'écoute des adolescents et des jeunes (notamment des plus vulnérables).

Depuis 2021, les problèmes de sécurité au Niger ont provoqué le déplacement de plus de 3,7 millions de personnes (dont deux millions d'enfants), aggravé la pauvreté, augmenté l'insécurité alimentaire et créé une baisse d'opportunités pour les jeunes. En mai 2022, 759 écoles primaires et 34 écoles secondaires ont été fermées dans tout le pays en raison de la situation sécuritaire, affectant plus de 68 000 enfants, dont 48 % de filles.⁷ Seules 27 % des femmes de 15 à 19 ans sont alphabétisées, contre 50 % des garçons de la même tranche d'âge.⁸ De nombreuses filles abandonnent l'école ou en sont exclues en raison de l'insécurité du milieu scolaire, ce qui les expose davantage au risque d'un mariage précoce en raison d'options alternatives limitées.⁹





Approche stratégique

En 2022, l'UNICEF Niger a lancé un mouvement de jeunesse inclusif pour soutenir les priorités programmatiques, notamment la promotion de normes sociales et de genre positives, l'action climatique, la promotion de la paix et de la cohésion sociale, et la création d'une demande pour les services sociaux de base (par exemple, la vaccination, l'entrepreneuriat). Pour soutenir ce mouvement de jeunes, l'UNICEF Niger a développé une plateforme de cartographie numérique, installée sur le serveur du ministère de la Jeunesse et des Sports, qui a facilité l'enregistrement de 5 315 associations de jeunes dans huit régions.

L'équipe de l'UNICEF Niger a mis en place 11 centres de connectivité équipés de 21 ordinateurs portables et de 22 ordinateurs de bureau. Les centres de connectivité sont des espaces où les adolescents et les jeunes peuvent renforcer leurs capacités et leurs compétences (par exemple, l'entrepreneuriat, le plaidoyer, le leadership, la gestion non violente des conflits), réfléchir à des questions pertinentes, s'engager dans la prise de décision avec d'autres, et créant ensemble des innovations sociales pour améliorer l'auto-efficacité, modifier les normes sociales et de genre négatives et contribuer à un changement positif dans leurs communautés. En 2022, une approche communautaire nationale, *Niya Da Alkaweli* (Amour et promesse), basée sur 16 normes et standards d'engagement communautaire de qualité, a également été mise en œuvre dans quatre régions (Maradi, Zinder, Diffa et Tahoua). Près de 2 200 adolescents et jeunes (986 filles et femmes) issus de 948 villages des quatre régions ont été formés à la réalisation de profils communautaires, à l'analyse des causes, à la résolution de problèmes en groupe et à l'animation d'évaluations communautaires, ainsi qu'aux dialogues et à la planification de projets d'engagement communautaire menés par des jeunes.

Depuis 2017, le Niger organise une conférence de cinq jours appelée « Forum national pour l'autonomisation des femmes et des jeunes » (FONAF), une plateforme permettant de présenter et d'étendre l'expérience et les compétences des filles. Les autorités régionales, les représentants

d'ONU Femmes, les jeunes entrepreneurs de toutes les régions du Niger et plus de 500 exposants (par exemple, une entreprise de teinture végétale, une entreprise de purée de tomates et un vendeur d'épices local) participent à ce forum. En 2022, l'UNICEF a soutenu l'autonomisation des jeunes filles par le renforcement de leurs capacités dans le domaine de la transformation agroalimentaire, pour leur permettre de développer leur entreprise et de former leurs pairs. Lors du 6ème FONAF en 2022, des jeunes filles ayant reçu une formation lors du 5ème forum en 2021 ont partagé leur parcours de transformation. Les femmes ont fait part de leurs difficultés à commercialiser les produits locaux et ont pu discuter des solutions et des stratégies avec les décideurs. Elles ont également reçu le soutien et les conseils des filles de la cohorte de 2021. Par exemple, dans les zones rurales, les ménages disposent de jardins potagers utilisés pour leur subsistance quotidienne, mais la plupart des gens ne possèdent pas de réfrigérateur. Les jeunes ayant reçu une formation ont eu l'idée d'apprendre aux jeunes filles à transformer et à conserver les tomates en purée ou pelées afin d'éviter le gaspillage et de leur permettre de conserver leurs produits pendant 20 mois sans avoir besoin de réfrigérateur, d'économiser de l'argent et de préserver l'environnement en même temps.

Au niveau national, l'UNICEF Niger a soutenu le développement participatif et la validation de la politique nationale de la jeunesse et du plan opérationnel à travers un atelier de validation. Au niveau institutionnel, le bureau national de l'UNICEF a soutenu la création et l'opérationnalisation de 13 cadres pour guider la coordination des activités pour et avec les jeunes et les adolescents (y compris les handicapés) et le suivi mis en œuvre par les mouvements de jeunesse. Le Niger a également soutenu le renforcement des capacités des autorités locales et des communautés (y compris les chefs religieux, les médias locaux et les ONG locales) afin de créer un environnement propice au dialogue intergénérationnel, à la participation et à l'engagement des adolescents et des jeunes dans la vie communautaire, et d'accroître la responsabilité sociale et la cohésion sociale.



Principales réalisations

- Au moins 5 315 associations de jeunesse et de sport ont été enregistrées sur la plateforme de cartographie numérique qui reste fonctionnelle sur le serveur du ministère de la Jeunesse.
- L'UNICEF a soutenu 303 associations œuvrant à la promotion de la citoyenneté, de la culture de la paix et de leadership chez les jeunes.
- Grâce au soutien de l'UNICEF, 15 586 filles et garçons ont participé au développement des compétences, à l'autonomisation, à l'engagement civique et/ou à la formation à l'emploi menés par le ministère de la Jeunesse avec le soutien de l'UNICEF. Au moins 6 395 jeunes (dont 35 % de filles) ont été formés aux techniques de sensibilisation, au leadership, à la vie associative ainsi qu'à la prévention et à la gestion des conflits par le biais des associations.
- Plus de 7 000 jeunes et adolescents (dont 30 % de filles) ont acquis diverses compétences sous la direction du ministère de la Jeunesse.
- 360 personnes (femmes, jeunes, chefs religieux et traditionnels, représentants élus, réfugiés et personnes handicapées) ont déclaré avoir développé la capacité d'organiser des débats et des dialogues communautaires.
- Le soutien de l'UNICEF au FONAF a contribué à l'autonomisation des jeunes femmes et des filles, à la reconnaissance de leur valeur au sein des communautés et à la promotion de l'autonomie et de l'auto-efficacité des femmes et des filles. 237 jeunes filles ont été formées spécifiquement à l'agro-industrie et à la teinture végétale.
- L'UNICEF a soutenu 32 sessions de formation pour les jeunes et les adolescents dans le domaine de la comptabilité simplifiée et de l'alphabétisation en collaboration avec les directions régionales de la jeunesse. 47 filles ont suivi avec succès les cours d'alphabétisation et de comptabilité de base. Sur les 47 filles, 30 des villages de Gaffati, Koleram, Jirataoua et Doguerawa ont activement commercialisé leurs produits.
- Le modèle d'entrepreneuriat des jeunes a renforcé l'engagement citoyen et motivé les décideurs à soutenir le financement des micro, petites et moyennes entreprises au Niger.
- 13 cadres de coordination et de responsabilité ont été élaborés conjointement avec les jeunes au niveau municipal, ce qui renforce la culture d'intégration de la voix des jeunes et des adolescents dans la gouvernance locale.
- L'UNICEF a soutenu l'élaboration et la validation de la politique nationale de la jeunesse et du plan d'action par le biais d'un atelier de validation.

5,315

associations de jeunesse et de sport ont été enregistrées sur la plateforme de cartographie numérique

7,000+

jeunes et adolescents ont participé à des formations de développement des compétences

237

jeunes filles ont été formées spécifiquement à l'agro-industrie



Enseignements tirés

- 1** L'entrepreneuriat des jeunes peut être un levier important pour le changement, notamment chez les jeunes femmes.
- 2** Grâce au soutien de l'UNICEF au FONAF, l'intérêt des filles pour l'entrepreneuriat s'est accru, nombre d'entre elles créent et gèrent avec succès des micro-entreprises au Niger et changent la dynamique du pouvoir au sein de leur famille et de la communauté.
- 3** Les filles qui participent à des activités entrepreneuriales sont considérées comme des modèles par leurs pairs et peuvent partager leur expérience avec les communautés voisines.
- 4** L'autonomisation économique des filles peut constituer un levier pour l'abandon des pratiques néfastes telles que le mariage des enfants et la violence basée sur le genre, les parents qui valorisent la productivité d'une fille lui permettront de retarder son mariage.
- 5** Les formations ont permis de créer une masse critique de jeunes et d'adolescents ayant la capacité d'agir en tant que leaders et de contribuer à la transformation des normes sociales et de genre dans leurs communautés.
- 6** L'établissement de cadres de coordination au niveau municipal, conçus avec et pour les jeunes, a renforcé la culture d'inclusion des voix des adolescents et des jeunes dans la prise de décision et le développement communautaire.



© UNICEF/Islamane



Recommandations

- 1** Le Ministère de la Jeunesse devrait accorder la priorité à la mise en application de la politique nationale de la jeunesse et du plan d'action.
- 2** Le Ministère de la Jeunesse devrait promouvoir la plateforme de cartographie numérique pour augmenter le nombre de jeunes et d'associations de jeunes enregistrés afin d'accélérer le développement d'un mouvement social mené par les jeunes pour un changement social et comportemental.
- 3** Le Ministère de la Jeunesse devrait renforcer les initiatives ou les politiques axées sur la fourniture aux jeunes femmes entrepreneurs des communautés rurales d'un accès au crédit, à la formation professionnelle et à l'alphabétisation, en collaboration avec d'autres secteurs concernés.
- 4** Le Ministère du Commerce et de l'Industrie devrait promouvoir la consommation locale afin de stimuler les ventes et la rentabilité des jeunes femmes entrepreneurs.
- 5** Le ministère du Commerce et de l'Industrie doit faciliter les opportunités de financement pour les start-ups et les petites et moyennes entreprises et les rendre accessibles aux jeunes femmes entrepreneurs.
- 6** Le Ministère du Commerce et de l'Industrie devrait soutenir davantage les jeunes femmes entrepreneures à travers des politiques publiques agricoles et entrepreneuriales au niveau institutionnel (par exemple, la suppression ou la réduction de la taxe professionnelle pour les cinq premières années d'activité), et par la création de voies d'accès pour les jeunes entrepreneurs à l'expertise, aux ressources et à l'aide locales appropriées.
- 7** Le Ministère du Commerce et de l'Industrie devrait intégrer l'utilisation de plateformes numériques/de TIC et privilégier la transformation numérique dans la stratégie et le développement des entreprises. Une cartographie numérique des initiatives peut contribuer à l'amélioration de la visibilité et l'influence des politiques publiques en faveur de l'entrepreneuriat des filles.



Notes de fin

- 1 Département des affaires économiques et sociales des Nations unies, Perspectives de la population mondiale 2019, <<https://population.un.org/wpp>>
- 2 Banque mondiale, Indicateurs de développement dans le monde.
- 3 Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF) Niger, Revue programmatique sur le genre, 2021.
- 4 Banque mondiale (2023). Niger : Données, <<https://data.worldbank.org/country/NE>>
- 5 Filles pas épouses, Niger, <<https://www.girlsnotbrides.org/learning-resources/child-marriage-atlas/regions-and-countries/niger/>>
- 6 Filles pas épouses, Niger, <<https://www.girlsnotbrides.org/learning-resources/child-marriage-atlas/regions-and-countries/niger/>>
- 7 UNICEF Niger, Niger : Rapport de situation, 5 août 2022, <<https://www.unicef.org/media/125581/file/Niger-Humanitarian-SitRep-June-2022.pdf>>
- 8 Direction Générale de la Statistique et de la Prospective (DGSP) et ICF International (2012) : Enquête démographique et de santé et à indicateurs multiples (EDS-MICS) 2012.
- 9 Filles pas épouses, Niger, <<https://www.girlsnotbrides.org/learning-resources/child-marriage-atlas/regions-and-countries/niger/>>





SOCIAL + BEHAVIOUR CHANGE

Le Compendium des meilleures pratiques SBC a été élaboré conjointement par les bureaux nationaux, le bureau régional, l'équipe SBC du siège et PCI Media.

Nous remercions les équipes SBC et les équipes des programmes nationaux pour leurs contributions.

Le compendium est disponible sous forme électronique et peut être et peut être téléchargé à partir de <https://www.sbcguidance.org> et <https://unicef.sharepoint.com/sites/PG-SBC>

Pour plus d'informations, veuillez contacter : sbc@unicef.org